

Victor Serge

Ce que
tout révolutionnaire
doit savoir
de la répression

Écrit en 1931 par un compagnon de Lénine et de Trotsky ♦ L'Okhrana ou les coulisses d'une sûreté générale ♦ Le policier - Sa préparation ♦ Les agents provocateurs ♦ Anthropométrie, signalements... & liquidations ♦ Le problème de l'illégalité ♦ Ne pas se laisser surprendre ♦ Les limites de l'action révolutionnaire légale ♦ Conseils aux militants ♦ La filature ♦ La correspondance & les notes ♦ En cas d'arrestation ♦ Devant les policiers & les juges ♦ Le problème de la répression révolutionnaire ♦

D.L. Robeif

Victor Serge

DU MEME AUTEUR

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

L'an I de la Révolution russe suivi de *La ville en danger*,
préface de L. Trotsky (Petite collection maspero. Sous
presse).

Les années sans pardon. Roman inédit (Cahiers Libres. A
paraître).

chez d'autres éditeurs

Mémoires d'un révolutionnaire (éd. du Seuil).

Les Révolutionnaires. Romans : *Les hommes dans la pri-
son*. *Naissance de notre force*. *Ville conquise*.

L'affaire Toulaev. *S'il est minuit dans le siècle* (éd. du
Seuil).

Les anarchistes dans la Révolution russe (Librairie du
Travail).

Ce que tout révolutionnaire
doit savoir sur la répression

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé, V
PARIS
1970

Introduction

La victoire de la Révolution en Russie a fait tomber entre les mains des révolutionnaires tout le mécanisme de la police politique la plus moderne, la plus puissante, la plus aguerrie, formée par plus de cinquante années d'âpres luttes contre les élites d'un grand peuple.

Connaître les méthodes et les procédés de cette police présente pour tout militant un intérêt pratique immédiat ; car la défense capitaliste emploie partout les mêmes moyens ; car toutes les polices, d'ailleurs solidaires, se ressemblent.

La science des luttes révolutionnaires que les Russes acquièrent en plus d'un demi-siècle d'immenses efforts et de sacrifices, les militants des pays où l'action se développe aujourd'hui vont devoir, dans les circonstances créées par la guerre, par les victoires du prolétariat russe et les défaites du prolétariat international — crise du capitalisme mondial, naissance de l'Internationale communiste, développement très net de la conscience de classe chez la bourgeoisie : fascisme, dictatures militaires, terreur blanche, lois scélérates — les militants vont devoir se l'assimiler en un laps de temps beaucoup plus court ; elle leur devient nécessaire dès aujourd'hui. S'ils sont bien avertis des moyens dont l'ennemi dispose, peut-être subiront-ils des pertes moindres... Il y a donc lieu, dans un but pratique, de bien étudier l'instrument principal de toutes les réactions et de toutes les répressions, cette machine à étrangler toutes saines révoltes qui s'appelle la police. Nous le pouvons, puisque l'arme perfectionnée que l'autocratie russe s'était forgée pour défendre son existence — l'Okhrana (la Défensive), Sûreté générale de l'Empire russe — est tombée entre nos mains.

Cette étude, pour être poussée à fond, ce qui serait fort utile, exigerait des loisirs que n'a pas l'auteur de ces lignes. Les pages qu'on va lire n'ont pas la prétention d'y suppléer. Elles suffiront, je l'espère, à avertir les camarades

© 1970, Librairie François Maspero.

La première édition de ce livre a été publiée en 1925 par la Librairie du Travail.

et à dégager à leurs yeux une vérité importante qui me frappa dès la première visite aux archives de la police russe ; c'est qu'il n'est pas de force au monde qui puisse endiguer le flot révolutionnaire quand il monte, et que toutes les polices, quels que soient leur machiavélisme, leur science et leurs crimes, sont à peu près impuissantes...

Ce travail, publié une première fois par le Bulletin communiste en novembre 1921, a été attentivement complété. Les problèmes pratiques et théoriques que l'étude du mécanisme d'une police ne peut manquer de soulever dans l'esprit du lecteur ouvrier, quelle que soit sa formation politique, ont été examinés dans deux essais nouveaux. Des Conseils au militant, de l'utilité desquels, malgré leur simplicité vraiment évidente, l'expérience ne permet pas de douter, esquissent les règles primordiales de la défense ouvrière contre la surveillance, le mouchardage et la provocation.

Depuis la guerre et la révolution d'Octobre, la classe ouvrière ne peut plus se contenter d'accomplir une œuvre uniquement négative, destructive. L'ère des guerres civiles s'est ouverte. Que leur actualité soit précisément quotidienne ou reculée à « des années » d'échéance, les multiples questions de la prise du pouvoir ne s'en posent pas moins, dès aujourd'hui, à la plupart des partis communistes. Au début de 1923, l'ordre capitaliste de l'Europe pouvait paraître d'une stabilité propre à décourager les impatients. L'occupation « paisible » de la Ruhr allait pourtant, avant la fin de l'année, faire planer sur l'Allemagne, puissamment réel, le spectre de la révolution.

Désormais, toute action tendant à la destruction des institutions capitalistes a besoin d'être complétée par une préparation, au moins théorique, à l'œuvre créatrice de demain. « L'esprit destructeur, disait Bakounine, est aussi l'esprit créateur. » Cette profonde pensée, dont l'interprétation littérale a lamentablement égaré bien des révolutionnés, vient de devenir une vérité pratique. Le même esprit de lutte de classe porte aujourd'hui les communistes à détruire et créer simultanément. De même que l'antimilitarisme actuel a besoin d'être complété par la préparation de l'Armée rouge, le problème de la répression posé par

la police et la justice bourgeoise a un aspect positif d'une grosse importance. J'ai cru devoir le définir à grands traits. Nous devons connaître les moyens de l'ennemi ; nous devons aussi connaître toute l'étendue de notre propre tâche.

Mars 1925. V. S.

1. L'Okhrana russe

I. LE POLICIER. SA PRÉSENTATION SPÉCIALE.

L'Okhrana succéda, en 1881, à la fameuse 3^e Section du ministère de l'Intérieur. Mais elle ne se développa vraiment qu'à partir de 1900, date à laquelle une nouvelle génération de gendarmes fut mise à sa tête. Les anciens officiers de gendarmerie, surtout dans les grades supérieurs, considéraient comme contraire à l'honneur militaire de se ravalier à certaines besognes policières. La nouvelle école fit litière de ces scrupules et entreprit d'organiser scientifiquement la police secrète, la provocation, la délation, la trahison dans les partis révolutionnaires. Elle devait produire des hommes d'érudition et de talent, comme ce colonel Spiridovitch, qui nous a laissé une volumineuse *Histoire du Parti socialiste-révolutionnaire* et une *Histoire du Parti social-démocrate*.

Le recrutement, l'instruction et le dressage professionnel des officiers de cette gendarmerie faisaient l'objet de soins tout spéciaux. Chacun avait, à la Direction générale, sa fiche, document très complet où l'on trouve bien des détails amusants. Caractère, degré d'instruction, intelligence, états de service, tout y est noté dans un esprit d'utilité pratique. Un officier est, par exemple, qualifié « borné » — bon pour les emplois subalternes, n'exigeant que de la fermeté — et un autre noté comme « enclin à courtiser les femmes ».

Au nombre des questions du formulaire, je remarque celle-ci : « Connaît-il bien le programme et les statuts des partis ? Desquels ? » Et je lis que notre ami des dames « connaît bien les idées socialistes-révolutionnaires et anarchistes — passablement le Parti social-démocrate — et superficiellement le Parti socialiste polonais ». Il y a là toute une érudition sagement graduée. Mais continuons l'examen de la même fiche. Notre policier « a-t-il suivi les cours d'histoire du mouvement révolutionnaire » ?

« Combien et dans quels partis a-t-il eu d'agents secrets ? Intellectuels ? Ouvriers ? »

Car il va de soi que, pour former ses limiers, l'*Okhrana* organisait des cours où l'on étudiait chaque parti, ses origines, son programme, ses méthodes et jusqu'à la biographie de ses militants connus.

Notons ici que cette gendarmerie russe, dressée aux besoins les plus délicates de la police politique, n'avait plus rien de commun avec la maréchaussée des pays de l'Europe occidentale. Et qu'elle a certainement son équivalent dans les polices secrètes de tous les Etats capitalistes.

II. LA SURVEILLANCE EXTÉRIEURE. FILATURES.

Toute surveillance est d'abord extérieure. Il s'agit toujours de filer l'homme, de connaître ses faits et ses gestes, ses connexions et ensuite de pénétrer ses desseins. Aussi les services de *filature* sont-ils particulièrement développés dans toutes les polices et l'organisation russe nous donne-t-elle sans doute le prototype de tous les services semblables.

Les « fileurs » russes (agents de surveillance extérieure) appartenaient, comme les « agents secrets » — en réalité mouchards et provocateurs — à l'*Okhrana*, ou Sûreté politique. Ils constituaient le service de recherches, qui ne pouvait arrêter que pour un mois ; d'une façon générale, le service des recherches transmettait d'ailleurs ses captures à la Direction de la gendarmerie qui continuait l'instruction.

Le service de surveillance extérieure était le plus simple. Ses nombreux agents, dont nous possédons les photographies d'identité, payés 50 roubles par mois, avaient pour unique tâche de filer d'heure en heure, de nuit et de jour, sans interruption aucune, la personne qu'on leur désignait. Ils ne devaient connaître, en principe, ni son nom, ni le but de la filature, par précaution sans doute contre une maladresse ou contre une trahison. La personne à filer recevait un surnom : *le Blond*, *la Ménagère*, *Vladimir*, *le Cocher*, etc. Nous retrouvons ce surnom en tête des rapports quotidiens, reliés et formant de gros cahiers, où les fileurs ont consigné leurs observations. Ces rapports sont d'une précision minutieuse et ne doivent pas contenir de

lacune. Le texte en est généralement rédigé à peu près comme suit :

Le 17 avril, à 9 h 54 du matin, la Ménagère est sortie de chez elle, a mis deux lettres à la poste au coin de la rue Pouchkine ; est entrée dans plusieurs magasins du boulevard X ; est entrée à 10 h 30 rue Z, n° 13, en est ressortie à 11 h 20, etc.

Dans les cas les plus sérieux, deux agents filaient à la fois la même personne *sans se connaître* ; leurs rapports se contrôlaient et se complétaient.

Ces rapports quotidiens étaient remis à la gendarmerie pour y être analysés par des spécialistes. Ces fonctionnaires — limiers en chambre — d'une dangereuse perspicacité, dressaient des tableaux synoptiques résumant les faits et les gestes d'une personne, le nombre de ses visites, leur régularité, leur durée, etc. ; par endroits, ces schémas permettaient d'apprécier l'importance des relations d'un militant et son influence probable.

Le policier Zoubatov — qui, vers 1905, tenta de s'emparer du mouvement ouvrier dans les grands centres en y créant des syndicats — avait porté la filature au plus haut degré de perfection. Ses brigades spéciales pouvaient filer un homme par toute la Russie, voire par toute l'Europe, se déplaçant avec lui de ville en ville ou de pays en pays. Les fileurs au reste ne devaient jamais s'embarasser de frais. Le carnet de dépenses de l'un d'entre eux, pour le mois de janvier 1903, nous donne un chiffre de frais généraux s'élevant à 637 roubles 35. Pour concevoir l'importance du crédit ouvert de la sorte à un très ordinaire mouchard, que l'on veuille bien se souvenir qu'à cette époque un étudiant vivait facilement de 25 roubles par mois. Vers 1911, la coutume naquit d'envoyer des fileurs à l'étranger pour y surveiller les émigrés et prendre contact avec les polices européennes. Les mouchards de S.M. impériale furent dès lors chez eux dans toutes les capitales du monde.

L'*Okhrana* avait notamment pour mission constante de rechercher et de surveiller certains révolutionnaires jugés les plus dangereux, principalement terroristes ou membres du parti socialiste-révolutionnaire qui exerçaient le terrorisme. Ses agents devaient être constamment porteurs de carnets de photographies contenant 50 à 70 portraits parmi lesquels nous reconnaissons au hasard Savinkov, feu Nathanson, Argounov, Avksentieff (hélas !), Karéline, Ovssian-

nikov, Véra Figner, Pechkova (Mme Gorki), Fabrikant. Des reproductions du portrait de Karl Marx étaient aussi mises à leur disposition ; la présence de ce portrait dans un intérieur ou dans un livre constituait un indice.

Détail amusant : la surveillance extérieure ne s'exerçait pas que sur les ennemis de l'ancien régime. Nous possédons des carnets attestant que les faits et gestes des ministres de l'Empire n'échappaient pas à la vigilance de la police. Un carnet de surveillance des conversations téléphoniques du ministère de la Guerre, en 1916, nous apprend par exemple combien de fois par jour différents personnages de la Cour s'enquéraient de la santé précaire de Mme Soukhomlinov !

III. LES ARCANES DE LA PROVOCATION.

Le mécanisme le plus important de la police russe était à coup sûr son « agence secrète », nom décent du service de provocation dont les origines remontent aux premières luttes révolutionnaires et qui atteignit un développement tout à fait extraordinaire après la révolution de 1905.

Des policiers (dits : officiers de gendarmerie) spécialement formés, instruits et triés, procédaient au recrutement des agents provocateurs. Leurs succès plus ou moins grands dans ce domaine les classaient et contribuaient à leur avancement. Des instructions précises prévoyaient les moindres détails de leurs relations avec les collaborateurs secrets. Des spécialistes hautement rétribués réunissaient enfin en un faisceau tous les renseignements fournis par la provocation, les étudiaient, formaient et tenaient des dossiers.

Il y avait dans les bâtiments de l'Okhrana (Petrograd, Fontanka, 16) une chambre secrète où n'entraient jamais que le directeur de la police et le fonctionnaire chargé d'y classer les pièces. C'était celle de l'agence secrète. Elle contenait notamment l'armoire à fiches des provocateurs — où nous avons trouvé plus de 35 000 noms. Dans la plupart des cas, par un surcroît de précautions, le nom de « l'agent secret » est remplacé par un sobriquet, ce qui fait que le travail d'identification de certains misérables dont, après la révolution, les dossiers complets tombèrent

entre les mains des camarades, fut singulièrement difficile. Le nom du provocateur ne devait être connu que du directeur de l'Okhrana et de l'officier de gendarmerie chargé d'entretenir avec lui des relations permanentes. Les reçus mêmes que signaient les provocateurs à chaque fin de mois — car ils émargeaient tout aussi paisiblement et normalement que les autres fonctionnaires, pour des sommes variant de 3, 10, 15 roubles par mois à 150 ou 200 roubles au maximum, — ne portaient généralement que leur sobriquet. Mais l'administration, défiant envers ses agents et craignant que ses officiers de gendarmerie n'imaginassent des collaborateurs fictifs, procédait assez fréquemment à des révisions minutieuses des différentes branches de son organisation. Un inspecteur muni de larges pouvoirs enquêtait lui-même sur les collaborateurs secrets, les voyait au besoin, les congédiait ou les augmentait. Ajoutons que leurs rapports étaient soigneusement vérifiés — autant que faire se pouvait — les uns par les autres.

IV. UNE INSTRUCTION SUR LE RECRUTEMENT ET LE SERVICE DES AGENTS PROVOCATEURS.

Ouvrons tout de suite un document que l'on peut considérer comme l'alpha et l'oméga de la provocation. Il s'agit de l'*Instruction concernant l'agence secrète*, brochure de 27 pages dactylographiées, petit format. Notre exemplaire (numéroté 35) porte à la fois, dans les deux coins du haut, ces trois mentions : « Très secrète », « Ne doit être ni transmise ni montrée », « Secret professionnel ». Que voilà d'insistance à recommander le mystère ! On comprendra bientôt pourquoi. Ce document, qui dénote des connaissances psychologiques et pratiques, un esprit méticuleusement prévoyant, un très curieux mélange de cynisme et d'hypocrisie morale officielle, intéressera quelque jour les psychologues.

Cela débute par des indications générales :

La Sûreté politique doit tendre à détruire les centres révolutionnaires au moment de leur plus grande activité et ne pas gâcher son travail en s'arrêtant à de moindres entreprises.

Ainsi le principe est : laisser se développer le mouvement pour mieux le liquider ensuite.

Les agents secrets reçoivent un traitement fixe proportionné aux services qu'ils rendent.

La Sûreté doit

éviter avec le plus grand soin de livrer ses collaborateurs. A cette fin, ne les arrêter et ne les libérer que lorsque d'autres membres d'égale importance appartenant aux mêmes organisations révolutionnaires pourront être arrêtés ou libérés.

La Sûreté doit

faciliter à ses collaborateurs l'acquisition de la confiance des militants.

Suit un chapitre sur le recrutement.

Le recrutement des agents secrets est le souci constant du directeur des Recherches et de ses collaborateurs. Ils ne doivent négliger aucune occasion, même donnant peu d'espoir, de se procurer des agents...

Cette tâche est extrêmement délicate. Il importe, afin de l'accomplir, de rechercher les contacts avec les détenus politiques...

Doivent être considérés comme prédisposés à prendre du service

les révolutionnaires d'un caractère faible, déçus ou blessés par le parti, vivant dans la misère, évadés des lieux de déportation ou désignés pour la déportation.

L'Instruction recommande d'étudier « avec soin » leurs faiblesses et de s'en servir ; de converser avec leurs amis et parents, etc. ; de multiplier « en toute occasion les contacts avec les ouvriers, avec les témoins, les parents, etc., sans jamais perdre de vue le but »...

Etrange duplicité de l'âme humaine ! Je traduis littéralement trois lignes déconcertantes :

On peut se servir des révolutionnaires dans la misère qui, sans renoncer à leurs convictions, consentent par besoin à fournir des renseignements...

Il y en avait donc ?

Mais continuons.

Placer des moutons auprès des détenus est d'un usage excellent.

Quand une personne paraît mûre pour prendre du service — c'est-à-dire quand, sachant un révolutionnaire aigri, matériellement gêné, ébranlé peut-être par ses mécomptes personnels, on possède en outre contre lui quelques chefs d'inculpation assez graves pour le bien tenir en main :

Arrêter tout le groupe dont elle fait partie et conduire la personne en question chez le directeur de la police ; avoir contre elle des motifs de poursuites sérieux et se réserver pourtant la possibilité de la relâcher en même temps que les autres révolutionnaires incarcérés, sans provoquer d'étonnement.

Interroger la personne en tête à tête. Tirer parti pour la convaincre des querelles de groupes, des fautes des militants, des blessures d'amour-propre.

On croit entendre, en lisant ces lignes, le policier paternel s'apitoyer sur le sort de sa victime :

— Ah oui, pendant que vous irez aux travaux forcés pour vos idées, votre camarade X..., qui vous a joué de si bons tours, fera bonne chère à vos dépens. Que voulez-vous ? Les bons paient pour les mauvais !

Ça peut prendre — quand il s'agit d'un faible — ou d'un affolé que menacent des années de déportation...

Autant que possible, avoir plusieurs collaborateurs dans chaque organisation.

La Sûreté doit diriger ses collaborateurs et non les suivre.

Les agents secrets ne doivent jamais avoir connaissance des renseignements fournis par leurs collègues.

Et voici un passage que Machiavel n'eût pas désavoué :

Un collaborateur travaillant obscurément dans un parti révolutionnaire peut être élevé dans son organisation par des arrestations de militants plus importants.

Assurer le secret absolu de la provocation est naturellement l'un des plus grands soucis de la police.

L'agent promet le secret absolu ; à son entrée en service, il ne doit modifier aucunement ses façons de vivre.

Les relations avec lui sont entourées de précautions qu'il serait difficile de passer.

Des rendez-vous peuvent être assignés à des collaborateurs dignes de toute confiance. Ils ont lieu dans des appartements clandestins, composés de plusieurs pièces ne communiquant pas directement entre elles, où l'on puisse en cas de nécessité isoler différents visiteurs. Le tenancier du logis doit être un employé civil. Il ne peut jamais recevoir de visites personnelles. Il ne doit ni connaître les agents secrets ni leur parler. Il est tenu de leur ouvrir lui-même et de s'assurer avant leur sortie que personne ne vient dans l'escalier. Les entretiens ont lieu dans des chambres fermées à clé. Aucun papier n'y doit traîner. Avoir

soin de ne jamais faire asseoir le visiteur ni près d'une fenêtre, ni près d'un miroir. Au moindre indice suspect, changer d'appartement.

Le provocateur ne peut en aucun cas venir à la Sûreté. Il ne peut accepter aucune mission importante sans le consentement de son chef.

Les rendez-vous sont pris par signes convenus à l'avance. La correspondance est adressée à des adresses conventionnelles.

Les lettres des collaborateurs secrets doivent être écrites d'une écriture méconnaissable et ne contenir que des expressions banales. Se servir du papier et des enveloppes correspondant au milieu social du destinataire. Employer les encres sympathiques. Le collaborateur poste lui-même ses lettres. Quand il en reçoit, il est tenu de les brûler aussitôt après les avoir lues. Les adresses conventionnelles ne doivent être inscrites nulle part.

Un problème grave était celui de la libération des agents secrets arrêtés avec ceux qu'ils livraient. A ce sujet l'instruction déconseille le recours à l'évasion car :

Les évasions attirent l'attention des révolutionnaires. Préalablement à toute liquidation d'une organisation, consulter les agents secrets sur les personnes à laisser en liberté en vue de ne pas trahir nos sources d'information.

V. UNE MONOGRAPHIE DE LA PROVOCATION A MOSCOU (1912).

Une autre pièce choisie dans les archives de la provocation va nous éclairer sur l'étendue de celle-ci. Il s'agit d'une sorte de monographie de la provocation à Moscou en 1912. C'est le rapport d'un haut fonctionnaire, M. Vissarionov, qui fut chargé cette année-là d'une tournée d'inspection à l'agence secrète de Moscou.

Ce M. Vissarionov remplit sa mission du 1^{er} au 22 avril 1912. Son rapport forme un gros cahier dactylographié. A chaque provocateur, désigné bien entendu par un sobriquet, une notice détaillée est consacrée. Il en est de très curieuses.

Au 6 avril 1912, il y avait à Moscou 55 agents provocateurs officiellement en fonction. Ils se répartissaient comme suit :

Socialistes-révolutionnaires, 17 ; social-démocrates, 20 ; anarchistes, 3 ; étudiants (mouvement des écoles), 11 ; institutions philanthropiques, etc., 2 ; sociétés scientifiques, 1 ; zemstvos, 1. Et « l'agence secrète de Moscou surveille également la presse, les octobristes (parti K.D., constitutionnel démocrate), les agents de Bourtzev, les Arméniens, l'extrême-droite et les jésuites ».

Les collaborateurs sont généralement caractérisés par de simples notices à peu près ainsi conçues :

Parti social-démocrate. Fraction bolchevik. Portnoï (le Tailleur), tourneur sur bois, intelligent. En service depuis 1910. Reçoit 100 roubles par mois. Collaborateur très bien renseigné. Sera candidat à la Douma. A participé à la conférence bolchevik de Prague. Des 5 militants envoyés en Russie par cette conférence, 3 ont été arrêtés...

D'ailleurs, revenant à la conférence bolchevik de Prague, notre haut fonctionnaire de police se félicite des résultats que les agents secrets y ont obtenus. Certains ont réussi à s'introduire dans le comité central, et c'est l'un d'entre eux, c'est un mouchard, qui a été chargé par le parti du transport de littérature en Russie. « Nous tenons ainsi tout le ravitaillement de la propagande », constate notre policier.

Ici une parenthèse. — Eh oui, ils tenaient à ce moment-là le ravitaillement de la propagande bolchevik. L'efficacité de cette propagande en était-elle amoindrie ? La parole imprimée de Lénine perdait-elle quoi que ce soit de sa valeur, pour avoir passé par les mains sales des mouchards ? La parole révolutionnaire a toute sa force en elle-même : elle n'a besoin que d'être entendue. Peu importe qui la transmet. Le succès de l'*Okhrana* n'aurait été vraiment décisif que si elle avait pu empêcher le ravitaillement des organisations bolchevik de Russie en littérature de provenance étrangère. Or, elle ne pouvait le faire que dans une certaine mesure, sous peine de démasquer ses batteries.

VI. DOSSIERS D'AGENTS PROVOCATEURS.

Qu'est-ce qu'un agent provocateur ? Nous avons des milliers de dossiers où nous trouverons sur la personne et les actes de ces misérables une documentation abondante. Parcourons-en quelques-uns.

Dossier 378. — Julie Orestovna Serova (dite *Pravdivy* — le Véristique — et *Oulianova*). A une question du

ministre sur les états de service de ce collaborateur congédié (parce que « brûlé »), le directeur de la police répond en énumérant ses hauts faits. La lettre tient quatre grandes pages. Je la résume, mais en termes à peu près textuels :

Julie Orestovna Serova fut employée, de septembre 1907 à 1910, à la surveillance des organisations social-démocrates. Occupant des postes relativement importants dans le parti, elle put rendre de grands services, tant à Petrograd qu'en province. Toute une série d'arrestations ont été opérées d'après ses renseignements.

En septembre 1907, elle fait arrêter le député à la Douma Serge Saltykov.

Fin avril 1908, elle fait arrêter quatre militants : Rykov, Noguine, « Grégoire » et « Kamenev ».

Le 9 mai 1908, elle fait arrêter toute une assemblée du parti.

En automne 1908, elle fait arrêter « Innocent » Dvobrovsky, membre du comité central.

En février 1909, elle fait saisir le matériel d'une typographie clandestine et le bureau des passeports du parti.

Le 1^{er} mars 1905, elle fait arrêter tout le comité de Pétersbourg.

Elle a, en outre, contribué à l'arrestation d'une bande d'expropriateurs (mai 1907), à la saisie de stocks de littérature et notamment du transport illégal de littérature par Vilna. En 1908, elle nous a tenus au courant de toutes les réunions du comité central et indiqué la composition des comités. En 1909, elle a participé à une conférence du parti à l'étranger, sur laquelle elle nous a informés. En 1909, elle a surveillé l'activité d'Alexis Rykov.

Ce sont de beaux états de service.

Mais Serova a fini par être brûlée. Son mari, député à la Douma, a publié dans les journaux de la capitale qu'il ne la considérait plus comme sa femme. On a compris. Comme elle ne pouvait plus rendre de services, ses supérieurs hiérarchiques l'ont remerciée. Elle est tombée dans la misère. Le dossier est rempli de ses lettres au directeur de la Sûreté : protestations de dévouement, rappels de services rendus, demandes de secours.

Je ne sais rien de plus navrant que ces lettres tracées d'une écriture nerveuse et pressée d'intellectuelle. Le « provocateur en retraite », comme elle se qualifie quelque part elle-même, semble aux abois, harcelé par la misère, dans un total désarroi moral. Il faut vivre. Serova ne sait rien

faire de ses mains. Son détraquement intérieur l'empêche de trouver une solution, un travail simple et raisonnable.

Le 16 août 1912, elle écrit au directeur de la police : *Mes deux enfants, dont l'aînée a cinq ans, n'ont ni vêtements, ni chaussures. Je n'ai plus de mobilier. Je suis trop mal vêtue pour trouver du travail. Si vous ne m'accordez pas un secours, je serai réduite au suicide... On lui accorde 150 roubles.*

Le 17 septembre, autre lettre, à laquelle est jointe une lettre pour son mari, que le directeur de la police voudra bien faire poster : *Vous verrez, dans la dernière lettre que j'écris à mon mari, qu'à la veille d'en finir avec la vie je me défends encore d'avoir servi la police. J'ai décidé d'en finir. Ce n'est plus ni comédie, ni recherche d'effet. Je ne me crois plus capable de recommencer à vivre...*

Serova ne se tue cependant pas. Quelques jours plus tard, elle dénonce un vieux monsieur qui cache des armes.

Ses lettres forment à la fin tout un gros livre. En voici une qui est touchante : quelques lignes d'adieu à l'homme qui fut son mari :

J'ai souvent été coupable devant toi. Et maintenant encore je ne t'ai pas écrit. Mais oublie le mal, souviens-toi de notre vie commune, de notre travail commun et pardonne-moi. Je quitte la vie. Je suis fatiguée. Je sens que trop de choses se sont brisées en moi. Je ne voudrais maudire personne ; maudits soient pourtant les « camarades » !

Où commence, dans ces lettres, la sincérité ? Où finit la duplicité ? On ne sait. On est devant une âme complexe, mauvaise, douloureuse, polluée, prostituée, mise à nu.

La Sûreté n'est cependant pas insensible à ses appels. Chacune des lettres de Serova, annotée à la main du chef de service, porte ensuite la résolution du directeur : « Verser 250 roubles », « Accorder 50 roubles ». L'ancienne collaboratrice annonce la mort d'un enfant. « Vérifier », écrit le directeur. Puis elle demande qu'on lui procure une machine à écrire pour apprendre à dactylographier. La Sûreté n'a pas de machines disponibles. A la fin, ses lettres se font de plus en plus pressantes. *Au nom de mes enfants, écrit-elle le 14 décembre, je vous écris avec des larmes et du sang : accordez-moi un dernier secours de 300 roubles. Il me suffira à jamais.* Et on le lui accorde, à la condition qu'elle quittera Petrograd. Au total, en 1911, Serova reçoit 743 roubles en trois fois ; en 1912, 788 rou-

bles en six fois. C'était, à cette époque, assez considérable.

Après un dernier secours délivré en février 1914, Serova reçoit un petit emploi dans l'administration des chemins de fer. Elle le perd bientôt pour avoir escroqué de petites sommes à ses camarades de travail. On note dans son dossier : « Coupable de chantage. Ne mérite plus aucune confiance. » Sous le nom de Petrova, elle réussit pourtant à prendre du service dans la police des chemins de fer qui, renseignée, la congédie. En 1915, elle sollicite encore un emploi d'indicatrice. Et le 28 janvier 1917, à la veille de la révolution, cette ancienne secrétaire d'un comité révolutionnaire écrivait à « Sa Haute Noblesse M. le Directeur de la Police », lui rappelait ses bons et loyaux services et lui proposait de l'informer sur l'activité du parti social-démocrate dans lequel elle peut faire entrer son second mari... *A la veille des grands événements que l'on sent venir, je souffre de ne pouvoir vous être utile...*

— Dossier 383. « Ossipov », Nicolas Nicolaevitch Veretzky, fils d'un pope. Etudiant. Collaborateur secret depuis 1903, pour la surveillance de l'organisation social-démocrate et de la jeunesse des écoles de Pavlograd.

Envoyé à Pétersbourg par le parti en 1905, avec mission de faire entrer des armes en Finlande, se présente aussitôt à la direction de la police pour y recevoir des instructions.

Soupçonné par ses camarades, est arrêté, passe trois mois à la section secrète de l'*Okhrana* et en sort pour être envoyé à l'étranger « afin de se réhabiliter aux yeux des militants ».

Je cite textuellement la conclusion d'un rapport :

Veretzky donne l'impression d'un jeune homme tout à fait intelligent, cultivé, d'une grande modestie, consciencieux et honnête ; signalons à sa louange qu'il dispose de la plus grande partie de son traitement (150 roubles) en faveur de ses vieux parents.

En 1915, cet excellent jeune homme se retire du service et reçoit encore douze mensualités de 75 roubles.

— Dossier 317. « Le Malade ». Vladimir Ivanovitch Lorberg. Ouvrier. Ecrit maladroitement. Travaille en usine et reçoit 10 roubles par mois.

Un prolétaire de la provocation.

— Dossier 81. — Serge Vassilievitch Praotsev, fils d'un membre de la *Narodnaia Volia*, se flatte d'avoir grandi

dans un milieu révolutionnaire et d'avoir de vastes et utiles relations...

Nous avons des milliers de dossiers semblables.

Car la bassesse et la misère de certaines âmes humaines sont insondables.

Nous n'avons pas eu connaissance des dossiers de deux collaborateurs secrets dont les noms suivent. Ils doivent pourtant être mentionnés ici, comme des cas types : un intellectuel de grande valeur, un tribun...

Stanislaw Brzozowski, écrivain polonais d'un talent apprécié, aimé des jeunes, auteur d'essais critiques sur Kant, Zola, Mikhailovsky, Avenarius, « héraut du socialisme en lequel il voyait la plus profonde synthèse de l'esprit humain et dont il voulait faire un système philosophique embrassant la nature et l'humanité » (*Naprzod*, 5 mai 1908), auteur d'un roman révolutionnaire, *La Flamme*, touchait à l'*Okhrana* de Varsovie, pour ses rapports sur les milieux révolutionnaires et « avancés », des appointements mensuels de 150 roubles.

Le pope Gapone, l'âme, avant la révolution de 1905, de tout un mouvement ouvrier à Pétersbourg et Moscou, l'organisateur de la manifestation ouvrière de janvier 1905 ensanglantée, sous les fenêtres du Palais d'Hiver, par les feux de salves tirés sur une foule de suppliants conduite par deux prêtres portant le portrait du tsar, le pope Gapone, incarnation véritable d'un moment de la révolution russe, finit par se vendre à l'*Okhrana* et, convaincu de provocation, fut pendu par le socialiste-révolutionnaire Ruthenberg.

VII. UN REVENANT. UNE PAGE D'HISTOIRE.

Aujourd'hui encore, tous les agents provocateurs de l'*Okhrana*, dont nous avons les dossiers, sont loin d'être identifiés.

Il ne se passe pas de mois sans que les tribunaux révolutionnaires de l'Union soviétique n'aient à juger quelques-uns de ces hommes. On les retrouve, on les identifie par

hasard. En 1924, un misérable nous est ainsi apparu, remontant vers nous d'un passé de cinquante années — comme dans un hoquet de dégoût —, qui était bien un revenant. Et ce revenant évoquait une page d'histoire, qu'il faut intercaler ici, ne serait-ce que pour projeter sur ces pages couleure de boue un peu du rayonnement de l'héroïsme révolutionnaire.

Cet agent provocateur avait fourni 37 ans de bons services (de 1880 à 1917), et, vieillard chenu, déjoué pendant sept années les recherches de la *Tcheka*.

... Vers 1879, l'étudiant de 20 ans, Okladsky, révolutionnaire depuis sa quinzième année, membre du parti de la *Narodnaia Volia* (la *Volonté du peuple*), terroriste, préparait avec Jeliabov un attentat contre le tsar Alexandre II. Le train impérial devait sauter. Il passa sur les mines sans encombre. La machine infernale n'avait pas fonctionné. Accident fortuit ? On le crut. Mais 16 révolutionnaires, dont Okladsky, eurent à répondre du « crime ». Okladsky fut condamné à mort. Sa brillante carrière commençait-elle ? Était-elle déjà commencée ? La clémence de l'empereur lui accorda la vie dans un bagne, à perpétuité.

Là commence en tout cas la série des inappréciables services que devait rendre Okladsky à la police du tsar. Dans la longue liste des révolutionnaires qu'il livra, il y a quatre des noms les plus beaux de notre Histoire : Barannikov, Jeliabov, Trigoni, Vera Figner. De ces quatre, Vera Nicolaevna Figner survit seule. Elle a passé vingt années à la forteresse de Schlüsselbourg. Barannikov y est mort. Trigoni, après avoir souffert vingt ans à Schlüsselbourg et passé quatre années en exil à Sakhaline, a vu avant de mourir, en juin 1917, s'effondrer l'autocratie. Jeliabov est mort sur l'échafaud.

Tous ces vaillants appartenaient aux cadres de la *Narodnaia Volia*, premier parti révolutionnaire russe, qui, avant la naissance d'un mouvement prolétarien, déclara la guerre à l'autocratie. Son programme était celui d'une révolution libérale, dont l'accomplissement eût signifié pour la Russie un immense progrès. A une époque où nulle autre action n'était possible, il se servit du terrorisme, frappant sans relâche, à la tête, le tsarisme affolé par moments, décapité le 1^{er} mars 1881. Dans cette lutte d'une poignée de héros contre toute une vieille société puissamment armée, se créèrent les mœurs, les traditions, les mentalités qui, per-

pétuées par le prolétariat, devaient tremper pour la victoire d'Octobre 1917 plusieurs générations de révolutionnaires. De tous ces héros, Alexandre Jeliabov fut peut-être le plus grand, et rendit, à coup sûr, les services les plus grands au parti qu'il avait contribué à fonder. Dénoncé par Okladsky, on l'arrêtait le 27 février 1881, dans un appartement du Nevsky, en compagnie d'un jeune avocat d'Odessa, Trigoni, également membre du mystérieux comité exécutif de la *Narodnaia Volia*. Deux jours plus tard, les bombes du parti déchiquetaient Alexandre II dans une rue de Saint-Petersbourg. Le lendemain, les autorités judiciaires recevaient de Jeliabov, enfermé à Pierre-et-Paul, une lettre stupéfiante. Rarement juges et monarque reçurent pareil soufflet. Rarement chef de parti sut accomplir avec telle fierté son dernier devoir. Cette lettre disait :

Si le nouveau souverain, recevant le sceptre des mains de la révolution, a l'intention de s'en tenir à l'égard des régicides à l'ancien système ; si l'on a l'intention d'exécuter Ryssakov, l'injustice serait criante de me laisser la vie, à moi qui ai tant de fois attenté à la vie d'Alexandre II et qu'un hasard fortuit a empêché de participer à son exécution. Je me sens très inquiet à la pensée que le gouvernement pourrait accorder plus de prix à la justice formelle qu'à la justice réelle et orner la couronne du nouveau monarque du cadavre d'un jeune héros, uniquement à cause du manque de preuves formelles contre moi qui suis un vétéran de la révolution.

De toutes les forces de mon âme, je proteste contre cette iniquité.

Seule la lâcheté du gouvernement pourrait expliquer qu'on ne dressât qu'une potence au lieu de deux.

Le nouveau tsar Alexandre III en dressa six pour les régicides. Au dernier moment, une jeune femme, Jessy Helfman, enceinte, fut graciée. Jeliabov mourut à côté de sa compagne Sophie Perovskaya, avec Ryssakov (qui avait inutilement trahi), Mikhailov et le chimiste Kibaltchiche. Mikhailov subit trois fois le supplice. Deux fois, la corde du bourreau se rompit. Deux fois, Mikhailov tomba, déjà roulé dans son linceul et encapuchonné pour se relever lui-même...

... Le provocateur Okladsky, cependant, continuait ses services. Parmi la généreuse jeunesse qui « allait au peuple », à la pauvreté, à la prison, à l'exil, à la mort, inlassablement, pour frayer les chemins à la révolution, il

était faciles de faire des coupes sombres ! A peine Okladsky était-il à Kiev qu'il livrait, au policier Soudéikine, Vera Nikolaevna Figner. Puis il servit à Tiflis, professionnel habile de la trahison, expert dans l'art de se lier avec les hommes les meilleurs, de conquérir les sympathies, de partager l'enthousiasme, pour faire ensuite, quelque jour, d'un signe, ensevelir vivants ses camarades — et toucher les gratifications attendues.

En 1889, la Sûreté impériale l'appelait à Saint-Pétersbourg. Le ministre Dournovo, purifiant Okladsky de tout passé indigne, en faisait le « citoyen honoraire » Petrovsky, toujours révolutionnaire, bien entendu, et confidant de révolutionnaires. Il devait rester « en activité » jusqu'à la révolution de mars 1917. Jusqu'à 1924, il réussit à n'être qu'un paisible habitant de Petrograd. Puis, enfermé à Leningrad, dans la prison même où plusieurs de ses victimes attendirent la mort, il consentit à écrire la confession de sa vie jusqu'à l'année 1890.

Passé cette date, le vieil agent provocateur ne voulait dire mot. Il ne consentait à parler que d'une époque dont presque personne — d'entre les révolutionnaires — ne survit, mais qu'il a, lui, peuplée de morts et de martyrs...

Le tribunal révolutionnaire de Leningrad jugea Okladsky dans la première quinzaine de janvier 1925. La révolution ne se venge pas. Ce revenant appartenait à un passé trop lointain et trop mort. Le procès, conduit par des vétérans de la révolution, prit figure d'un débat scientifique d'histoire et de psychologie. Ce fut l'étude du plus navrant des documents humains. Okladsky fut condamné à dix années d'emprisonnement.

VIII. MALINOVSKY.

Arrêtons-nous encore brièvement sur un cas de provocation comme l'histoire du mouvement révolutionnaire russe en connaît plusieurs : la provocation d'un chef de parti. Voici l'éigmatique figure de Malinovsky¹.

Un matin de 1918 — lendemain de la révolution d'Oc-

1. Les socialistes-révolutionnaires de la bonne époque du parti ont eu Azeff, dont l'activité fut peut-être plus vaste et plus singulière encore que celle de Malinovsky. Consulter à ce sujet le livre de JEAN LONGUET, *Terroristes et Policiers*.

tobre, année terrible : guerre civile, réquisitions dans les campagnes, sabotage des techniciens, complots, soulèvement des Tchécoslovaques, interventions étrangères, paix infâme (selon le mot de Lénine) de Brest-Litovsk, deux tentatives d'assassinats contre Vladimir Illitch —, un matin de cette année-là, un homme se présentait tranquillement chez le commandant du palais de Smolny (Petrograd) et lui disait : — Je suis le provocateur Malinovsky. Je vous prie de m'arrêter.

L'humour a sa place dans toutes les tragédies. Impavide, le commandant de Smolny faillit mettre à la porte cet importun. « Je n'ai pas d'ordres, moi ! Et ce n'est pas mon affaire de vous arrêter. » — « Alors, faites-moi conduire au comité du parti. » — Au comité, on reconnut avec stupéfaction l'homme le plus exécré, le plus méprisé du parti. On l'arrêta.

Sa carrière, en deux mots.

L'avers : une adolescence difficile ; trois condamnations pour vol. Très doué, très actif, militant de diverses organisations, si apprécié qu'en 1910 on lui offre d'entrer au comité central du Parti ouvrier social-démocrate russe et que la Conférence bolchevik de Prague (1912) l'y porte en effet. A la fin de la même année, député bolchevik à la IV^e Douma d'Empire. Président en 1913 du groupe parlementaire bolchevik.

Le revers : indicateur de l'*Okhrana* (« Ernest », puis « le Tailleur ») dès 1907. A partir de 1910, appointements de 100 roubles par mois (c'est princier). L'ex-chef de la police Beletsky dit : « Malinovsky était l'orgueil de la Sûreté, qui s'attacha à en faire un des chefs du parti. » Fait arrêter des groupes bolcheviks à Moscou, Toula, etc. ; livre à la police Milioutine, Noguine, Marie Smidovitch, Staline, Sverdlov. Communique à l'*Okhrana* les archives secrètes du parti. Est élu à la Douma avec le concours aussi efficace que discret de la police...

Démasqué, reçoit du ministère de l'Intérieur une forte récompense et disparaît. Survient la guerre. Fait prisonnier aux armées, recommence à militer dans un camp de concentration. Rentre finalement en Russie, pour déclarer au tribunal révolutionnaire : « Faites-moi fusiller ! » Il soutint avoir énormément souffert de sa double existence, n'avoir vraiment compris la révolution que bien tardivement, s'être laissé entraîner par l'ambition et l'esprit d'aventure. Krylenko réfuta impitoyablement cette argu-

mentation peut-être sincère : « L'aventurier joue sa dernière carte ! »

Une révolution ne peut s'attarder au déchiffrement des énigmes psychologiques. Elle ne peut pas non plus s'exposer au risque d'être une fois de plus trompée par un joueur trouble et passionné. Le tribunal révolutionnaire rendit le verdict réclamé à la fois par l'accusateur et l'accusé. Dans la même nuit, quelques heures plus tard, Malinovsky, traversant une cour écartée du Kremlin, recevait à l'improviste une balle dans la nuque.

IX. MENTALITÉ DU PROVOCATEUR. LA PROVOCATION ET LE PARTI COMMUNISTE.

Ici se pose devant nous le problème de la psychologie du provocateur. Psychologie morbide, assurément, mais qui ne doit pas trop nous surprendre. Nous avons vu, dans l'*Instruction* de l'Okhrana, quelles personnes la police « travaille » et par quels moyens. Une Sérova, jugée faible de caractère, vivant dans la gêne, milite avec courage. On l'arrête. Brusquement arrachée à son milieu, elle se voit perdue ; les travaux forcés l'attendent, peut-être la potence. Ou bien il faut dire un mot, rien qu'un mot, sur untel, qui, précisément, lui a fait quelque mal... Elle trébuche. Il suffit un instant de lâcheté ; or, il y a beaucoup de lâcheté au fond de l'être humain. Le plus terrible, c'est que, désormais, elle ne pourra plus se ressaisir. Désormais, on la tient. Si elle refuse de continuer, on lui jettera à la face, en plein tribunal, sa première délation. Au bout d'un certain temps, elle s'accoutume aux avantages matériels de cette odieuse situation, d'autant plus que, dans le secret de son activité, elle se sent parfaitement en sécurité...

Il n'y a pas que ces agents provocateurs *par lâcheté* ; il y a, beaucoup plus dangereux, les dilettanti, aventuriers qui ne croient en rien, blasés sur l'idéal qu'ils ont naguère servi, épris du danger, de l'intrigue, de la conspiration, d'un jeu compliqué où ils dupent tout le monde. Ceux-là peuvent avoir du talent, jouer un rôle à peu près indéchiffrable. Tel paraît bien avoir été Malinovsky. La littérature russe de la période qui suivit la défaite de 1905 nous offre plusieurs cas psychologiques d'une perversion semblable. Le révolutionnaire illégal — surtout le terroriste — acquiert une trempe de caractère, une volonté, un courage, un

amour du danger redoutables. Si, avec cela, il lui arrive, par suite d'une évolution mentale assez commune, de perdre, sous l'empire de menues expériences personnelles — échecs, déceptions, égarements intellectuels — ou de la défaite temporaire du mouvement, son idéalisme, que peut-il devenir ? S'il est réellement fort, il échappera à la neurasthénie et au suicide ; mais ce sera quelquefois pour devenir un aventurier sans foi, auquel tous les moyens peuvent paraître bons pour atteindre ses buts personnels. Et la provocation est un moyen que l'on tentera sûrement de lui proposer.

Tous les mouvements de masse, embrassant des milliers et des milliers d'hommes, entraînent de ces scories boueuses. Il ne faut pas s'en étonner. L'action de ces parasites n'a que peu de prise sur la vigueur et la santé morale du prolétariat. Nous croyons que plus le mouvement révolutionnaire sera prolétarien, c'est-à-dire nettement, énergiquement communiste, moins les agents provocateurs lui seront dangereux. Il y en aura vraisemblablement tant que durera le corps à corps des classes. Mais ce sont des *individualités* auxquelles l'habitude du travail et de la pensée collective, de la stricte discipline, de l'action calculée pour les masses et inspirée par une théorie scientifique de la situation sociale, offre *le moins* de possibilités d'exploit. Rien n'est plus contraire, en effet, à l'aventurisme, petit ou grand, que l'action ample, sérieuse, profonde, méthodique d'un grand parti marxiste-révolutionnaire, même illégal. L'illégalité communiste n'est pas celle des *carbonari*. La préparation communiste à l'insurrection n'est pas celle des blanquistes. Les *carbonari* et les blanquistes étaient des poignées de conspirateurs, dirigées par quelques idéalistes intelligents et forts. Un parti communiste, même numériquement faible, représente toujours, de par son idéologie, la classe prolétarienne. Il incarne la conscience de classe de centaines de milliers ou de millions d'hommes. Son rôle est immense, puisque c'est celui d'un cerveau et d'un système nerveux, mais inséparable des besoins, des aspirations, de l'activité du prolétariat entier, de sorte que les desseins individuels, *quand ils ne s'ajustent pas aux besoins du parti* — c'est-à-dire du prolétariat² — y perdent beaucoup de leur importance.

2. Par contre, les initiatives individuelles ou collectives conformes aux besoins et aspirations du parti — c'est-à-dire du prolétariat — y acquièrent le maximum d'efficacité.

En ce sens, le parti communiste est, parmi toutes les organisations *révolutionnaires* que l'histoire ait jusqu'à présent suscitées, la moins vulnérable aux coups de la provocation.

X. LA PROVOCATION, ARME A DEUX TRANCHANTS.

Des dossiers spéciaux contiennent les offres de service adressées à la police. J'ai parcouru au hasard un volume de correspondance avec l'étranger où l'on peut voir successivement « un sujet danois possédant une instruction supérieure » et « un étudiant corse de bonne famille » solliciter emploi dans la police secrète de S. M. le tsar de Russie...

Les multiples secours en argent accordés à Sérova attestent la sollicitude de la police envers ses serviteurs, même sortis du cadre. L'administration ne mettait à l'index que les agents surpris en flagrant délit de mensonge ou d'escroquerie. Qualifiés de « maîtres chanteurs » et portés sur des listes noires, ils perdaient tout droit à la reconnaissance de l'Etat.

Les autres, en revanche, pouvaient tout obtenir. Sursis ou dispenses de service militaire, grâces, amnisties, faveurs diverses après des condamnations officielles, pensions temporaires ou viagères, tout, jusqu'à des mesures dépendant du tsar lui-même. On a vu le tsar accorder à d'anciens provocateurs des noms et des prénoms nouveaux. Le nom de famille et le nom patronymique ayant selon le rite orthodoxe une valeur religieuse, le chef spirituel de l'église russe enfreignait ainsi les lois de la religion même. Mais que ne fait-on pour un bon mouchard !

La provocation finit par devenir une institution véritable. Le nombre total de personnes ayant participé au cours de vingt ans au mouvement révolutionnaire et rendu des services à la police peut varier entre 35 et 40 000. On estime que la moitié à peu près de cet effectif a été démasquée. Quelques milliers d'anciens indicateurs ou provocateurs survivent néanmoins impunément en Russie même, leur identification n'ayant pas encore été possible. Parmi cette foule, il y avait des hommes de valeur et de ceux mêmes

qui ont joué dans le mouvement révolutionnaire un rôle appréciable.

A la tête du parti socialiste-révolutionnaire et de son organisation de combat, se trouvait, jusqu'en 1909, l'ingénieur Evno Azeff qui, depuis 1890, signait tout bonnement de son nom ses rapports à la police. Azeff fut l'un des organisateurs de l'exécution du grand-duc Serge, de celle du ministre Plehve et d'une foule d'autres. C'est lui qui dirigea avant de les envoyer à la mort des héros tels que Kaliaeff et Egor Sazonoff³.

Au comité central bolchevik, à la tête de la fraction de la Douma, se trouvait, nous venons de le voir, l'agent secret Malinovsky.

La provocation, en atteignant une telle ampleur, devint par elle-même un danger pour le régime qui s'en servait et surtout pour les hommes de ce régime. On sait, par exemple, que l'un des plus hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, le policier Ratchkovsky, connu et sanctionna les projets des exécutions de Plehve et du grand-duc Serge. Stolypine⁴, bien au courant de ces choses, se faisait accompagner dans ses sorties par le chef de la police Guérassimov, dont la présence lui paraissait une garantie contre les attentats commis à l'instigation de provocateurs. Stolypine fut d'ailleurs tué par l'anarchiste Bagrof qui avait appartenu à la police.

Le provocation, malgré tout, prospérait encore au moment où éclata la révolution. Des agents provocateurs touchèrent leurs dernières mensualités dans les derniers jours de février 1917 — une semaine avant l'écroulement de l'autocratie.

Des révolutionnaires dévoués furent tentés de se servir de la provocation. Petrof, socialiste-révolutionnaire, qui a

3. I. Kalieff exécuta, sur l'ordre du Parti socialiste-révolutionnaire, le grand-duc Serge (Moscou, 1905) et fut pendu. Egor Sazonoff exécuta de même, la même année, à Pétersbourg, le président du Conseil Plehve. Condamné à mort, gracié, envoyé aux travaux forcés, amnistié, il se suicida au bague d'Akatoui, peu de mois avant l'expiration de sa peine, afin de protester contre les sévices dont ses camarades détenus étaient l'objet. Ces deux hommes, d'une grande beauté morale, ont laissé en Russie un souvenir profond.

4. Stolypine, chef du gouvernement du tsar dans la période d'implacable réaction qui suivit la révolution de 1905, s'attacha à consolider le régime par une répression systématique et par des réformes agraires.

laissé des mémoires d'un tragique intense, entra dans l'*Okhrana* pour mieux la combattre. Emprisonné et ayant essuyé son premier refus du directeur de la police, il simula la folie afin d'être envoyé dans un asile d'où l'évasion fût possible, il réussit en tout, s'évada et revint, libre, offrir ses services. Mais convaincu bientôt qu'il avait affaire à trop forte partie et trahissait malgré lui, Petrof se suicida après avoir exécuté le colonel Karpov (1909).

Le maximaliste⁵ Salomon Ryss (Mortimer), organisateur d'un groupe terroriste extrêmement audacieux (1906-1907), parvint à se jouer un moment de la Sûreté dont il était devenu le collaborateur secret. Le cas de Salomon Ryss constitue une exception remarquable, presque invraisemblable, qui ne s'explique que par les mœurs très particulières et le désarroi de l'*Okhrana* après la révolution de 1905. En règle générale, il est impossible de jouer la police, il est impossible à un révolutionnaire d'en pénétrer les secrets. L'agent secret jouissant de la plus grande confiance n'a jamais affaire qu'à un ou deux policiers dont il ne peut rien tirer, mais auxquels servent ses moindres paroles et jusqu'à ses mensonges, vite percés à jour⁶.

Le développement de la provocation amena d'autre part maintes fois l'*Okhrana* à ourdir des intrigues compliquées où elle n'eut pas toujours le dernier mot. C'est ainsi qu'il fut, en 1907, nécessaire à ses desseins de faire évader le même Ryss. Le directeur de la Sûreté n'hésite pas à aller dans ce but jusqu'au crime. Deux gendarmes organisèrent par ordre l'évasion du révolutionnaire. L'enquête judiciaire, maladroitement conduite, révéla leur rôle. Traduits devant le conseil de guerre et désavoués officiellement par leurs supérieurs, ils furent condamnés aux travaux forcés.

5. Peu nombreux, les maximalistes, dissidents du Parti socialiste-révolutionnaire, auxquels ils reprochaient la corruption de ses chefs et une idéologie opportuniste, furent surtout, avec des théories aussi extrêmes que fantaisistes, des terroristes intrépides. Il en subsiste une poignée, voisine des socialistes-révolutionnaires de gauche.

6. Salomon Ryss paya chèrement son audace. Arrêté dans le sud de la Russie, après diverses actions périlleuses, il eut, devant les juges, à se défendre contre le terrible soupçon de ses compagnons de lutte, il refusa de « reprendre du service » dans l'*Okhrana* et, condamné à mort, à Kiev, il mourut en révolutionnaire.

XI. LES MOUCHARDS RUSSES A L'ÉTRANGER. M. RAYMOND RECOULY.

Les ramifications de l'*Okhrana* s'étendaient naturellement à l'étranger. Ses dossiers recelaient des renseignements sur quantité de personnes habitant en dehors des frontières de l'empire et qui n'étaient même jamais venues en Russie. Bien que venu en Russie pour la première fois en 1919, j'y ai trouvé toute une série de fiches à mon nom. La police russe suivait avec la plus grande attention les affaires de révolutionnaires qui se produisaient à l'étranger. Sur l'affaire des anarchistes russes Troianovsky et Kiritchek, arrêtés pendant la guerre de Paris, j'ai trouvé à Petrograd un volumineux dossier. Les procès-verbaux des interrogatoires du Palais de Justice de Paris y figuraient tous. Russes ou étrangers, les anarchistes étaient d'ailleurs tout spécialement surveillés *partout*, par les soins de l'*Okhrana* qui entretenait à leur sujet une correspondance suivie avec les services de sûreté de Londres, de Rome, de Berlin, etc.

Dans toutes les capitales importantes, un chef de police russe résidait en permanence. Pendant la guerre, M. Krassilnikoff, officiellement conseiller d'ambassade, occupait ce poste délicat à Paris.

Au moment où éclata la révolution russe, une quinzaine d'agents provocateurs étaient en fonction à Paris dans les différents groupes de l'émigration russe. Lorsque le dernier ambassadeur du dernier tsar dut transmettre la légation à un successeur désigné par le gouvernement provisoire, une commission composée de personnalités en vue de la colonie émigrée de Paris se chargea d'étudier les papiers de M. Krassilnikoff. Elle identifia sans trop de peine les agents secrets. Elle eut, entre autres surprises, celle de constater qu'un membre de la presse française, journaliste d'un patriotisme bon ton, émargeait à la rue de Grenelle en qualité de mouchard et d'espion. Il s'agit de M. Raymond Recouly, alors rédacteur au *Figaro*, où il tenait la rubrique de politique étrangère. Dans sa collaboration occulte avec M. Krassilnikoff, M. Raymond Recouly, subissant le règlement imposé aux indicateurs, avait troqué son nom contre le sobriquet peu littéraire de *Ratmir*. A métier de chien nom approprié. *Ratmir* informait l'*Okhrana* sur ses collègues de la presse française. Il faisait au *Figaro* et ailleurs la politique de l'*Okhrana*. Il touchait 500 francs

par mois. Ces faits sont notoires. On les trouvera tout au long, imprimés je crois dès 1918, à Paris, dans un volumineux rapport de M. Agafonov, membre de la Commission d'enquête des émigrés parisiens, sur la provocation russe en France. Les membres de cette commission — quelques-uns doivent encore habiter Paris — n'ont certainement pas oublié Ratmir-Recouly. René Marchand a d'ailleurs publié en 1924, dans *L'Humanité*, les preuves, extraites des archives de l'*Okhrana* à Petrograd, de l'activité policière de M. Recouly. Ce monsieur s'est résigné à donner un démenti que personne ne croit et n'a pas été vomé par ses confrères⁷. Et pour cause. Son cas, dans la corruption de la presse par les gouvernements étrangers, est tout à fait banal.

XII. CABINETS NOIRS ET POLICE INTERNATIONALE.

Krassilnikoff avait aussi à ses ordres tout un service de détectives, d'informateurs, de vagues salariés employés à de basses besognes, telles que surveillance de la correspondance des révolutionnaires (cabinet noir privé, etc.).

En 1913-1914 (et je ne pense pas qu'elle subit jusqu'à la révolution des modifications importantes), l'agence secrète de l'*Okhrana* en France était pratiquement dirigée par un sieur Bittard-Monin, appointé à 1 000 francs par mois. J'ai relevé sur les reçus d'appointements de ses agents les noms et les lieux de résidence de ceux-ci. Leur publication pourra n'être pas tout à fait inutile. Les voici :

Agents secrets de la police à l'étranger, placés sous la direction de Bittard-Monin (Paris) : E. Invernitz (Calvi, Corse), Henri Durin (Gênes), Sambaine (Paris), A. ou R. Sauvard (Cannes), Vogt (Menton), Berthold (Paris), Fontaine (cap Martin), Henri Neuhaus (cap Martin), Vincent Vizzardelli (Grenoble), Barthes (San Remo), Ch. Delangle (San Remo), Georges Coussonet (cap Martin), O. Rougeaux (Menton), E. Levêque (cap Martin), Fontana (cap Martin), Arthur Frumento (Alassis), Soustroff ou Sourkhanoff et David (Paris), Dusossois (cap Martin), R. Gottlieb (Nice), Godard (Nice), Roselli (Zurich), Mme G. Ri-

7. M. Raymond Recouly distille encore dans les journaux bourgeois bien cotés son patriotisme éclairé... L'argent n'a pas d'odeur.

chard (Paris), Jean Abersold (Londres), J. Bint (Cannes), Karl Voltz (Berlin), Mlle Drouhot, Mme Tiercelin, Mme Fagon, Jollivet, Rivet.

Trois personnes étaient pensionnées par l'agence russe de Paris : veuve Farse (ou Farce ?), veuve Rigo (ou Rigault ?) et N.-N. Tchatchnikov.

La présence temporaire de nombreux agents au cap Martin ou dans d'autres localités peu importantes s'explique par la nécessité des filatures. Tous ces agents ne craignaient pas les déplacements.

Ils avaient réussi à organiser dans l'Europe entière un merveilleux cabinet noir privé. Nous possédons, à Petrograd, de pleines liasses de calques de lettres échangées entre Paris et Nice, Rome et Genève, Berlin et Londres, etc. Toute la correspondance de Savinkov et de Tchernov, au moment où tous deux habitaient la France, a été conservée dans les archives de la police de Petrograd. Une correspondance entre Haase et Dane⁸ a de même été interceptée — comme quantité d'autres. Comment ? Le concierge ou le facteur du destinataire, ou enfin un *postier*, grassement rétribués sans nul doute, retenaient pendant quelques heures — le temps de les calquer — les lettres destinées aux personnes surveillées. Les calques étaient très souvent l'œuvre de gens ne connaissant pas la langue employée par les auteurs des lettres ; des maladroites, d'ailleurs insignifiantes, le décèlent. Ils portaient — calqués aussi — le timbre d'envoi et l'adresse. Ils étaient transmis à Petrograd avec la plus grande célérité.

La police russe à l'étranger collaborait naturellement avec les polices locales⁹. Tandis que les agents provoca-

8. Haase, leader de la social-démocratie allemande, tué en 1919, par un fou ; Dane, menchevik russe.

9. Une collaboration intime est presque de règle entre les polices des Etats capitalistes, de sorte que l'on pourrait en un certain sens parler de police internationale. Sur les grands débuts de la collaboration entre l'*Okhrana* des tsars et la Sûreté de la III^e République française, on trouvera des pages curieuses et détaillées dans un vieux livre de M. ERNEST DAUDET, *l'Histoire diplomatique de l'Alliance franco-russe*, 1894. On y voit MM. de Freyssinet, Ribot, Constant, alors ministres, combiner avec l'ambassadeur de Russie, Morenheim, l'arrestation d'un groupe de nihilistes organisé du reste par le mouchard Landesen (qui, plus tard, sous le nom de Harting, fit une carrière diplomatique en France et recut la Légion d'honneur). — Un autre livre, non moins oublié, *l'Alliance franco-russe*, de M. JULES HANSEN, confirme ce récit. Enfin, l'ancien chef de la Sûreté, GORON, relate dans ses mémoires que le préfet de Paris demanda au chef de la police russe à Paris (R. Ratchkovsky) le concours de ses agents, pour la surveillance

teurs, ignorés de tous, jouaient leur rôle de révolutionnaires, autour d'eux opéraient, officiellement ignorés, en réalité aidés et encouragés, les détectives de Krassilnikof. Des petits faits typiques montrent quelle était la nature du concours que leur prêtaient les autorités françaises. L'agent Francesco Leone, entré en relations avec Bourtzev¹⁰, avait consenti à lui livrer, moyennant finance, quelques-uns des secrets de M. Bittard-Monin. Son collègue Fontana, dont il avait fait dérober la photographie, le blesse d'une coup de canne dans un café près de la gare de Lyon (Paris, 28 juin 1913). Arrêté, l'agresseur, trouvé porteur de deux cartes d'agent de la Sûreté française et d'un revolver, est envoyé au Dépôt sous la quadruple inculpation « d'usurpation de fonctions, port d'armes prohibées, coups et blessures, menaces de mort ». Vingt-quatre heures plus tard, il était relâché sur intervention de M. Krassilnikof — après que l'on eut officiellement démenti sa qualité d'agent de la Sûreté russe. Quant à l'indiscret Leone, l'ambassade russe obtint *son expulsion de France*. Une lettre de Krassilnikof relate au directeur de la Sûreté tous ces incidents et le met au courant de démarches entreprises en vue de faire expulser Bourtzev d'Italie.

Dans une autre lettre, le même Krassilnikof fait connaître à l'*Okhrana* qu'une interpellation socialiste sur les agissements de la police russe, dont il avait été question,

de certains émigrés (cité par V. Bourtzev). Epinglons ces aveux, quoique anciens : ils sont signés d'hommes qu'on ne suspectera pas de vouloir calomnier le gouvernement français.

Rappelons des faits beaucoup plus récents qui n'ont malheureusement pas eu, même dans la presse ouvrière, le retentissement souhaitable. En février 1922, Nicolau Fort, l'un des meurtriers présumés du Premier ministre espagnol Dato, et sa compagne Joaquina Concepcion, étaient livrés par la police allemande à la police espagnole par l'*intermédiaire de la police française*. Le transfert des extradés s'opéra dans le plus grand secret. Le gouvernement espagnol paya à la police berlinoise une prime élevée. En 1925, sous le gouvernement Herriot, la gendarmerie et la police françaises refoulèrent à diverses reprises, à la frontière des Pyrénées, des ouvriers espagnols traqués par la police de Primo de Rivera.

10. Publiciste, libéral, Vladimir Bourtzev se consacra à l'histoire du mouvement révolutionnaire et à la lutte contre la provocation policière. Démasqua les provocateurs Azeff, Harting-Landesen — et quantité d'autres. Préconisa contre l'ancien régime le terrorisme individuel. Après la chute du tsarisme, il évolua très rapidement, ainsi que la plupart des socialistes-révolutionnaires, ses compagnons de lutte, vers la contre-révolution. Ami et collaborateur de G. Hervé, partisan de l'intervention en Russie, devint agent de propagande de Dénikine, de Koltchak et de Wrangel à Paris.

« n'est plus à craindre d'après les autorités françaises. Les parlementaires socialistes ont d'autres occupations en ce moment »¹¹.

XIII. LES CRYPTOGRAMMES. ENCORE LE CABINET NOIR.

Mais si, dans leurs lettres, les révolutionnaires se servaient de chiffres convenus ?

L'*Okhrana* chargeait alors un investigateur génial de déchiffrer leurs messages. Et l'on me certifie qu'il n'y faillit jamais. Ce spécialiste hors ligne, nommé Zybine, s'était acquis une telle réputation d'infailibilité qu'à la révolution de mars... on le garda. Il passa au service du nouveau gouvernement, qui l'employa, je crois, au contre-espionnage.

Les chiffres les plus divers peuvent, paraît-il, être déchiffrés. Que l'on se serve de combinaisons géométriques ou arithmétiques, le calcul des probabilités permet de trouver quelques indices. Or, il suffit d'un point de départ — de la moindre clef — pour déchiffrer. Des camarades se servaient, me dit-on, pour correspondre, de certains livres dans lesquels ils convenaient de marquer certaines pages. Bon psychologue, Zybine trouvait ces livres et ces pages. « Les chiffres basés sur des textes d'écrivains connus, sur des modèles fournis par les manuels des organisations révolutionnaires, sur la disposition verticale de noms ou de devises », ne valent rien, a écrit l'ex-policier M. E. Bakai¹². Les chiffres des organisations centrales sont le plus souvent livrés par des provocateurs ou déchiffrés, à la longue, après un travail minutieux. Bakai considère comme les meilleurs chiffres d'usage courant ceux que peuvent fournir des textes imprimés peu connus. Zybine

11. Toute la correspondance de ce personnage et de ses chefs est hautement édifiante. Nous y voyons le directeur de la Sûreté de Pétersbourg assurer M. Krassilnikof que les autorités russes démentiront en toutes circonstances son rôle dans la police russe ; nous y voyons cet étrange « conseiller d'ambassade » — titre officiel — machiner, pour déjouer les recherches de Bourtzev, une intrigue prodigieusement compliquée. Un ex-agent de la Sûreté russe à l'étranger, Jollivet, entre en relation avec Bourtzev, lui fait des révélations et se charge de surveiller une personne suspectée de provocation, mais surveille en réalité Bourtzev lui-même, sur lequel il renseigne l'*Okhrana*. Mouchardage et trahison au troisième degré ! C'est à s'y perdre.

12. BYLOË, *Le Passé*, Paris, 1908.

s'était constitué une collection d'armoires à casiers et à fiches où l'on pouvait trouver instantanément le nom de toutes les villes de Russie où, par exemple, il y a une rue Saint-Alexandre ; le nom de toutes les villes où il y a telles écoles ou telles usines ; les sobriquets et les surnoms de toutes les personnes suspectes habitant l'empire, etc. Il avait des listes alphabétiques d'étudiants, de marins, d'officiers, etc. Trouvait-on dans une lettre, très innocente en apparence, ces simples mots : « Le Petit Brun est allé ce soir Grande-Rue » et plus loin une phrase concernant un « étudiant en médecine », il suffisait d'ouvrir quelques casiers pour savoir si Petit Brun était déjà repéré et dans quelle ville, possédant une faculté de médecine, il y a une Grande-Rue. Trois ou quatre indices semblables fournissaient déjà une probabilité sérieuse.

Dans toute la correspondance surveillée ou saisie, les moindres allusions à une personne définie étaient repérées sur des fiches dont les numéros renvoyaient au texte même des lettres. Des armoires entières sont pleines de ces lettres. Trois lettres parfaitement banales, émanant de militants dispersés dans une région et faisant incidemment allusion à un quatrième, pouvaient ainsi suffire à le livrer.

Soulignons-le : la surveillance de la correspondance par les cabinets noirs — dont c'est une tradition policière rigoureusement observée de nier l'existence, mais sans lesquels il n'y a pas de police — est d'une importance capitale. Le courrier de personnes suspectes ou connues est d'abord surveillé ; puis un tri, pratiqué au hasard, intercepte les lettres portant sur l'enveloppe des « prière de transmettre à », celles dont les suscriptions paraissent soulignées de façon conventionnelle, celles en un mot qui, de façon quelconque, retiennent l'attention. L'ouverture de lettres au hasard fournit une documentation aussi utile que la surveillance du courrier des militants qualifiés. Ceux-ci en effet cherchent à correspondre avec prudence (alors que la seule prudence réelle, le plus souvent impossible, serait de ne pas traiter par correspondance des choses se rapportant à l'action, fût-ce indirectement), tandis que le commun des membres des partis — les inconnus — néglige les précautions les plus élémentaires.

L'*Okhrana* faisait 3 copies des lettres intéressantes : une pour la direction de la Censure, une pour la direction de la Sûreté générale, une pour la direction de la police locale. La lettre parvenait à son destinataire. Dans cer-

tains cas — par exemple lorsqu'il avait fallu révéler chimiquement une encre sympathique —, la police gardait l'original et le destinataire recevait un faux, parfaitement imité, œuvre d'un spécialiste qui était un virtuose.

On employait pour ouvrir les lettres des procédés variant avec l'ingéniosité des fonctionnaires : décollage des enveloppes à la vapeur, enlèvement des cachets de cire — que l'on replace ensuite —, avec une lame de rasoir chauffée, etc. Le plus souvent, les coins de l'enveloppe ne sont pas parfaitement collés : on introduit alors dans l'ouverture un appareil fait d'une baguette métallique, autour de laquelle on roule doucement la lettre qu'il devient facile de retirer et de réintégrer sans ouvrir le pli.

Les lettres interceptées n'étaient jamais communiquées à la justice, afin de ne projeter aucune lumière, même indirecte, sur le travail du cabinet noir. On les utilisait à la confection de rapports de police.

Le cabinet du chiffre ne s'occupait pas que des cryptogrammes révolutionnaires. Il collectionnait aussi les photographies des chiffres diplomatiques des grandes puissances...

XIV. SYNTHÈSES DES RENSEIGNEMENTS. MÉTHODE DES GRAPHIQUES.

Jusqu'à présent, nous n'avons examiné que le mécanisme d'observation de la Sûreté russe. Ses procédés sont en quelque sorte analytiques. On cherche, on fouille, on note. Qu'il s'agisse d'une organisation ou d'un militant, les procédés sont les mêmes. Au bout d'un certain temps — qui peut être très court —, la Sûreté dispose de quatre sortes de données sur l'adversaire :

1° celles de la surveillance extérieure (filature), dont les résultats sont résumés en tableaux synoptiques, éclairent sur ses faits et gestes, ses habitudes, ses accointances, ses alentours, etc. ;

2° celles de l'agence secrète ou des indicateurs renseignent sur ses idées, ses desseins, ses travaux, son activité clandestine ;

3° celles que peut fournir la lecture très attentive des journaux et des publications révolutionnaires ;

4° celles de sa correspondance ou de la correspondance de tiers à son sujet complètent le tout.

Le degré de précision des renseignements fournis par les agents secrets était naturellement variable. L'impression générale que donnent les dossiers est pourtant celle d'une assez grande exactitude, surtout lorsqu'il s'agit des organisations solidement établies. Les dossiers de la police contiennent un procès-verbal détaillé de chaque réunion clandestine, un résumé de chaque discours important, un exemplaire de chaque publication clandestine, même photocopiée¹³.

Voici donc la Sûreté en possession d'une documentation abondante. Le travail d'observation et d'analyse est fait. Selon la méthode scientifique, un travail de classement et de synthèse commence alors.

Ses résultats s'expriment par des *graphiques*.

Déroulons celui-ci. Titre : *Relations de Boris Savinkov*.

Ce tableau, de 40 centimètres de hauteur sur 70 centimètres de largeur, résume, de façon à permettre de les embrasser d'un coup d'œil, toutes les données enregistrées sur les relations du terroriste.

Au centre, un rectangle, formant carte de visite, porte son nom calligraphié. De ce rectangle rayonnent des lignes qui le rattachent à de petits cercles de couleur. Souvent, ceux-ci sont à leur tour des centres dont rayonnent d'autres lignes les rattachant à d'autres cercles. Ainsi de suite. Les relations, même indirectes, d'un homme peuvent de la sorte être aperçues sur-le-champ, quel que soit le nombre des intermédiaires, conscients ou non, qui le rattachent à une personne donnée. Dans le tableau des relations de Savinkov, les cercles rouges représentant ses relations « de combat », se divisent en trois groupes de neuf, huit et six personnes, toutes indiquées par leurs noms et surnoms ; les cercles verts représentent des personnes avec lesquelles il est ou fut en relations directes, politiques ou autres : il y en a 37 ; les cercles jaunes représentent ses parents (9) ; les cercles bruns indiquent les personnes en relation avec ses amis et connaissances... Tout cela à Petrograd. D'autres signes indiquent ses relations à Kiev. Lisons, par exemple : B. S. connaît Varvara Edouardovna Varkhovskaïa, qui connaît, elle, 12 personnes à Petrograd (noms, prénoms, etc.) et 5 à Kiev. Peut-être B. S. ne sait-il rien

de ces 12 et de ces 5 personnes : et la police connaît ainsi, mieux que lui-même, ses tenants et ses aboutissants !

S'agit-il d'une organisation ? Prenons une série de tableaux d'étude, visiblement des minutes, d'une organisation socialiste-révolutionnaire du gouvernement de Vilna. Des cercles rouges forment, çà et là, des sortes de constellations ; entre eux, des lignes s'enchevêtrent bizarrement. Déchiffrons : Vilna. Un cercle rouge : Ivanov, dit « le Vieux », rue, n°, profession. Une ligne formant flèche le rattache ici à Pavel (mêmes renseignements) et des dates nous indiquent que le 23 février (4 à 5 h), le 27 (à 9 h soir) et le 28 (à 4 h), Ivanov s'est rendu chez Pavel. Une autre ligne en flèche le rattache à Marfa, venue chez lui le 27 à midi. Ainsi de suite, ces lignes s'enchevêtrent comme les pas dans la rue. Ce tableau permet de suivre, heure par heure, l'activité d'une organisation.

XV. ANTHROPOMÉTRIE. SIGNALEMENTS. ET LIQUIDATION...

Mentionnons ici un moyen accessoire, fort utile, dont dispose la Sûreté : l'anthropométrie (le « bertillonnage », du nom de M. Bertillon qui a développé le système), précieuse aux services de l'identité judiciaire. Toute personne arrêtée est anthropométrée, c'est-à-dire photographiée plusieurs fois, de face, de profil, debout, assise ; mesurée à l'aide d'instruments de précision (formes et dimensions du crâne, de l'avant-bras, du pied, de la main, etc.), examinée par des spécialistes qui en dressent le signalement scientifique (forme du nez et de l'oreille, nuance des yeux, cicatrices et marques du corps). On lui prend les empreintes digitales ; l'étude des infimes sinuosités de l'épiderme pourra suffire par la suite à établir presque infailliblement, d'après une empreinte de doigts laissée sur un verre ou sur un loquet de porte, son identité. Dans toutes les recherches judiciaires, les fiches de l'anthropométrie, classées par indices caractéristiques, fournissent leur appoint de renseignements.

De simples signalements peuvent être non moins dangereux. La conformation de l'oreille, la teinte des prunelles, la forme du nez peuvent être observées dans la rue, sans éveiller l'attention. Ces données suffiront ensuite au policier expérimenté à identifier l'homme en dépit des changements qu'il aura réussi à apporter à son physique.

13. Le dossier de surveillance des organisations social-démocrates, pour la seule année 1912, compte 250 forts volumes.

Quelques lettres conventionnelles transmettent par télégramme un signalement scientifique.

...Désormais, les principaux militants sont bien connus : la police est parfaitement éclairée sur l'organisation considérée dans son ensemble. Il reste à synthétiser, cette fois, au net. Faisons quelque chose de beau et de propre ! On le fait. Ce sont des graphiques en couleurs, au lavis, soignés comme des travaux d'architecte, artistement calligraphiés. Des légendes expliquent les signes. Et c'est le *Schéma d'organisation du Parti socialiste-révolutionnaire*, tel que les membres du comité central de ce parti ne le possèdent pas eux-mêmes ; ou le tableau de l'organisation du Parti socialiste polonais, du Bund juif, de la propagande dans les usines de Petrograd, etc. Tous les partis, tous les groupes sont étudiés à fond.

Pas platoniquement d'ailleurs ! Nous voici près du but. Un élégant dessin nous montre le « projet de liquidation de l'Organisation social-démocrate de Riga ». En haut, le comité central (4 noms) et le collège de propagande (2 noms) ; au-dessous, le comité de Riga, en relation avec 5 groupes, dont dépendent 26 sous-groupes. Au total, 76 noms de personnes pour une trentaine d'organisations. Il n'y a plus qu'à prendre tout ce monde dans un coup de filet pour extirper l'organisation social-démocrate de Riga tout entière...

XVI. ETUDE SCIENTIFIQUE DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

L'ouvrage achevé, ses auteurs éprouvent un légitime orgueil à en conserver la mémoire. Ils éditent — presque luxueusement — un album de photographies des membres de l'organisation liquidée. J'ai sous les yeux l'album consacré à la liquidation du groupe anarchiste-communiste « Les Communards » par la police de Moscou, en août 1910. Quatre planches photographiques y représentent l'outillage et l'armement du groupe : dix-huit portraits suivent, accompagnés de notices biographiques.

Les matériaux — rapports, dossiers, graphiques, etc., — qui, jusqu'à ce moment, ont été utilisés dans un esprit pratique immédiat, vont l'être désormais dans un esprit en quelque sorte scientifique.

Chaque année, un volume est publié par les soins de l'*Okhrana* et pour ses seuls fonctionnaires, contenant l'exposé succinct mais complet, des principales affaires suivies et renseignant sur la situation actuelle du mouvement révolutionnaire.

De volumineux traités sont écrits sur le mouvement révolutionnaire pour servir à l'instruction des jeunes générations de gendarmes. On y trouve, pour *chaque parti*, son histoire (origine et développement), un résumé de ses idées et de son programme, une série de figures accompagnées de textes explicatifs donnant le schéma de son organisation, les résolutions de ses dernières assemblées et des notices sur ses militants les plus en vue. Bref, une monographie concise et complète. L'histoire du mouvement anarchiste en Russie sera, par exemple, particulièrement difficile à reconstituer à cause de l'éparpillement des hommes et des groupes, des pertes *inouïes* que ce mouvement a subies pendant la révolution et enfin de sa débâcle ultérieure. Mais nous avons eu le bonheur de trouver, dans les archives de la police, un excellent petit volume, très détaillé, où se trouve résumée cette histoire. Il suffira d'y ajouter quelques notices et une courte préface pour offrir au public un livre du plus grand intérêt...

Pour les grands partis, l'*Okhrana* publiait elle-même des travaux consciencieux, dont quelques-uns seraient dignes de la réimpression et qui, tous, serviraient quelque jour. *Sur le mouvement sioniste juif*, 156 pages grand format. Notice rédigée au département de la police. *L'activité de la social-démocratie pendant la guerre*, 102 pages, texte serré. *Situation du Parti socialiste-révolutionnaire en 1908*, etc. Autant de titres relevés au hasard sur des brochures sorties des presses de la police impériale.

Le Département de la police éditait aussi, à l'usage de ses fonctionnaires supérieurs, des feuilles d'informations périodiques.

A l'intention du tsar, il confectionnait, en un exemplaire unique, une sorte de revue manuscrite paraissant dix à quinze fois par an, où les moindres incidents du mouvement révolutionnaire — arrestations isolées, perquisitions fructueuses, répressions, troubles — étaient enregistrés. Nicolas II savait tout. Nicolas II ne dédaignait pas les renseignements fournis par les cabinets noirs. Ces rapports sont fréquemment annotés de sa main.

L'*Okhrana* ne surveillait pas que les ennemis de l'auto-

cratie. On y considérait qu'il était bon de tenir en main ses amis et surtout de savoir ce qu'ils pensaient. Le cabinet noir étudiait tout spécialement les lettres des hauts fonctionnaires, conseillers d'Etat, ministres, courtisans, généraux. Les passages intéressants de ces lettres, groupés par sujets et par dates, formaient à la fin d'un semestre un gros volume dactylographié que lisaient seuls deux ou trois puissants personnages. La générale Z... écrit à la princesse T... qu'elle désapprouve la nomination de M. Un tel au Conseil de l'Empire et qu'on se moque du ministre Z... dans les salons. Cela est noté. Un ministre commente à sa façon une proposition de loi, un décès, un discours. Copié. Noté. A titre de « renseignements sur l'opinion publique »...

XVII. LA PROTECTION DE LA PERSONNE DU TSAR.

La protection de la personne sacrée du tsar exigeait un mécanisme spécial. J'ai parcouru une trentaine de brochures consacrées à la façon de préparer les voyages de Sa Majesté impériale, par terre, par eau, en chemin de fer, en automobile, dans les campagnes, dans les rues, dans les camps. D'innombrables règles président à l'organisation de chaque déplacement du souverain. Lorsqu'il doit, au cours d'une solennité, passer dans les rues, on va jusqu'à étudier son itinéraire maison par maison, fenêtre par fenêtre, de façon à savoir exactement quelles sont les personnes logeant le long du parcours et qui elles reçoivent. Des plans de toutes les maisons, de toutes les rues où passera le cortège sont dressés ; des dessins représentant les façades et portant les numéros des appartements, ainsi que les noms des locataires, facilitent les repérages.

...Plusieurs fois pourtant, la vie de Nicolas II fut à la merci des terroristes. Des circonstances fortuites la sauvèrent : pas l'*Okhrana*...

XVIII. CE QUE COÛTE UNE EXÉCUTION.

Parmi toutes ces paperasses de la police du tsar, les plus tristes documents humains abondent, on l'a déjà vu. Bien que ce soit un peu en dehors du sujet, je crois devoir

consacrer quelques lignes à une série de simples reçus de menues sommes d'argent, trouvés annexés à un dossier. Aussi bien ces petits papiers-là venaient-ils trop souvent, après la « liquidation » des groupes révolutionnaires, grossir et clore les dossiers déjà remplis par la surveillance et la délation. En guise d'épilogue...

Ceux-ci nous apprennent combien coûtait à la justice du tsar une exécution. Ce sont les reçus signés de tous ceux qui, directement ou non, prêtent la main au bourreau.

Frais d'exécution des frères Modat et Djavat Mustapha Ogli, condamnés par le tribunal militaire du Caucase :

Transfert des condamnés de la forteresse de Metek à la prison, aux voituriers	4	roubles
Autres frais	4	—
Pour avoir creusé et rempli deux fosses ...	12	—
(Six fossoyeurs signent chacun un reçu de 2 roubles.)		
Pour avoir dressé la potence	4	—
Pour avoir surveillé les travaux	8	—
Frais de voyage d'un prêtre (et retour) ..	2	—
Au médecin, pour le constat des décès	2	—
Le bourreau	50	—
Frais de déplacement du bourreau	2	—

En somme, tout cela n'est pas cher. Le prêtre et le médecin, surtout, sont modestes. Le sacerdoce de l'un, la profession de l'autre impliquent, n'est-ce pas ? le dévouement à l'humanité.

...Peut-être devrions-nous ouvrir ici un nouveau chapitre, à intituler : *La Torture*. Toutes les polices font en effet un usage plus ou moins fréquent de la « question » médiévale. On pratique aux Etats-Unis le terrible « 3^e interrogatoire ». Dans la plupart des pays d'Europe, la torture s'est généralisée depuis l'aggravation de la lutte des classes au lendemain de la guerre. La *Siguranza* roumaine, la Défensive polonaise, les polices allemande, italienne, yougoslave, espagnole, bulgare — nous en oublions certainement — en usent assez couramment. L'*Okhrana* russe les avait précédées dans cette voie, mais avec une certaine modération. Bien qu'il y eût des cas, même nombreux, de châtiments corporels — le knout — dans les prisons, le traitement infligé par la police russe à ses prisonniers, avant la révolution de 1905, semble avoir généralement

été plus humain que celui infligé aujourd'hui, dans les maisons d'arrêt, aux militants ouvriers d'une dizaine de pays d'Europe. Après 1905, l'*Okhrana* eut des chambres de torture à Varsovie, Riga, Odessa et, semble-t-il, dans la plupart des grands centres.

XIX. CONCLUSION. POURQUOI LA RÉVOLUTION DEMEURE INVINCIBLE.

La police devait tout voir, tout entendre, tout savoir, tout pouvoir... La puissance et la perfection de son mécanisme apparaissent d'autant plus redoutables qu'elle trouvait dans les bas-fonds de l'âme humaine des ressources inattendues.

Et, pourtant, elle n'a rien su empêcher. Pendant un demi-siècle, elle a vainement défendu l'autocratie contre la révolution plus forte d'année en année.

Et puis, on aurait tort de se laisser impressionner par le schéma du mécanisme apparemment si perfectionné de la Sûreté impériale. Il y avait bien au sommet quelques hommes intelligents, quelques techniciens d'une haute valeur professionnelle : mais toute la machine reposait sur le travail d'une nuée de fonctionnaires ignares. Dans les rapports les mieux confectionnés, on trouve les énormités les plus réjouissantes. L'argent huilait tous les engrenages de la vaste machine ; le gain est un stimulant sérieux, mais insuffisant. Rien de grand ne se fait sans désintéressement. Et l'autocratie n'avait pas de défenseurs désintéressés.

S'il fallait encore, après l'écrasement du 26 mars 1917, démontrer, par des faits empruntés à l'histoire de la révolution russe, la vanité des efforts du Département de la police, nous pourrions produire quantité d'arguments comme celui-ci, que nous empruntons à l'ex-policier M. E. Bakai. En 1906, après la répression de la première révolution, au moment où le chef de la police, Trousevitich, réorganisait l'*Okhrana*, les organisations révolutionnaires de Varsovie, principalement celles du Parti socialiste polonais¹⁴ « supprimèrent dans l'année 20 militaires, 7 gendarmes, 56 policiers et en blessèrent 92 ; bref, mirent hors

14. Devenu depuis patriote, gouvernemental et policier. Le parti de Pilsudski.

de combat 179 agents de l'autorité. Elles détruisirent en outre 149 débits d'alcool de la régie. A la préparation de ces actes participèrent des centaines d'hommes restés dans la plupart des cas ignorés de la police ». M. E. Bakai observe que, dans les périodes de succès de la révolution, les agents provocateurs faisaient souvent défaut ; mais ils reparaissaient dès que l'emportait la réaction. Comme les corbeaux sur les champs de bataille.

En 1917, l'autocratie s'est effondrée sans que ses légions de mouchards, de provocateurs, de gendarmes, de bourreaux, de sergents de ville, de cosaques, de juges, de généraux, de popes, puissent retarder encore le cours inflexible de l'histoire. Les rapports de l'*Okhrana* rédigés par le général Globatcheff constatent l'approche de la révolution et prodiguent au tsar les avertissements inutiles. De même que les plus savants médecins appelés au chevet d'un moribond ne peuvent que constater, minute à minute, les progrès de la maladie, les policiers omniscients de l'Empire voyaient, impuissants, le tsarisme rouler aux abîmes...

Car la révolution était le fruit des causes économiques, psychologiques, morales, situées au-dessus d'eux et en dehors de leur atteinte. Ils étaient condamnés à lui résister inutilement et à succomber. Car c'est l'éternelle illusion des classes gouvernantes de croire que l'on peut enrayer les effets sans atteindre les causes, légiférer contre l'anarchie ou le syndicalisme (comme en France et aux Etats-Unis), contre le socialisme (comme Bismarck le fit en Allemagne), contre le communisme comme on s'y évertue aujourd'hui un peu partout. Vieille expérience historique. L'Empire romain, lui aussi, persécuta vainement les chrétiens. Le catholicisme couvrit l'Europe de bûchers, sans réussir à vaincre l'Hérésie, la Vie.

A la vérité, la police russe était débordée. La sympathie instinctive ou consciente de l'immense majorité de la population allait aux ennemis de l'ancien régime. Leur martyre fréquent suscitait le prosélytisme de quelques-uns et l'admiration du grand nombre. Sur ce vieux peuple chrétien, la vie apostolique des propagandistes qui, renonçant au bien-être et à la sécurité, se vouaient, pour apporter aux misérables un évangile nouveau, à la prison, à l'exil des Sibé-

ries, à la mort même, exerçait une influence irrésistible. Ils étaient bien le « sel de la terre » : les meilleurs, les seuls porteurs d'un immense espoir, et, pour cela, persécutés.

Ils avaient ainsi pour eux la seule puissance morale, celle des idées et des sentiments. L'autocratie n'était plus un principe vivant. Nul ne croyait à sa nécessité. Elle n'avait plus d'idéologues. La religion même, par la bouche de ses penseurs les plus sincères, condamnait un régime qui ne reposait plus que sur l'emploi systématisé de la violence. Les chrétiens les plus grands de la Russie moderne, doukhobors et tolstoïens, ont été des anarchistes. Or, une société qui ne repose plus sur des idées vivantes, dont les principes fondamentaux sont morts, peut tout au plus se maintenir quelque temps par la force d'inertie.

Mais, dans la société russe des dernières années de l'ancien régime, les idées nouvelles — subversives — avaient acquis une puissance sans contrepoids. Tout ce qui, dans la classe ouvrière, dans la petite bourgeoisie, dans l'armée et la flotte, dans les professions libérales, pensait et agissait, était révolutionnaire, c'est-à-dire « socialiste » de façon ou d'autre. Il n'y avait pas, comme dans les pays de l'Europe occidentale, de moyenne bourgeoisie satisfaite. L'ancien régime n'était réellement défendu que par le haut clergé, la noblesse de cour, la finance, quelques politiciens, bref par une infime aristocratie. Les idées révolutionnaires trouvaient donc partout un terrain favorable. Pendant longtemps, la noblesse et la bourgeoisie donnèrent à la révolution la fleur de leurs jeunes générations. Quand un militant se cachait, il rencontrait de nombreux concours spontanés, désintéressés, dévoués. Quand on arrêtait un révolutionnaire, il arrivait — de plus en plus souvent — que les soldats chargés de le convoier sympathisaient avec lui et que, parmi ses geôliers, il y eut presque des « camarades ». Si bien que, dans la plupart des prisons, il était facile de correspondre clandestinement avec l'extérieur. Ces sympathies facilitaient aussi les évasions. Guerchouni, condamné à mort et transféré d'un cachot à un autre, rencontra des gendarmes qui étaient des « amis ». Bourtzev, dans sa lutte contre la provocation, trouva jadis des concours précieux chez un haut fonctionnaire de l'Intérieur, par hasard honnête homme, M. Lopoukhine, et chez un ancien policier, Bakai. J'ai connu une révolutionnaire qui avait été surveillante dans une prison ; les cas des « surveillants » convertis par les détenus n'étaient au

reste pas rares... Quant à l'état d'esprit des éléments les plus arriérés — au point de vue révolutionnaire — de la population, ces faits sont symptomatiques.

Et ce ne sont là que des causes apparentes, superficielles, superposées à d'autres qui sont profondes. La puissance des idées, la force morale, l'organisation et la mentalité révolutionnaires n'étaient que les *résultats* d'une situation économique dont le développement s'acheminait vers la révolution. L'autocratie russe incarnait le pouvoir d'une aristocratie de grands propriétaires fonciers et d'une oligarchie financière, soumise à des influences étrangères que gênaient d'ailleurs des institutions peu propices au progrès de la bourgeoisie. Peu nombreuses, dépourvues d'influence politique, mécontentes, les classes moyennes des villes donnaient leurs enfants — jeunesse des écoles, intellectuels — à la révolution, à une révolution libérale, cela va de soi, ne voyant pas venir au-delà le moujik et l'ouvrier. La grande bourgeoisie industrielle, commerçante, financière froissait, souhaitant une monarchie constitutionnelle « à l'anglaise » où le pouvoir lui échoirait naturellement. Accablée d'impôts, en proie en temps de paix, à l'époque de la grande prospérité européenne, à des famines périodiques, démoralisée par le monopole de la vodka, brutalement exploitée par le pope, le policier, le bureaucrate et le gros propriétaire, la masse rurale accueillait avec faveur, depuis plus d'un demi-siècle, les appels des révolutionnaires déclassés : « Prends la terre, paysan ! » Et comme elle fournissait à l'armée l'immense majorité de ses effectifs, la chair à canon de Lyaoyang et de Moukden comme les bourreaux de tous les soulèvements, l'armée, travaillée par les organisations militaires des partis clandestins, l'armée maintenue dans l'obéissance par les conseils de guerre et le « régime du poing sur la gueule », fermentait dans l'amertume. Une classe ouvrière jeune encore, grandissant aussi rapidement que se développait l'industrie capitaliste, privées du droit élémentaire de parler leurs langues, mises de conscience, d'association, de presse étaient inconnues de l'ancien régime russe —, ignorant les leures de la démocratie parlementaire, vivant dans des taudis, touchant de bas salaires, soumise à l'arbitraire policier, bref placée en face des réalités nues de la lutte de classe, prenait de jour en jour plus nettement conscience de ses intérêts. Trente nationalités allogènes ou vaincues par l'Empire, privées du droit élémentaire de parler leurs langues, mises

dans l'impossibilité d'avoir une culture nationale, russifiées à coups de knout, n'étaient maintenues sous le joug que par de constantes mesures de répression. En Pologne, en Finlande, en Ukraine, dans les pays baltes, au Caucase, des révolutions nationales couvaient, prêtes à se combiner avec la révolution agraire, l'insurrection ouvrière, la révolution bourgeoise... La question juive se posait partout.

Au sommet du pouvoir, une dynastie dégénérée entourée d'imbéciles. Le coiffeur Philippe soignant par l'hypnotisme la santé chancelante de l'héritier présomptif. Raspoutine faisant et défaisant les ministres dans des cabinets particuliers. Les généraux volant l'armée, les grands dignitaires pillant l'Etat. Entre ce pouvoir et la nation, une bureaucratie innombrable, vivant surtout de pots-de-vin.

Au sein des masses, des organisations révolutionnaires, vastes et disciplinées, sans cesse actives, bénéficiant d'une longue expérience, comme du prestige et de l'appui d'une tradition magnifique.

... Telles étaient les forces profondes qui travaillaient pour la révolution. Et c'est contre elles, dans l'espoir insensé d'empêcher l'avalanche, que l'Okhrana tendait ses minces fils de fer barbelés !

Dans cette situation déplorable, la police opérait savamment. Soit. Elle réussissait, par exemple, à « liquider » l'organisation social-démocrate de Riga. Soixante-dix arrestations décapitaient le mouvement dans la région. Supposons un instant la « liquidation » complète. Personne n'y a échappé. Et puis ?

D'abord, ces soixante-dix arrestations ne passaient pas inaperçues. Chacun des militants était en relation avec au moins une dizaine de personnes. Sept cents personnes au bas mot se trouvaient donc tout à coup en présence de ce fait brutal : l'arrestation de gens honnêtes et vaillants, dont tout le crime était de vouloir le bien commun... Les procès, les condamnations, les drames privés qui en résultent provoquaient envers les révolutionnaires une explosion de sympathie et d'intérêt. Si l'un d'entre eux réussissait à faire entendre du banc des accusés une voix énergique, on peut dire avec certitude que l'organisation devait, à l'appel de cette voix, renaître de ses cendres : ce n'était plus qu'une question de temps.

Ensuite, que faire des soixante-dix militants emprisonnés ? On ne peut que les enfermer pour assez longtemps ou les exiler dans les régions désertes de la Sibérie. Soit. En prison — ou en Sibérie —, ils trouvent des camarades, des maîtres et des élèves. Les loisirs forcés qu'on leur fait, ils les emploient à l'étude, à la culture théorique de leurs idées. A souffrir en commun, ils s'endurcissent, se trempent, se passionnent. Tôt ou tard, évadés, amnistiés — grâce à des grèves générales — ou libérés à terme, ils rentreront dans la vie sociale, vieux révolutionnaires, « illégaux » cette fois, singulièrement plus forts qu'ils n'en étaient sortis. Pas tous, assurément. Quelques-uns mourront en chemin : sélection douloureuse qui a son utilité. Et le souvenir des amis perdus rendra les survivants irréconciliables...

Enfin, une liquidation n'est jamais absolument complète. Les précautions des révolutionnaires en sauvent quelques-uns. Les intérêts de la provocation mêmes exigent qu'on laisse quelques personnes en liberté. Et le hasard intervient dans le même sens. Les « rescapés », bien que placés dans des situations très difficiles, se trouvent bientôt à même de profiter des dispositions favorables du milieu...

La répression ne spéculait en définitive que sur la peur. Mais la peur peut-elle suffire à combattre le besoin, l'esprit de justice, l'intelligence, la raison, l'idéalisme, toutes forces révolutionnaires manifestant la puissance formidable et profonde des facteurs économiques d'une révolution ? En comptant sur l'intimidation, les réactionnaires perdent de vue qu'ils suscitent plus d'indignation, plus de haine, plus de soif de martyr que de crainte véritable. Ils n'intimident que les faibles : ils exaspèrent les meilleurs et trempent la résolution des plus forts.

Et les provocateurs ?...

A première vue, ils peuvent causer au mouvement révolutionnaire un préjudice terrible. Est-ce bien vrai ?

Grâce à leur concours, la police peut, certes, multiplier les arrestations et les « liquidations » de groupes. Dans certaines circonstances, elle peut contrecarrer les desseins politiques les plus profonds. Elle peut perdre des militants précieux. Les provocateurs ont souvent été les pourvoyeurs

directs du bourreau. Tout cela est terrible, certes. Mais il n'en reste pas moins vrai que la provocation ne peut jamais nuire qu'à des individus ou à des groupes et qu'elle est à peu près impuissante contre le mouvement révolutionnaire considéré dans son ensemble.

Nous avons vu un agent provocateur se charger de faire entrer en Russie (1912) la littérature bolchevik ; un autre (Malinovsky) prononcer à la Douma des discours rédigés par Lénine ; un troisième, organiser l'exécution de Plevhe. Dans le premier cas, notre fourbe peut livrer à la police une quantité assez grande de littérature : il ne peut cependant, sous peine d'être « brûlé » immédiatement, ni lui livrer toute la littérature, ni même lui en livrer plus d'une quantité relativement restreinte. Bon gré, mal gré, il contribue donc à sa diffusion. Or, qu'une brochure de propagande soit répandue par les soins d'un agent secret ou par ceux d'un militant dévoué, le résultat est le même : l'essentiel est qu'elle soit lue. Que l'exécution de Plevhe soit organisée par Azeff ou par Savinkov, il n'importe à nos yeux. Peu nous chaut même qu'elle fasse peut-être le jeu d'une camarilla policière en lutte avec une autre ; l'essentiel est que Plevhe disparaisse, et les intérêts de la révolution dans cette affaire sont autrement grands que ceux des Machiavels infimes et infâmes de l'*Okhrana*. Quand l'agent secret Malinovsky fait retentir à la Douma la voix de Lénine, le ministère de l'Intérieur aurait bien tort de se réjouir du succès de son agent stipendié. La parole de Lénine a pour le pays beaucoup plus d'importance que la voix d'un misérable n'en a par elle-même. De sorte que l'on peut, me semble-t-il, donner de l'agent provocateur deux définitions qui se valent, mais dont la seconde est de beaucoup la plus significative :

1. l'agent provocateur est un faux révolutionnaire ;
2. l'agent provocateur est un policier qui sert malgré lui la révolution.

Car il faut toujours qu'il *paraisse* la servir. Mais, en cette matière, il n'y a pas d'apparence. Propagande, combat, terrorisme, tout est *réalité*. On ne milite pas à demi ou superficiellement.

Des misérables, qu'un moment de lâcheté avait précipités dans cette fange, l'ont senti. Maxime Gorki a naguère publié, dans ses *Considérations inactuelles*, une curieuse lettre d'agent provocateur. L'homme écrivait à peu près ceci : « J'avais conscience de mon infamie, mais

je savais bien qu'elle ne pouvait pas retarder d'une seconde le triomphe de la révolution. »

La vérité, c'est que la provocation envenime la lutte. Elle incite au terrorisme, même lorsque les révolutionnaires préféreraient s'en abstenir. Que faire, en effet, d'un traître ? L'idée de l'épargner ne peut venir à personne. Au duel entre la police et les révolutionnaires, la provocation ajoute un élément d'intrigue, de souffrance, de haine, de mépris. Est-ce plus dangereux pour la révolution que pour la police ? Je crois le contraire. A d'autres points de vue, la police et la provocation ont un intérêt immédiat à ce que le mouvement révolutionnaire qui fait leur raison d'être soit toujours menaçant. Au besoin, plutôt que de renoncer à une seconde source de profits, ils ourdiront eux-mêmes des complots : cela s'est vu. Ici, l'intérêt de la police est nettement en contradiction avec celui du régime qu'elle a pour mission de défendre. Le jeu de tels agents provocateurs d'une certaine envergure peut créer un danger à l'Etat même. Azeff organisa jadis un attentat contre le tsar, attentat qui n'échoua que par une circonstance tout à fait fortuite et imprévue (la défaillance de l'un des révolutionnaires). A ce moment, l'intérêt personnel d'Azeff — qui lui était beaucoup plus cher, n'en doutons point, que la sécurité de l'Empire — exigeait une action d'éclat : une suspicion pesait sur lui, dans le parti socialiste-révolutionnaire, qui mettait sa vie en danger. On s'est, d'autre part, demandé si les attentats qu'il a fait réussir ne servaient pas les desseins de quelque Fouché. Il se peut. Mais de semblables intrigues parmi les détenteurs du pouvoir n'attestent que la gangrène d'un régime et ne contribuent pas peu à sa chute.

La provocation est plus dangereuse par la défiance qu'elle sème entre les militants. Aussitôt que quelques traîtres ont été démasqués, la confiance disparaît au sein des organisations. Chose terrible, car la confiance en le parti est le ciment de toute force révolutionnaire. Des accusa-

tions sont murmurées, puis formulées tout haut, le plus souvent impossibles à tirer au clair. Il en résulte des maux infinis, plus graves à certains égards que les maux infligés par la provocation réelle. Que l'on se souvienne de ces choses navrantes : Barbès accusa l'héroïque Blanqui — et Blanqui, malgré ses quarante années de réclusion, malgré toute sa vie exemplaire, sa vie d'indomptable, ne put jamais se laver d'une indigne calomnie. Bakounine fut accusé de même. Et que de victimes moins connues — non moins atteintes pourtant : Girier-Lorion, anarchiste, est accusé de provocation par le député « socialiste » Delory ; pour se laver d'un intolérable soupçon, il tire sur les agents et va mourir au bagne. Presque semblable, la fin, en Belgique, d'un autre vaillant, anarchiste lui aussi, Hartenstein-Sokoloff (procès de Gand, 1909), que toute la presse socialiste salit ignoblement et qui en est mort en prison... Car c'est une tradition : les ennemis de l'action, les lâches, les bien installés, les opportunistes ramassent volontiers leurs armes dans les égouts ! Le soupçon et la calomnie leur servent à discréditer les révolutionnaires. Ce n'est pas fini.

Ce mal — le soupçon, la défiance entre nous — ne peut être circonscrit que par un grand effort de volonté. Il faut — et c'est d'ailleurs la condition préalable de toute lutte victorieuse contre la provocation véritable dont chaque accusation calomnieuse portée contre un militant *fait le jeu* — que jamais un homme ne soit accusé à la légère, et que jamais une accusation formulée contre un révolutionnaire ne soit *classée*. Chaque fois qu'un homme aura été effleuré d'un pareil soupçon, un jury de camarades doit statuer et se prononcer sur l'accusation ou sur la calomnie. Règles simples à observer avec une inflexible rigueur si l'on veut préserver la santé morale des organisations révolutionnaires.

Et, d'ailleurs, bien qu'il puisse être dangereux *pour les individus*, il ne faut pas surestimer les forces de l'agent provocateur : car il dépend dans une large mesure de chaque militant de se défendre efficacement.

Les révolutionnaires russes, dans leur longue lutte contre la police de l'ancien régime, avaient acquis une connais-

sance pratique très sûre des méthodes et des procédés de la police. Et si elle était très forte, ils lui étaient néanmoins supérieurs... Quelle que soit la perfection des graphiques dressés par les spécialistes de l'*Okhrana* sur l'activité d'une organisation donnée, on peut être à l'avance certain d'y constater des lacunes. Rarement, disais-je, une « liquidation » de groupe était complète : car, à force de précautions, quelqu'un y échappait toujours. Dans le tableau, si laborieusement dressé, des relations de B. Savinkov, des noms manquent certainement ; et je ne sais pas si ce ne sont pas les plus importants. Les militants russes considéraient, en effet, que l'action clandestine (illégal) est soumise à de rigoureuses lois. A tout propos, ils se posaient cette question : « Ceci est-il conforme aux règles de la conspiration ¹⁵ ? » Le « Code de la conspiration » a eu parmi les plus grands adversaires de l'autocratie et du capital, en Russie, des théoriciens et des praticiens remarquables. Le bien étudier serait d'une grande utilité. Il doit comprendre les règles les plus simples, auxquelles, précisément peut-être à cause de leur simplicité, on ne songe pas toujours...

Grâce à cette science de la conspiration, des révolutionnaires ont pu vivre illégalement dans les capitales russes pendant des mois et des années. Il leur arrivait de se transformer, pour les besoins de la cause, en marchands ambulants, en cochers, en « riches étrangers », en domestiques, etc. Dans tous ces cas, il fallait qu'ils vécussent leurs rôles. Pour faire sauter le Palais d'hiver, l'ouvrier Stépan Khaltourine y vécut des semaines de la vie des ouvriers attachés au palais ¹⁶. Kaliaeff, surveillant Plevhe à Petrograd, fut cocher. Lénine et Zinoviev, traqués par la police de Kerensky, réussirent à se cacher à Petrograd ; ils ne sortaient que grimés. Lénine fut ouvrier d'usine.

15. *Konspirativno* ?

16. Le menuisier Stépan Khaltourine, fondateur en 1878 de l'*Union septentrionale des ouvriers russes*, fut l'un des précurseurs véritables du mouvement ouvrier en Russie. En avance d'un quart de siècle sur son temps, il conçut la révolution comme devant s'accomplir par la grève générale. Embauché comme menuisier dans le personnel ouvrier du Palais d'hiver, il y dormit longtemps sur un matelas qu'il remplissait peu à peu de dynamite... Alexandre II échappa à l'explosion du 5 février 1880. Khaltourine fut pendu deux ans plus tard après avoir exécuté le procureur Strelnikov, de Kiev. Il avait été amené au terrorisme par la provocation policière qui ravagea son groupement ouvrier. C'est une très grande et noble figure de l'histoire de la révolution russe.

L'action illégale crée à la longue des mœurs et une mentalité où l'on peut voir la meilleure des garanties contre les méthodes de la police. Quels policiers de génie, quels fourbes habiles peuvent se mesurer avec des révolutionnaires sûrs d'eux-mêmes, circonspects, réfléchis et braves, obéissant à un mot d'ordre commun ?

Quelle que soit la perfection des méthodes mises en œuvre pour les surveiller, n'y aura-t-il pas toujours, dans leurs faits et gestes, une inconnue irréductible ? N'y aura-t-il pas toujours, dans les équations le plus laborieusement élaborées par leur ennemi, un grand X redoutable ? Traître, mouchard, limier sagace, qui *déchiffre* l'intelligence révolutionnaire, qui mesurera la puissance de la volonté révolutionnaire ?

Quand on a pour soi les lois de l'histoire, les intérêts de l'avenir, les nécessités économiques et morales qui conduisent à la révolution ; quand on sait clairement ce qu'on veut, de quelles armes on dispose et quelles sont celles de l'adversaire ; quand on a pris son parti de l'action illégale ; quand on a confiance en soi et quand on ne travaille qu'avec ceux en qui l'on a confiance ; quand on sait que l'œuvre révolutionnaire exige des sacrifices et que toute semence de dévouement fructifie au centuple, on est invincible.

... La preuve en est que les milliers de dossiers de l'*Okhrana*, les millions de fiches du service de renseignements, les merveilleux graphiques de ses techniciens, les ouvrages de ses savants — tout ce mirifique arsenal est aujourd'hui entre les mains des communistes russes. Les « flics », un jour d'émeute, se sont sauvés sous les huées de la foule ; et ceux qu'on a pris au collet ont fait un plongeon — définitif — dans les canaux de Petrograd ; la plupart des fonctionnaires de l'*Okhrana* ont été fusillés¹⁷ ; tous les provocateurs que l'on a pu identifier ont subi le même sort ; et nous avons un jour, un peu pour l'édification des camarades étrangers, réuni dans une sorte de musée un certain nombre de pièces particulièrement

17. La république démocratique de Kerensky ayant cru pouvoir les épargner, quelques-uns ont réussi à passer à l'étranger.

curieuses prises dans les archives secrètes de la Sûreté de l'Empire... Notre exposition avait lieu dans une des plus belles salles du Palais d'hiver ; les visiteurs pouvaient, en s'approchant d'une fenêtre située entre deux colonnes de malachite, feuilleter le livre d'érou de la forteresse Pierre-et-Paul, ténébreuse bastille du tsar, sur les vieilles casemates de laquelle ils voyaient, de l'autre côté de la Néva, flotter le drapeau rouge.

Ceux qui ont vu cela savent que la Révolution, bien avant même d'avoir vaincu, est invincible.

2. Le problème de l'illégalité

I. N'ÊTRE PAS DUPE.

Sans une vue claire de ce problème, la connaissance des méthodes et des procédés de la police ne serait d'aucune utilité pratique.

Le fétichisme de la légalité fut et reste un des traits les plus marquants du socialisme acquis à la collaboration des classes. Il implique la croyance en la possibilité de transformer l'ordre capitaliste sans entrer en conflit avec ses privilégiés. Mais plutôt que l'indice d'une candeur peu compatible avec la mentalité des politiciens, c'est celui de la corruption des leaders. Installés dans une société qu'ils feignent de combattre, ils recommandent le respect des règles du jeu. La classe ouvrière, elle, ne peut respecter la légalité bourgeoise qu'à la condition d'ignorer le rôle véritable de l'Etat, le caractère trompeur de la démocratie ; bref, les premiers principes de la lutte des classes.

S'il sait que l'Etat est le faisceau des institutions destinées à défendre les intérêts des possédants contre les non-possédants, c'est-à-dire à maintenir l'exploitation du travail ; que la loi, toujours édictée par les riches contre les pauvres, est appliquée par des magistrats invariablement pris dans la classe dirigeante ; que la loi est invariablement appliquée dans un rigoureux esprit de classe ; que la coercition — qui commence à la paisible injonction de l'agent de police et finit au déclin de la guillotine, en passant par les bagnes et les maisons centrales — est l'exercice systématique de la violence légale contre les exploités, le travailleur ne peut désormais considérer la légalité que comme un fait, dont il faut connaître les aspects, les applications, les pièges, les conséquences — et aussi les avantages ; dont il faut quelquefois savoir tirer parti, mais qui ne doit jamais être devant sa classe plus qu'un obstacle purement matériel.

Devons-nous démontrer ce caractère antiproletarien de toute légalité bourgeoise ? Peut-être. Dans notre lutte iné-

gale contre le vieux monde, les plus simples démonstrations sont à refaire chaque jour. Le rappel sommaire d'un petit nombre de faits bien connus nous suffira. Dans tous les pays, le mouvement ouvrier a dû conquérir, au prix de combats prolongés plus d'un demi-siècle, le droit de coalition et de grève. Ce droit est encore contesté, en France même, aux fonctionnaires et aux travailleurs des entreprises d'utilité publique (comme si toutes ne l'étaient pas !), tels que les cheminots. — Dans les conflits entre le capital et le travail, l'armée est souvent intervenue contre le travail, *jamais* contre le capital. — Devant les tribunaux, la défense des pauvres est à peu près impossible, en raison des frais de l'action judiciaire ; l'ouvrier ne peut à vrai dire ni intenter ni soutenir un procès. — L'immense majorité des crimes et délits ont pour cause directe la misère et rentrent dans la catégorie des attentats à la propriété ; l'immense majorité de la population des prisons est composée de pauvres. — Jusqu'à la veille de la guerre, le suffrage censitaire existait en Belgique : un capitaliste, un curé, un officier, un avocat contrebalançait seul les votes de deux ou trois travailleurs selon le cas. Au moment où nous écrivons il est question du rétablissement du suffrage censitaire en Italie.

Respecter cette légalité, c'est en être dupe.

... La dédaigner ne serait d'ailleurs pas moins funeste. Ses avantages pour le mouvement ouvrier sont d'autant plus réels qu'on en est moins dupe. Le droit à l'existence et à l'action légale est, pour les organisations du prolétariat, à reconquérir et à étendre sans cesse. Nous le soulignons parce que le travers contraire du fétichisme de la légalité se manifeste quelquefois chez de bons révolutionnaires enclins, par une sorte de tendance au moindre effort en politique — il est plus facile de conspirer que de diriger une action de masses — à un certain dédain de l'action légale. Il nous semble que, dans les pays où la réaction n'a pas encore triomphé en déchirant les constitutions démocratiques de naguère, les travailleurs devront défendre pied à pied leur statut légal — et dans les autres pays lutter pour le reconquérir. En France même, la légalité dont jouit le mouvement ouvrier demande à être élargie et ne le sera que par la lutte. Le droit de coalition et de grève est encore refusé ou contesté aux fonctionnaires de l'Etat et à certaines catégories de travailleurs ; la liberté de manifestation est bien moindre que dans les pays

anglo-saxons ; les centuries de défense ouvrière n'ont pas encore, comme en Allemagne et en Autriche, conquis la légalité et la rue.

II. EXPÉRIENCE D'APRÈS-GUERRE : NE PAS SE LAISSER SURPRENDRE.

On avait déjà vu, pendant la guerre, tous les gouvernements des pays belligérants substituer aux institutions démocratiques la dictature militaire (état de siège, suppression pratique du droit de grève, prorogation et vacance des assemblées, toute-puissance des généraux, régime des Conseils de guerre). Les nécessités exceptionnelles de la défense nationale leur fournissaient une justification plausible. Depuis qu'au lendemain de la guerre, la vague rouge partie de Russie a déferlé sur l'Europe, presque tous les Etats capitalistes — belligérants, cette fois, de la guerre des classes —, menacés par le mouvement ouvrier, ont déchiré comme « chiffons de papier » les textes, naguère sacrés, de leurs propres législations...

Les Etats baltes (Finlande, Estonie, Lituanie, Lettonie), la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie se sont forgés contre la classe ouvrière des lois scélérates que n'entache aucune hypocrisie démocratique. La Bulgarie complète les effets de sa législation scélérate par des violences extralégales. La Hongrie, l'Italie, l'Espagne se sont contentées d'abolir, en ce qui concerne les ouvriers et les paysans, toute légalité. Plus cultivée, mieux organisée, l'Allemagne a établi chez elle, sans recourir à des lois d'exception, un régime que nous proposons d'appeler de terrorisme judiciaire et policier¹. Les Etats-Unis appliquent brutalement les lois sur le « syndicalisme criminel », le sabotage et... l'espionnage : des milliers d'ouvriers y ont été emprisonnés en vertu d'un *espionnage act* promulgué pendant la guerre contre les sujets allemands habitant l'Amérique.

Il ne reste en Europe que les pays scandinaves, l'Angleterre, la France et quelques petits pays où le mouvement ouvrier jouisse encore du bénéfice de la légalité démocratique.

1. Une circulaire du ministre Jarres prescrivait, en 1924, aux autorités locales de poursuivre et d'arrêter tous les militants ouvriers révolutionnaires. On sait qu'elle a entraîné l'emprisonnement de 7 000 communistes environ.

tique. On peut affirmer, sans la moindre crainte d'être démenti par les événements, qu'à la première crise sociale réellement grave ce bénéfice lui sera promptement et vigoureusement retiré. Des indices précis s'imposent à notre attention. En novembre 1924, les élections britanniques se sont faites sur une campagne anticommuniste, dans laquelle une fausse lettre de Zinoviev, que l'on prétendait adressée au parti communiste anglais et *interceptée par un cabinet noir*, fournissait l'argumentation principale. — En France, il a été à diverses reprises question de dissoudre la C. G. T. Si nous nous en souvenons bien, cette dissolution aurait même été formellement prononcée. M. Briand alla, en son temps, pour briser la grève des chemins de fer jusqu'à la mobilisation — illégale — des cheminots. Le clémencisme n'appartient pas à un passé bien reculé ; et M. Poincaré a témoigné, lors de l'occupation de la Ruhr, d'une velléité assez nette de l'imiter.

Or, pour un parti révolutionnaire, se laisser surprendre par une mise hors la loi, c'est disparaître. Par contre, être préparé à l'illégalité, c'est avoir la certitude de survivre à toutes les mesures de répression. Trois exemples saisissants, empruntés à l'histoire la plus récente, illustrent cette vérité.

1. Un grand parti communiste se laisse surprendre par la mise hors la loi :

Le P. C. de Yougoslavie, parti de masse, comptant, en 1920, plus de 120 000 membres et 60 députés à la *Skouptchina*, est dissous en 1921 par application de la loi sur la Défense de l'Etat. Sa défaite est instantanée, complète. Il disparaît de la scène politique².

2. Un parti communiste n'est surpris qu'à demi : Le parti communiste italien était, dès avant l'avènement de Mussolini au pouvoir, contraint par la persécution fasciste à une existence plus qu'à demi illégale. Une répression forcenée — 4 000 arrestations d'ouvriers dans la première semaine de février 1923 — ne réussit, à aucun moment, à briser le P. C. I. qui s'est, au contraire, fortifié et développé, passant de 10 000 membres environ en 1923 à près de 30 000 membres au début de 1925.

3. Un grand parti communiste n'est nullement surpris :

A la fin de 1923, après la préparation révolutionnaire d'octobre et l'insurrection de Hambourg, le P. C. allemand

est dissous par le général von Seeckt. Pourvu depuis longtemps de souples organisations illégales, il poursuit néanmoins son existence normale. Le gouvernement doit bientôt revenir sur une mesure dont l'inanité apparaît avec évidence. Le P. C. A. sort de l'illégalité avec ses effectifs à peine entamés pour recueillir aux élections de 1924 plus de trois millions et demi de suffrages.

III. LES LIMITES DE L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE LÉGALE.

La légalité a, d'ailleurs, dans les démocraties capitalistes les plus « avancées », des limites que le prolétariat ne peut pas respecter sans se condamner à la défaite. Elle ne tolère pas la propagande à l'armée, qui est une nécessité vitale. Sans défection d'une partie au moins de l'armée, pas de révolution victorieuse. C'est la loi de l'histoire. Dans toute armée bourgeoise, le parti du prolétariat doit faire naître et cultiver des traditions révolutionnaires, avoir des organisations ramifiées, tenaces au travail, plus vigilantes que l'ennemi. La légalité la plus démocratique ne tolérerait pas davantage l'existence de comités d'action où précisément il en faut : aux nœuds de voies ferrées, dans les ports, dans les arsenaux, aux centres d'aviation. La légalité la plus démocratique ne tolère pas de propagande communiste aux colonies ; à preuve la persécution des militants hindous et égyptiens par les autorités anglaises ; et aussi le régime de tracasseries policières institué par les autorités françaises en Tunisie. Enfin, il va sans dire que les services de liaison internationale doivent être en tout temps soustraits à la curiosité de la Sûreté générale.

Nul n'a soutenu avec plus de tenace fermeté que Lénine, au temps de la fondation du parti bolchevik russe et plus tard lors de la fondation des partis communistes européens, la nécessité de l'organisation révolutionnaire illégale. Nul n'a mieux combattu le fétichisme de la légalité. Au II^e congrès de la social-démocratie russe (Bruxelles-Londres 1903), la division entre mencheviks et bolcheviks se précisa notamment sur la question de l'organisation illégale. La discussion du paragraphe 1 des statuts en fut l'occasion. L. Martov, qui allait être pendant vingt ans le leader du menchevisme, voulait accorder la qualité

2. Le P. C. yougoslave s'est reformé dans l'illégalité. Il compte aujourd'hui plusieurs milliers de membres.

de membre du parti à quiconque rendrait des services au parti (sous le contrôle du parti), c'est-à-dire en réalité à des sympathisants, surtout nombreux dans les milieux intellectuels, qui se fussent efforcés à ne pas se compromettre au point de collaborer à l'action illégale. Intraitable, Lénine, soutint qu'il fallait, pour appartenir au parti, « participer au travail de l'une de ses organisations » (illégales). Cette discussion parut vaine. Mais Lénine avait évidemment raison. On n'est pas un révolutionnaire à demi ou au tiers ; le parti de la révolution doit certes utiliser tous les concours ; il ne peut néanmoins pas se contenter, de la part de ses membres, d'une vague sympathie, discrète, verbale, inactive. Ceux qui ne consentent pas à risquer pour la classe ouvrière une situation matérielle privilégiée ne doivent pas être mis à même d'exercer une influence marquante dans son sein. L'attitude envers l'illégalité fut pour Lénine la pierre de touche servant à distinguer les vrais révolutionnaires des... autres³.

IV. POLICES PRIVÉES.

Un autre facteur doit encore entrer en ligne de compte : l'existence de polices privées, extra-légales, susceptibles de fournir à la bourgeoisie d'excellentes armes d'appoint.

Pendant le conflit mondial, les services de renseignement de l'Action française se firent avec un succès remarquable les pourvoyeurs des conseils de guerre de M. Clemenceau. On sait que Marius Plateau fut à la tête de la police privée de l'A. F. Par ailleurs, un M. Jean Maxe, compilateur et divagateur intempérant des *Cahiers de l'Anti-france*, s'est consacré à l'espionnage des mouvements réactionnaires inspirés de l'exemple du *fascio* italien ont toutes des services d'espionnage et de police.

3. Voir sur ces sujets V. LÉNINE, *Que faire ?*

4. Jean Maxe a été identifié par la revue *Les Humbles*. C'est un M. Jean Didier, habitant Paris (XVIII^e). A dire vrai, ses laborieuses compilations sur « le complot clartiste-judéo-germano-bolchevik » (ouf !) ressortent davantage de la littérature des demi-fous que du sérieux travail policier. La bourgeoisie française les apprécie néanmoins.

En Allemagne, les forces vitales de la réaction se concentrent, depuis le désarmement officiel du pays, dans les organisations plus qu'à demi secrètes. La réaction a compris que même aux partis secondés par l'Etat, la clandestinité est une ressource précieuse. Contre le prolétariat, il va de soi que toutes ces organisations assument plus ou moins les fonctions d'une police occulte.

En Italie, le parti fasciste, disposant de la police d'Etat, ne s'en contente pas. Il a ses services propres d'espionnage et de contre-espionnage ; il a répandu en tous lieux ses indicateurs, ses agents secrets, ses agents provocateurs, ses sbires. Et c'est cette *mafia* à la fois policière et terroriste qui a « supprimé » Matteoti — après bien d'autres...

Aux Etats-Unis, la participation des polices privées aux conflits entre le capital et le travail a revêtu une redoutable ampleur. Les bureaux de fameux détectives privés fournissent à volonté aux capitalistes des mouchards discrets, des provocateurs experts, des *riflemen* (bons tireurs), des gardes, des contremaîtres et aussi des « militants de trades unions » corrompus à souhait. Les firmes Pinkerton, Burns et Thiele ont 100 bureaux et près de 10 000 succursales ; elles occupent, dit-on, 135 000 personnes. Leur recette annuelle se monte à 65 millions de dollars. Elles ont établi l'espionnage industriel, l'espionnage à l'usine, à l'atelier, au chantier, au bureau, partout où travaillent des salariés. Elles ont créé le type de l'ouvrier-mouchard⁵.

Un système analogue, dénoncé par Upton Sinclair, fonctionne dans les universités et les écoles de la grande démocratie que chanta Walt Whitman...

V. CONCLUSIONS.

Résumons-nous. L'étude du mécanisme de l'*Okhrana* nous a appris que le but immédiat de la police est beaucoup plus de connaître que de réprimer. Connaître afin de réprimer à l'heure choisie, dans la mesure voulue, sinon intégralement. Devant cet adversaire sagace, puissant et dissimulé, un parti ouvrier dépourvu d'organisation clan-

5. Voir S. HOWARD ET ROBERT W. DUNN, « The Labour Spy » (L'Espion ouvrier) in *The New Republic*, New York ; et le roman d'UPTON SINCLAIR, *100 %*.

destinées, un parti qui ne cache rien, fait penser à un homme désarmé, sans abri, tenu au bout du fusil par un tireur bien abrité. Le sérieux du labeur révolutionnaire ne s'accommode pas d'une maison de verre. Le parti de la révolution doit s'organiser de manière à se soustraire *le plus possible* à la surveillance de l'ennemi ; de manière à lui soustraire *absolument* ses ressorts les plus importants ; de manière — dans les pays encore démocratiques — à n'être pas à la merci d'un coup de barre à droite de la bourgeoisie ou d'une déclaration de guerre⁶ ; de manière à inculquer à nos camarades des habitudes conformes à ces nécessités.

6. Désormais, dans les grands pays capitalistes, toute guerre tendra de plus en plus à se doubler, à l'intérieur, d'une guerre de classes. La mobilisation industrielle et la mise de la nation entière en état de guerre nécessitent l'écrasement préalable du mouvement ouvrier révolutionnaire. Je me suis attaché à démontrer, dans une série d'articles consacrés à la guerre qui revient, que la mobilisation sera l'étranglement, aussi soudain que possible, du prolétariat organisé. Ne tiendront le coup que les organisations, partis, syndicats et groupes qui y seront préparés. Il serait sage d'examiner à fond ce problème.

3. Simples conseils au militant

Les grands bolchéviks russes se qualifient volontiers de « révolutionnaires professionnels ». A tous les vrais ouvriers de la transformation sociale, cette appellation convient parfaitement. Elle exclut de l'activité révolutionnaire le dilettantisme, l'amateurisme, le sport, la pose ; elle situe irrévocablement le militant dans le monde du travail, où il n'est question ni d'« attitudes » ni d'emploi plus ou moins intéressant des loisirs, ni de l'agrément moral et spirituel de professer des opinions « avancées ». Le métier (ou la profession) remplit la plus grande partie de l'existence de ceux qui travaillent. Ils savent que c'est chose sérieuse dont dépend le pain quotidien ; ils savent aussi plus ou moins consciemment que toute la vie sociale et tout l'avenir des hommes en dépendent.

Le métier de révolutionnaire exige un long apprentissage, des connaissances purement techniques, l'amour de la tâche autant que l'intelligence de la cause, fins et moyens. Si, comme c'est le plus souvent le cas, il se superpose à l'exercice — pour vivre — d'un autre métier, c'est lui qui remplit la vie, et l'autre n'est qu'un accessoire. La révolution russe a pu vaincre parce que vingt-cinq années d'action politique lui avaient formé de fortes équipes de révolutionnaires professionnels préparées à l'accomplissement d'une œuvre presque surhumaine.

Cette expérience et cette vérité devraient être sans cesse présentes à l'esprit de tout révolutionnaire digne de ce nom. Dans la complexité actuelle de la guerre des classes, il faut pour former un militant des années d'effort, d'épreuves, d'études, de préparation consciente. Tout ouvrier animé du désir de n'être pas dans la masse exploitée un passant insignifiant, mais de servir sa classe et de vivre d'une vie plus haute en participant au combat pour la transformation sociale, devrait s'efforcer d'être — dans la mesure du possible, aussi faible soit-elle —, lui aussi, un révolutionnaire professionnel... Et dans le travail du parti, du syndicat ou du groupe, il devrait notamment — c'est ce

qui nous occupe aujourd'hui — se montrer assez averti de la surveillance policière, même invisible, même inoffensive comme elle paraît l'être dans les périodes de calme, pour la déjouer.

Les quelques recommandations qui suivent peuvent l'y aider.

Elles ne constituent certes pas un code complet de la clandestinité ni même de la circonspection révolutionnaire. On n'y trouvera aucune recette sensationnelle. Ce ne sont que règles élémentaires. Le bon sens suffirait à la rigueur à les suggérer. Bien des expériences montrent, malheureusement, qu'il n'est pas superflu de les énumérer.

L'imprudence des révolutionnaires a toujours été le meilleur auxiliaire de la police.

I. LA FILATURE.

La filature, base de toutes les surveillances, est presque toujours facile à déjouer. Tout militant devrait se considérer en permanence comme filé ; et ne jamais cesser de prendre par principe les précautions voulues pour empêcher la filature. Dans les grandes villes où la circulation est intense, où les moyens de locomotion sont variés, le succès des filatures est exclusivement dû à la coupable négligence des camarades.

Les règles les plus simples sont : ne pas se rendre directement où l'on va ; faire un détour, par une rue peu fréquentée, pour s'assurer que l'on n'est pas suivi ; dans le doute, revenir sur ses pas ; en cas de filature, user d'un moyen de locomotion et en changer.

Il est peu malaisé de « semer » des fileurs dans une petite ville ; mais leur surveillance perd, en devenant ostensible, une grande partie de sa valeur.

Se défier de l'image préconçue de « l'agent en bourgeois ». Il a souvent une physionomie assez caractéristique. Mais les bons fileurs savent s'adapter à la variété de leurs tâches. Le passant le plus banal, l'ouvrier en blouse, le camelot, le chauffeur, le soldat peuvent être des policiers. Prévoir l'utilisation des femmes, des jeunes gens et des enfants dans les filatures. Nous connaissons une circulaire

de la police russe recommandant d'employer des écoliers à des missions que les agents ne rempliraient pas sans se faire remarquer.

Se garder aussi de la fâcheuse manie de voir en tout passant un mouchard.

II. LA CORRESPONDANCE ET LES NOTES.

Ecrire le moins possible. Ne pas écrire est mieux. Ne pas prendre de notes sur les sujets délicats : mieux vaut parfois oublier certaines choses que les noter par écrit... A cette fin, s'exercer à retenir par des procédés mnémotechniques les adresses, et particulièrement les numéros des rues.

Le calepin.

Au besoin, prendre des notes intelligibles à tout autre que vous-même. A chacun d'inventer ses procédés d'abréviations, d'inversions ou d'interversions de chiffres (24 pour 42 ; l signifiant g, g signifiant l, etc.). Donner soi-même aux rues, aux places, etc., des noms ; pour diminuer les chances d'erreur, user des associations d'idées (la rue *Le noir* deviendra *Le Nègre* ; la rue *Lepic*... *hérisson* ou *épingle*, etc.)

Les lettres.

Dans la correspondance, tenir compte du cabinet noir. Dire le minimum de ce qu'il faut dire en s'efforçant de n'être compris que du destinataire. Ne pas désigner de tiers sans nécessité. En cas de nécessité, se souvenir qu'un prénom vaut mieux qu'un nom, et une initiale — surtout conventionnelle — mieux qu'un prénom.

Varié les désignations conventionnelles.

Se défier de toutes les précisions (de lieu, de travail, de date, de caractère, etc.).

Savoir recourir, même sans entente préalable, à des stragèmes qui doivent toujours être très simples et banaliser l'information. Ne pas dire, par exemple : « le camarade Pierre est arrêté », mais dire « l'oncle Peter est brusquement tombé malade... »

Recevoir sa correspondance chez des tiers.

Bien cacheter les lettres. Ne pas considérer les cachets de cire comme une garantie absolue ; les faire très minces ; les gros sont plus faciles à enlever.

Un procédé assez bon consiste à coudre la lettre au verso de l'enveloppe et à recouvrir le fil d'un élégant cachet de cire.

Ne jamais oublier le :

« Donnez-moi trois lignes de l'écriture d'un homme et je vous le ferai pendre »,
expression d'un axiome familier à toutes les polices.

III. LA CONDUITE GÉNÉRALE.

— Se défier des téléphones. Rien n'est plus facile que de les surveiller.

La conversation téléphonique entre deux appareils mis à la disposition du public (cafés, appareils automatiques, gares) présente le moins d'inconvénients.

Ne prendre de rendez-vous par téléphone qu'en termes conventionnels.

— Bien connaître les localités. Les étudier au besoin à l'avance sur un plan. Retenir les maisons, les passages, les lieux publics (gares, musées, cafés, grands magasins) présentant plusieurs issues.

— Dans un lieu public, en chemin de fer, dans un rendez-vous privé, tenir compte des possibilités d'observation, et à cette fin de l'éclairage. Tâcher de bien voir sans être bien vu. Il est raisonnable de s'asseoir de préférence à contre-jour : on voit mieux, et l'on est moins bien vu. Il n'est pas raisonnable de s'exposer à une fenêtre.

IV. ENTRE CAMARADES.

Poser en principe que, dans l'action illégale, un militant ne doit savoir que ce qu'il est utile qu'il sache ; et qu'il est souvent dangereux d'en savoir ou d'en faire connaître davantage.

Moins un travail est connu, et plus il offre de sécurité et de chances de succès.

Se défier du penchant aux confidences. *Savoir se taire* : se taire est un devoir envers le parti, envers la révolution.

Savoir ignorer volontairement ce que l'on ne doit pas connaître.

C'est une faute, qui peut devenir grave, que de confier à l'ami le plus intime, à la compagne, au camarade le plus sûr, un secret du parti qu'il ne leur est pas indispensable de connaître. C'est parfois un tort envers eux ; car on est responsable de ce que l'on sait, et cette responsabilité peut être lourde.

Ne pas être choqué ni vexé du silence d'un camarade. Ce n'est pas l'indice d'un manque de confiance, mais plutôt celui d'une estime fraternelle et d'une conscience — qui doit être commune — du devoir révolutionnaire.

V. EN CAS D'ARRESTATION.

Garder absolument tout son sang-froid. Ne se laisser ni intimider ni provoquer.

Ne répondre à aucun interrogatoire sans être assisté d'un défenseur et avant de s'être entretenu avec ce dernier qui doit être, autant que possible, un camarade de parti. Ou, à défaut, sans avoir mûrement réfléchi. Tous les journaux révolutionnaires russes portaient autrefois, en caractères gras, cette recommandation invariable : « Camarades, ne faites pas de dépositions ! Ne dites rien ! »

En principe : *ne rien dire*.

S'expliquer est dangereux ; on est aux mains de professionnels habiles à tirer parti du moindre mot. Toute « explication » leur fournit une riche documentation.

Mentir est extrêmement dangereux : car il est difficile de construire un système sans défauts trop apparents. Il est presque impossible de l'improviser.

Ne pas tenter de jouer au plus fin : la disproportion des forces est trop grande.

Les récidivistes inscrivent sur les murs des prisons cette

recommandation énergique dont le révolutionnaire peut faire son profit :

« N'avouez jamais ! »

Quand on nie, nier inébranlablement.

Savoir que l'adversaire est capable de tout⁷. Ne pas se laisser surprendre ni décontenancer par le :

— « Nous savons tout ! »

Ce n'est jamais vrai. C'est un cliché impudent servi par tous les policiers et tous les magistrats instructeurs à tous les inculpés.

Ne pas se laisser intimider par la menace sempiternelle :

— « Ça vous coûtera cher ! »

Les aveux, les explications maladroites, les chutes dans les traquenards, les moments de panique peuvent en effet coûter cher ; mais, quelle que soit la situation d'un accusé, une défense ferme et fermée, faite de beaucoup de silence et de peu de négations et d'affirmations inébranlables, ne peut que l'améliorer.

N'en rien croire — c'est aussi un argument classique — si l'on vous affirme : « Nous savons tout par votre camarade Un tel ! »

N'en rien croire, même si l'on tente de vous le prouver. Avec quelques indices habilement réunis, il est aisé à l'ennemi de feindre une connaissance approfondie des choses. Et si même Un tel avait « tout dit », ce ne serait qu'une raison de plus de redoubler de circonspection.

Ne pas connaître ou ne connaître que le moins possible ceux sur lesquels on est interrogé.

Dans les confrontations : garder tout son sang-froid. Ne pas manifester d'étonnement. Encore : Ne rien dire.

Ne jamais signer une pièce sans l'avoir lue attentivement et bien comprise. Au moindre doute, refuser de signer.

Si l'accusation se fonde sur un faux — c'est fréquent —, ne pas s'en indigner : la laisser plutôt s'enfermer avant de

7. Quand Egor Sazanoff jeta sa bombe sous le carrosse de von Plevhe (Péttersbourg, 1905), le ministre fut tué et le terroriste gravement blessé. Emporté à l'hôpital, le blessé fut entouré de mouchards sagaces auxquels on donna la consigne de sténographier les moindres paroles qu'il prononcerait dans son délire. Dès que Sazanoff reprit conscience, il fut àrement interrogé. Il écrivit de prison à ses camarades : « Souvenez-vous que l'ennemi est infiniment vil ! » L'Okhrana poussa l'impudence jusqu'à envoyer à des inculpés de faux avocats.

la réduire à néant. N'en rien faire du reste sans le concours d'un défenseur, qui doit être un camarade.

VI. DEVANT LES POLICIERS ET LES JUGES.

Ne pas céder au penchant, inculqué par l'éducation idéaliste bourgeoise, d'établir ou de rétablir « la vérité ».

Il n'y a pas dans la mêlée sociale de vérité commune aux classes exploiteuses et aux classes exploitées.

Il n'y a pas de vérité — ni petite, ni grande — impersonnelle, suprême, planant au-dessus de la guerre des classes.

Pour la classe possédante, la Vérité c'est son Droit : son droit d'exploiter, de spolier, de légiférer ; de traquer ceux qui veulent un avenir meilleur ; de frapper sans merci les porteurs de la conscience de classe du prolétariat. Elle appelle vérité le mensonge utile. Vérité scientifique, disent ses sociologues, l'éternité de la propriété individuelle (abolie par les Soviets). Vérité légale, ce mensonge révoltant : l'égalité des pauvres et des riches devant la loi. Vérité officielle, l'impartialité de la Justice, arme d'une classe contre les autres.

Leur vérité n'est pas la nôtre.

Aux juges de la classe bourgeoise, le militant ne doit aucun compte de ses actes, aucun respect d'une prétendue vérité. La contrainte l'amène devant eux. Il subit la violence. Son seul souci doit être de servir ici encore la classe ouvrière. Pour elle, il peut parler, se faisant du banc des accusés une tribune, et d'accusé accusateur. Pour elle, il doit savoir se taire. Ou se défendre utilitairement de manière à reconquérir avec la liberté ses possibilités d'action.

La vérité, nous ne la devons qu'à nos frères et camarades, à notre classe, à notre parti.

Devant les policiers et les juges, ne jamais oublier qu'ils sont les domestiques, préposés aux plus viles besognes, des riches :

que, s'ils sont les plus forts, c'est pourtant nous qui, sans appel, avons raison contre eux ;

qu'ils défendent servilement un ordre inique, malfaisant, condamné par le cours même de l'histoire ;

tandis que nous travaillons pour la seule grande cause de ce temps : pour la transformation du monde par la libération du travail.

VII. L'INGÉNOSITÉ.

L'application de ces quelques règles exige une qualité que tout militant devrait s'attacher à cultiver : l'ingéniosité.

... Un camarade se rend dans une maison surveillée, à un appartement sis au 4^e étage. A peine s'est-il engagé dans l'escalier que trois messieurs de mine patibulaire l'y suivent. Ils vont au même endroit. Au 2^e étage, le camarade s'arrête, sonne à la porte d'un médecin et s'enquiert des heures de consultation. Les argousins passent.

Pourchassé dans une rue de Petrograd, sur le point d'être empoigné par la foule, un révolutionnaire se retourne tout à coup au seuil d'une porte, brandissant au bout du poing un objet noir. « Gare à la bombe ! » Les poursuivants ont un mouvement de recul. Le poursuivi disparaît dans le corridor : la maison a deux issues, il file. La bombe, ce n'était que son chapeau roulé en boule !

Dans un pays où toute littérature communiste est prohibée, un libraire introduit par ballots les mémoires de John Rockefeller : *Comment je suis devenu milliardaire*. A partir de la 4^e page, le texte est de Lénine : *Sur la route de l'insurrection*.

VIII. UNE SUPRÊME RECOMMANDATION.

Se garder de la manie de la conspiration, des airs initiés, des airs mystérieux, de la dramatisation des choses simples, des attitudes « conspiratives ». La plus grande vertu du révolutionnaire, c'est la simplicité, le dédain de toute pose même... « révolutionnaire » — et surtout conspirative.

4. Le problème de la répression révolutionnaire

I. MITRAILLEUSE, MACHINE A ÉCRIRE, OU... ?

— Que pensez-vous de la mitrailleuse ? Ne lui préférez-vous pas une machine à écrire ou un appareil photographique ?

D'honnêtes gens, et qui se piquent de sociologie, posent quelquefois, à propos des réalités de la révolution, des questions de ce... calibre.

Il en est qui réprouvent avec lyrisme toute violence, toute dictature, ne se fiant, pour amener la fin des oppressions, des misères, des prostitutions et des guerres, qu'à l'intervention, surtout littéraire, de l'Esprit. Jouissant en réalité d'un appréciable confort, dans la société telle qu'elle est, ils se situent hautainement « au-dessus de la mêlée sociale ». Aux mitrailleuses, ils préfèrent tout particulièrement les machines à écrire.

D'autres, sans répudier la violence, répudient formellement la dictature. La révolution leur apparaît comme une miraculeuse libération. Ils rêvent d'une humanité que la chute de ses liens rendrait instantanément paisible et bonne. Ils rêvent, en dépit de l'histoire, de la vraisemblance, du sens commun et de leurs propres actes, une révolution totale, pas uniquement idyllique sans doute, mais courte, décisive, définitive, aux lendemains radieux. « Fraîche et joyeuse », voudrait-on dire, tant cette conception de la lutte finale ressemble au fond au mythe officiel de la « dernière guerre », imaginé en 1914 par les bourgeois alliés. Pas d'époque de transition ; pas de dictature du prolétariat (« Contre toutes les dictatures ! ») ; pas de répression après la victoire des travailleurs ; pas de tribunaux révolutionnaires, pas de *tchéka* ! — surtout, grands dieux ! pas de *tchéka* ! — plus de prisons... L'entrée de plain-pied dans la libre cité communiste, l'arrivée tout

de suite après l'orage aux îles Fortunées. A la mitrailleuse, ces révolutionnaires — nos frères libertaires — préférèrent... les guirlandes de roses, de roses rouges.

Des troisièmes enfin professent qu'il faut pour l'heure laisser le monopole de l'usage des mitrailleuses aux classes possédantes et tâcher de les amener doucement, par la persuasion, à y renoncer... En attendant, ces réformateurs se donnent des peines infinies pour obtenir de conférences internationales la réglementation du tir ultra-rapide... Ils se divisent, semble-t-il, en deux catégories : ceux qui préfèrent sincèrement à l'usage de la mitrailleuse celui du tapis vert ; et ceux qui, pratiques et dépourvus d'illusions, lui préfèrent *in petto* celui des gaz asphyxiants.

A la vérité, nul — sauf peut-être quelque fabricant d'armes et munitions — n'a de prédilection spéciale pour la mitrailleuse. Mais la mitrailleuse existe. C'est une réalité. L'ordre de mobilisation reçu, on a le choix d'être *devant* ce fait ou *derrière*, de servir la symbolique machine à tuer ou de lui servir de cible. Nous préconisons aux travailleurs une troisième solution : *prendre* l'outil de meurtre et le retourner contre ceux qui l'ont fait. Les bolcheviks russes disaient dès 1915 : « Transformer la guerre impérialiste en guerre civile. »

Tout ce que nous venons de dire de la mitrailleuse s'applique à l'Etat et à son appareil de contrainte : prisons, tribunaux, police, services de Sûreté. La révolution n'a pas le choix des armes. Elle ramasse sur son arène ensanglantée celles que l'histoire a forgées, celles qui viennent de choir des mains d'une classe dirigeante vaincue. Hier, il fallait à la bourgeoisie, pour contraindre les exploités, un pesant appareil de coercition ; il faut aujourd'hui aux prolétaires et aux paysans, pour briser les suprêmes résistances des exploités dépossédés, pour les empêcher de reprendre le pouvoir, pour le contraindre ensuite à l'abdication durable des privilèges, un puissant appareil de répression. La mitrailleuse ne disparaît pas, elle change de mains. Lui préférer la charrue n'est pas de mise...

Méfions-nous pourtant des métaphores et des analogies simplistes. Le propre de la mitrailleuse est de ne point se modifier, quel que soit l'usage qu'on en fait. Qu'on l'installe, muselée par un écriteau de carton, dans un musée ; qu'on l'emploie, inoffensive, à des exercices d'école ; que, tapie dans un trou d'obus, elle serve entre les mains d'un cultivateur beauceron à perforer les chairs de cultivateurs

westphaliens ses frères ; qu'installée au seuil d'un palais exproprié, elle tienne une contre-révolution en respect, pas une vis, pas un écrou ne s'y modifie...

Une institution par contre se modifie selon les hommes, et plus encore, infiniment plus, selon les classes qui s'en servent. L'armée de la monarchie féodale, avant la révolution française de 1789-1793, petite armée de métier, formée de mercenaires achetés et de pauvres diables recrutés par force, commandée par des nobles, ne ressemble guère à l'armée du lendemain de la révolution bourgeoise, nation en armes, spontanément accourue à l'appel de « la patrie en danger », commandée par d'anciens sergents et par des conventionnels. Aussi profonde, la différence entre l'armée de l'ancien régime russe, impériale, qu'un grand-duc Nicolas mène à la défaite, avec une caste d'officiers, un service durement imposé, le régime du « poing sur la gueule » — et l'Armée Rouge organisée par le parti communiste, avec ce grand animateur Trotsky, avec ses commissaires ouvriers, ses services de propagande, ses appels quotidiens à la conscience de classe du soldat, ses épiques victoires... Aussi profonde, sinon plus, est la différence entre l'Etat bourgeois détruit — de fond en comble — par la révolution russe d'octobre 1917, et l'Etat prolétarien édifié sur ses décombres. Nous posons le problème de la répression. Nous verrons que l'analogie entre l'appareil de répression de l'Etat bourgeois et celui de l'Etat prolétarien est beaucoup plus apparente que réelle.

II. L'EXPÉRIENCE DE DEUX RÉVOLUTIONS.

A la mi-novembre 1917, les Soviets, détenteurs exclusifs du pouvoir depuis peu de jours, ayant remporté par toute la Russie une complète victoire insurrectionnelle, voyaient s'ouvrir l'ère des difficultés. Continuer la révolution allait leur être cent fois plus malaisé qu'il ne l'avait été de la faire et de prendre le pouvoir. Dans les grandes villes pas un service public, pas une administration qui fonctionnât. La grève des techniciens menaçait les agglomérations les plus denses de calamités sans nom. L'eau, l'électricité, les vivres pouvaient manquer dans les trois jours ; le service de voirie ne fonctionnant pas, il fallait

s'attendre à des épidémies ; les transports étaient plus que précaires, le ravitaillement problématique. Les premiers commissaires du peuple qui vinrent prendre possession des ministères y trouvèrent des bureaux vides, fermés, aux armoires closes, où quelques huissiers hostiles et obséquieux attendaient que les nouveaux maîtres fissent fracturer les tiroirs vides des secrétaires... Ce sabotage de la bureaucratie et des techniciens, organisé par les capitalistes (les fonctionnaires « en grève » recevaient des appointements d'un Comité de ploutocrates), dura plusieurs semaines, à l'état aigu, et des mois, des années même, sous des formes atténuées. La guerre civile cependant s'allumait avec lenteur. La révolution victorieuse, point encline à verser le sang, témoignait plutôt à ses ennemis une indulgence périlleuse. Libérés sur parole (ce fut le cas du général Krasnov) ou ignorés, les officiers monarchistes se rassemblaient hâtivement dans le Sud, y formant les premiers noyaux des armées de Korniloff, d'Alexeïeff, de Krasnov, de Dénikine, de Wrangel. La magnanimité de la jeune république des Soviets allait lui coûter, pendant des années, des flots de sang. Les historiens se demanderont certainement quelque jour — et les théoriciens communistes feraient sans doute bien d'anticiper sur les travaux des historiens — si la Russie rouge ne se fût pas, avec une plus grande rigueur à ses débuts, avec une dictature qui se fût efforcée de réduire sans délai à l'impuissance par mesure de sécurité publique les classes ennemies, même lorsque celles-ci paraissent passives —, si la Russie rouge ne se fût pas ainsi épargné une partie des horreurs de la guerre civile et de la double terreur blanche et rouge. Ce fut, semble-t-il, la pensée de Lénine, qui s'attacha de très bonne heure à combattre les hésitations et les demi-mesures dans la répression comme ailleurs. C'est la conception de Trotsky, précisée par certains ordres draconiens à l'Armée Rouge et dans *Terrorisme et Communisme*. — C'était celle de Robespierre disant à la Convention, le 16 janvier 1792 : « La clémence qui compose avec une tyrannie est barbare. » — La conclusion théorique qui nous paraît se dégager de l'expérience russe, c'est qu'une révolution ne doit être à ses débuts ni clémente ni indulgente, mais plutôt dure. Dans la guerre des classes, il faut frapper fort, remporter des victoires décisives, pour n'avoir pas à reconquérir sans cesse, avec sans cesse de nouveaux risques et de nouveaux sacrifices, le même terrain.

Entre octobre et décembre 1917, la justice révolutionnaire ne fait procéder qu'à 22 exécutions capitales, en majorité celles d'écumeurs sociaux. *La Commission extraordinaire pour la répression de la contre-révolution et de la spéculation*, par abréviation *Tchéka*, est fondée le 7 décembre, en présence des entreprises de plus en plus hardies de l'ennemi intérieur. Quelle est en ce moment la situation ? A grands traits : les ambassades et les missions militaires des Alliés sont des foyers de conspiration permanente. Les contre-révolutionnaires de toute nuance y trouvent des encouragements, des subsides, des armes, une direction politique. Les industriels placés sous le contrôle ouvrier ou dépossédés sabotent, avec les techniciens, la production. De l'outillage, des matières premières, des stocks, des secrets du travail, tout ce qui se peut cacher est caché, tout ce qui se peut voler est volé. Le syndicat des transports et la coopération dirigés par les mencheviks accroissent par leur résistance les embarras du ravitaillement. La spéculation aggrave la disette, l'agio aggrave l'inflation. Les cadets — constitutionnels démocrates — bourgeois conspirent ; les socialistes révolutionnaires conspirent ; les socialistes populistes conspirent ; les social-démocrates mencheviks conspirent ; les anarchistes conspirent ; les intellectuels conspirent ; les officiers conspirent ; chaque ville a ses états-majors secrets, ses gouvernements provisoires, accompagnés de préfets et de pendeurs prêts à sortir de l'ombre après le coup de force imminent. Les ralliés sont douteux. Au front tchécoslovaque, le commandant en chef de l'Armée Rouge, Mouraviev, trahit, veut passer à l'ennemi. Les socialistes révolutionnaires préparent l'assassinat de Lénine et de Trotsky. Ouritsky et Volodarsky sont tués à Petrograd. Nakhimson est tué à Iaroslavl. Soulèvement des Tchécoslovaques ; soulèvements à Iaroslavl, Rybinsk, Mourom, Kazan... Complot de l'*Union pour la Patrie et la Liberté* ; complots des socialistes révolutionnaires de droite ; coup de force des socialistes révolutionnaires de gauche ; affaire Lokhart (ce consul général de Grande-Bretagne a moins de chance que M. Noulens). Les complots vont se suivre pendant des années ; c'est la sape à l'intérieur, concordant avec l'offensive à l'extérieur des armées blanches et de l'intervention étrangère. Il y aura l'affaire du Centre Tactique à Moscou, les entreprises de l'Anglais Paul Dux et l'affaire Tagantsev à Petrograd ; l'attentat du Leontievsky péreoulouk à Moscou (affaire des

« anarchistes clandestins »); les trahisons du fort de Krasnaya-Gorka et du régiment de Sémenovsky¹; la contre-révolution économique et la spéculation. Pendant des années, des directeurs d'entreprises nationalisées resteront en réalité au service des capitalistes expropriés, les renseignant, exécutant leurs ordres, sabotant dans leur intérêt la production; il y aura, innombrables, les abus et les excès de toutes sortes, l'infiltration dans le parti dirigeant des pêcheurs en eau trouble, les fautes des uns, la corruption des autres; il y aura l'individualisme petit-bourgeois lâché dans des luttes chaotiques... Pas de problème de la répression. La Tchéka n'est pas moins indispensable que l'Armée rouge et que le Commissariat du ravitaillement.

Cent vingt ans auparavant, la Révolution française avait dans des situations analogues, réagi de façon presque identique. Les révolutionnaires de 1792 eurent le Comité de salut public, le Tribunal révolutionnaire, Fouquier-Tinville, la guillotine. N'oublions pas non plus Jourdan-coupe-tête et Carrier de Nantes.

Journées de Septembre, proscription des émigrés, loi des suspects, chasse aux prêtres réfractaires, dépeuplement de la Vendée, destruction de Lyon... « Il faut tuer tous les ennemis intérieurs, disait simplement Danton à la Convention, pour triompher des ennemis extérieurs. » Et devant le Tribunal révolutionnaire, accusé, lui, le « ministre de la Révolution », des massacres de Septembre, accusé de vouloir la clémence, il criait : « Que m'importe d'être appelé buveur de sang? Eh bien, buvons le sang des ennemis de l'humanité, s'il le faut... » Nous ne citerons pas Marat, dont les révolutionnaires prolétariens pourraient avec quelque raison se réclamer, mais le grand orateur du parti modéré de la révolution bourgeoise, Vergniaud. Réclamant à l'Assemblée législative, le 25 octobre 1791, une procédure sommaire — terroriste — contre les émigrés, le tribun de la Gironde disait :

« Des preuves légales! Vous comptez donc pour rien le sang qu'elles vous coûteront! Des preuves légales! Ah! prévenons plutôt les désastres qui pourraient nous les procurer! Prenons enfin des mesures vigoureuses!... »

1. J'ai relaté ces épisodes dans *Pendant la guerre civile* (Librairie du Travail, Paris 1921).

Par quelle étrange aberration les bourgeois de la III^e République, dont les aïeux vainquirent par la terreur la monarchie, la noblesse, le clergé féodal, l'intervention étrangère, se sont-ils si véhémentement indignés contre la terreur rouge?

III. LA TERREUR A DURÉ DES SIÈCLES.

Nous ne nierons pas que la terreur soit terrible. Menacée de mort, la révolution prolétarienne y a recouru en Russie pendant trois années, de 1918 à 1921. On oublie trop volontiers que la société bourgeoise, en dehors même des révolutions qui ont achevé de la former, a eu besoin, pour naître et grandir, de siècles de terreur. La grande propriété capitaliste s'est formée au cours des siècles par la dépossession implacable des cultivateurs; le capital manufacturier puis industriel s'est accumulé par l'exploitation implacable, aidée d'une législation sanguinaire, des paysans dépossédés, réduits au vagabondage. Cette effroyable page de l'histoire est passée sous silence dans les manuels scolaires et même dans les grands ouvrages. Nous n'en connaissons qu'un exposé d'ensemble, concis mais magistral, celui de Karl Marx, au chapitre XXIV du *Capital* : *l'accumulation primitive*. « Vers la fin du xv^e et durant tout le xvi^e siècle, écrit Marx, il y eut dans toute l'Europe occidentale une législation sanguinaire contre le vagabondage. Les ancêtres des ouvriers actuels furent d'abord punis pour s'être laissés transformer en vagabonds et miséreux. » L'un des buts de cette législation très précise était de fournir l'industrie de main-d'œuvre. Peine du fouet contre les vagabonds, esclave quiconque refuse de travailler (édit d'Edouard VI, roi d'Angleterre, 1547), la marque au fer rouge à ceux qui tentent de s'évader, la mort en cas de récidive! Le vol puni de mort. D'après Thomas Morus, « 72 000 petits ou grands voleurs furent exécutés sous le règne de Henri VIII » qui régna vingt-quatre ans, de 1485 à 1509. L'Angleterre avait alors trois à quatre millions d'habitants. « Du temps de la reine Elisabeth, les vagabonds étaient pendus par séries, et chaque année en voyait pendre 300 à 400. » Sous cette grande reine, les vagabonds de plus de 18 ans que personne ne consentait

à embaucher pour 2 ans au moins étaient mis à mort. En France, « sous Louis XVI (ordonnance du 13 juillet 1777) tout homme valide de 16 à 60 ans, s'il était sans moyens d'existence et n'exerçait pas de profession, devait être envoyé aux galères ». Dans une de ses lettres si goûtées des lettrés, Madame de Sévigné parle avec une charmante simplicité des « penderies » coutumières de paysans.

Des siècles durant, la justice n'a été que la terreur, utilitairement organisée par les classes possédantes. Voler un riche a toujours été un plus grand crime que de tuer un pauvre. La falsification de l'histoire, prescrite par les intérêts de classe de la bourgeoisie, étant de règle dans l'enseignement des pays démocratiques, il n'existe pas encore, que nous sachions, en langue française, d'histoire sérieuse des institutions sociales mise à la disposition des écoles ou du grand public. Aussi sommes-nous dans la nécessité de recourir à une documentation concernant la Russie. L'historien marxiste M.-N. Pokrovsky a consacré à la justice, dans sa remarquable *Histoire de la culture russe*, un chapitre d'une vingtaine de pages. Sous Ivan III, au xv^e siècle, la justice est rendue par les *boyards*, les *dvoriane* — noblesse, caste privilégiée de propriétaires fonciers — et les « bons » (c'est-à-dire, bien exactement, les riches) paysans. L'opinion de quelques « honnêtes gens » suffit pleinement à justifier un arrêt de mort, lorsqu'il s'agit bien entendu d'un pauvre. « A la fin du xv^e siècle, écrit M. N. Pokrovsky, il apparaît déjà que la suppression des éléments suspects est l'essence de ce droit. » Suspects à qui ? Suspects aux riches. — Un document datant de 1539 confère le droit de rendre la justice aux nobles (*boyards*), assistés des « honnêtes gens » (des paysans riches). Le statut prescrit la mise à mort des « brigands pris en flagrant délit ou non », et autorise la mise des « mauvaises gens » à la question. L'aveu obtenu, le « coupable » sera d'ailleurs pendu ; s'il n'avoue pas, on peut néanmoins l'emprisonner à vie. Les *ordonnances* qui précisent ce droit n'admettent pas qu'un noble puisse être jugé : la justice ne commence à s'appliquer qu'aux paysans, aux marchands, aux artisans, et ne devient rigoureuse qu'aux pauvres. Il suffirait, pour se convaincre de la férocité de cette justice, de parcourir l'histoire des révolutions paysannes — guerres des paysans en Allemagne, jacqueries en France — qui ont signalé l'apparition de la propriété capitaliste. Des institutions semblables ont

existé dans tous les pays de servage. Cette justice de classe de la propriété foncière, féodale, n'a disparu, et pas complètement, que peu à peu, cédant la place à celle — plus complète mais non moins féroce — des monarchies absolues, caractérisées par l'importance grandissante du commerce. Jusqu'à la révolution bourgeoise, jusqu'aux périodes les plus récentes de l'histoire, aucune égalité même purement formelle n'a existé devant la « justice » entre les pauvres et les riches...

On le voit : les révolutions n'innovent rien en matière de répression et de terreur ; elles ne font que ressusciter, sous la forme de mesures extraordinaires, les normes de justice et de droit qui ont été, des siècles durant, celles des classes possédantes contre les classes dépossédées...

IV. DE GALLIFET A MUSSOLINI.

Toutes les fois que les crises sociales ont posé devant elle avec une subite ampleur le problème de la répression, la bourgeoisie moderne n'a pas hésité à revenir aux procédés les plus sommaires de la justice de classe, traitant ses ennemis comme on traitait les vagabonds au xv^e siècle. On les pendait ; on mitraillait par milliers, en 1848, les insurgés parisiens du faubourg Saint-Antoine, qui n'étaient que des sans-travail poussés à bout par d'habiles provocations. Il ne faut pas se lasser de rappeler ces grands faits historiques. La justification anticipée de la terreur rouge, la bourgeoisie l'a deux fois écrite, avec le plus beau sang humain, au livre de l'histoire : en décapitant, pour prendre le pouvoir, les aristocraties féodales et deux rois — Charles I^{er} d'Angleterre (1649), Louis XVI — et en réprimant les soulèvements prolétariens. Laissons parler un moment les dates et les chiffres.

La Commune de Paris, répondant aux exécutions sommaires de ses soldats faits prisonniers par les Versaillais, passa par les armes 60 otages. Les Versaillais décimèrent le peuple de Paris. D'après des estimations modérées, la répression fit à Paris plus de 100 000 victimes. Vingt mille communards au bas mot furent mitraillés, non pendant la bataille, mais *après*. Trois mille moururent dans les bagnes.

La révolution soviétique de Finlande, réprimée en 1918 par les gardes blanches de Mannerheim alliées aux reîtres allemands de Van der Goltz, frappa-t-elle avant de tomber quelques-uns de ses ennemis ? C'est probable ; mais le nombre en est si réduit que la bourgeoisie elle-même n'en a pas fait état. Par contre, dans ce pays de 3 500 000 habitants, où le prolétariat n'est pas en forte proportion, 11 000 ouvriers furent fusillés par les gens de l'ordre et plus de 70 000 internés dans des camps de concentration.

La République des Soviets de Hongrie (1919) se fonda presque sans effusion de sang, grâce à l'abdication spontanée du gouvernement (bourgeois) du comte Karolyi. Quand les commissaires du peuple de Budapest jugèrent la situation désespérée, ils abdiquèrent à leur tour, transmettant le pouvoir aux sociaux-démocrates. Pendant les trois mois qu'elle dura, la dictature du prolétariat hongrois, bien que sans cesse menacée par les complots à l'intérieur et par les invasions tchécoslovaque et roumaine à ses frontières, frappa au total 350 de ses ennemis : sont compris dans ce nombre les contre-révolutionnaires tombés les armes à la main au cours de soulèvements locaux. Les bandes d'officiers et les tribunaux de Horthy ont fait périr en « représailles » plusieurs milliers de personnes et en ont interné, emprisonné, molesté des dizaines de milliers...

Le Soviet de Munich (1919) fit passer par les armes, en réponse au massacre de 23 prisonniers rouges par l'armée « régulière », 12 otages. Après l'entrée de la *Reichswehr* à Munich, 505 personnes furent fusillées dans la ville, dont 321 sans le moindre simulacre de justice. De ce nombre une soixantaine de Russes raflés par hasard.

Sur les victimes de la terreur blanche qui sévit en Russie dans les régions où la contre-révolution et l'intervention étrangère triomphèrent momentanément, aucune statistique probante ne nous renseigne. On a pourtant estimé à un million le nombre total des victimes des seuls pogroms antisémites de l'Ukraine, au temps du général Dénikine. La population juive de villes entières (Fastov) fut systématiquement égorgée.

On estime à 15 000 le nombre des ouvriers qui ont péri, au cours de la répression des insurrections ouvrières d'Allemagne, de 1918 à 1921.

Nous ne rappellerons ici ni noms de martyrs ni épisodes symboliques. Nous ne cherchons qu'à étayer rapidement sur des faits quelques principes. Trop d'expériences dou-

loureuses devraient avoir éclairé le prolétariat sur ce point, trop de dictatures, trop de régimes de terreur blanche sont encore à l'œuvre pour qu'il faille des démonstrations minutieuses...

De Gallifet à Mussolini en passant par Noske, la répression des mouvements révolutionnaires prolétariens, même lorsque les sociaux-démocrates acceptent d'y présider, comme il est arrivé en Allemagne, est caractérisée par la volonté très nette de frapper les classes laborieuses dans leurs forces vives : en d'autres termes d'exterminer physiquement, aussi complètement que possible, leurs élites.

V. LOI BOURGEOISE ET LOI PROLÉTARIENNE.

La répression est l'une des fonctions essentielles de tout pouvoir politique. L'Etat révolutionnaire, dans la première phase de son existence tout au moins, en a besoin plus que nul autre. Or il semble que, dans ses trois éléments fondamentaux — police, armée, tribunaux et prisons —, le mécanisme de la répression et de la coercition ne varie guère. Nous venons d'étudier une police de Sûreté. Nous sommes descendus dans ses réduits les plus secrets, les plus malpropres. Et nous avons constaté son impuissance. Cette arme, avons-nous dit, aux mains de l'ancien régime, ne pouvait ni le sauver ni tuer la révolution. Nous admettons pourtant l'efficacité décisive de cette même arme entre les mains de la révolution. L'arme n'est *la même* qu'en apparence ; une institution, répétons-le, subit des transformations profondes selon la classe qu'elle sert et les fins qu'elle poursuit.

De bas en haut, la révolution russe a détruit l'appareil coercitif de l'ancien régime. Sur ses ruines allègrement accumulées, elle a créé le sien propre.

Efforçons-nous d'esquisser les différences fondamentales entre la répression telle que l'exerce la classe capitaliste et la répression telle que l'exerce la classe révolutionnaire. Des principes généraux qu'une sommaire analyse nous révélera se déduiront quelques corollaires sur le rôle de la police ici et là.

Dans la société bourgeoise, le pouvoir est exercé par les minorités riches contre les majorités pauvres. Un gou-

vernement n'est jamais qu'un comité exécutif d'une oligarchie de financiers appuyés par les classes privilégiées. La législation destinée à maintenir dans l'obéissance l'ensemble des salariés — la majorité de la population — doit forcément être très complexe et très sévère. Il faut que tout attentat sérieux à la propriété entraîne de façon ou d'autre la suppression du coupable. On ne pend plus le voleur ; non que les « principes humanitaires » soient « en progrès », mais parce que la proportion des forces entre les classes possédantes et non possédantes ainsi que le développement de la conscience de classe des pauvres ne permettent plus au juge de jeter de tels défis à la misère. Mais — nous nous bornons à suivre la législation française qui est d'une férocité moyenne — le vol qualifié est puni de travaux forcés ; et la peine de travaux forcés s'accomplit dans de telles conditions, s'aggrave de telles « peines accessoires », que la vie du coupable est à coup sûr brisée. Toute peine de 5 ans de travaux forcés implique le *doublage* : le libéré est astreint à résider dans la colonie un temps égal à la durée de son séjour au bagne ; les condamnés à plus de 8 ans de travaux forcés sont astreints à la résidence perpétuelle en Guyane. Il s'agit de la plus malsaine des colonies françaises ! La rélegation, peine « accessoire » perpétuelle, également accomplie en Guyane, peine très voisine en fait de celle des travaux forcés, est surtout le lot des récidivistes du vol non qualifié. Quatre condamnations pour vol, escroqueries, etc. — le vol successif de 4 pièces de cent sous constituerait un cas idéal ; j'ai feuilleté assez de dossiers de relégués pour savoir qu'il est des cas de ce genre — peuvent entraîner la rélegation ; ou sept condamnations pour vagabondage : en d'autres termes, se trouver sept fois successives sans pain ni gîte sur le pavé de Paris est un crime puni d'une *peine perpétuelle*. En Angleterre et en Belgique, où existent des *workhouses* (maisons de travail forcé) et des *Dépôts de mendicité*, la répression de la mendicité et du vagabondage n'est pas moins implacable. Un autre trait. Le patronat a besoin de main-d'œuvre et de chair à canon : la loi punit implacablement l'avortement.

L'éternité de la propriété privée et du salariat étant posée en principe, aucun remède efficace ne peut être appliqué aux maladies sociales telles que la criminalité. Une bataille permanente s'institue entre l'Ordre et le Crime, l'« armée du Crime », dit-on, armée de miséra-

bles, armée de victimes, armée d'irresponsables inutilement et indéfiniment décimée. Ce fait n'a pas encore été relevé avec une vigueur suffisante : *la lutte contre la criminalité est un aspect de la lutte des classes*. Les trois quarts au moins des criminels de droit commun appartiennent aux classes exploitées.

Le code pénal de l'Etat prolétarien n'admet pas, en règle générale, la peine de mort en matière criminelle (encore que la suppression physique de certains détraqués incurables et dangereux soit parfois la *seule* solution). Il n'admet pas non plus de peines perpétuelles. La peine la plus forte y est de dix années d'emprisonnement. La privation de liberté, mesure de sécurité sociale et de rééducation, y est conçue comme excluant l'idée médiévale du châtiment, souffrance imposée en expiation. Dans ce domaine et dans la situation actuelle de l'Union des Soviets, les possibilités matérielles sont naturellement très inférieures aux desseins. L'édification de la société nouvelle — qui sera sans prisons — ne commence pas par l'aménagement de prisons idéales. Sans doute ; mais l'impulsion est donnée, une réforme profonde a commencé. Comme le législateur, les tribunaux tiennent compte, avec le parti pris de classe le plus net, des causes sociales du délit, des origines et de la condition sociales du délinquant. Le fait d'être sans pain ni gîte constitue à Paris un délit grave, nous l'avons vu ; à Moscou, c'est, en concomitance avec un autre délit, une importante circonstance atténuante.

Devant la loi bourgeoise, être pauvre est souvent un crime, toujours une circonstance aggravante ou une présomption de culpabilité. Devant la loi prolétarienne, être riche — même dans les limites très strictes où, à l'époque de la N.E.F., l'enrichissement individuel est toléré — est toujours une circonstance aggravante.

VI. LES DEUX SYSTÈMES. — COMBATTRE LES EFFETS OU REMONTER AUX CAUSES ?

La grande doctrine libérale de l'Etat à laquelle les gouvernants capitalistes n'ont sérieusement dérogé qu'en temps de guerre — ils ont eu alors leur *capitalisme de guerre*, caractérisé par l'étatisation de la production, le

contrôle rigoureux du commerce et de la répartition des produits (cartes de consommation), l'état de siège, etc. — préconise la non-ingérence de l'Etat dans la vie économique. Elle se rattache en économie politique au *laisser-faire*, au *laisser-passer* de l'école manchesterienne. Elle considère surtout l'Etat comme l'instrument de défense collective des classes possédantes ; machine de guerre contre les groupes nationaux concurrents, machine à réprimer contre les exploités. Les fonctions administratives de l'Etat, elle les réduit au minimum ; c'est sous l'influence du socialisme et la pression des masses que l'Etat moderne a assumé il n'y a pas si longtemps la direction de l'enseignement public. Les fonctions économiques de l'Etat se réduisent, autant que possible, à l'établissement de tarifs douaniers destinés à protéger les industriels contre la concurrence étrangère. (La législation du travail est toujours une conquête du mouvement ouvrier.) En un mot, le respect de l'anarchie capitaliste est la règle de l'Etat. Qu'on produise, vende, revende, spécule, sans mesure, sans souci de l'intérêt général : c'est bien. La concurrence est la loi du marché. Les crises deviennent ainsi les grandes régulatrices de la vie économique ; elles réparent, aux dépens des travailleurs, des classes moyennes inférieures et des capitalistes les plus faibles, les erreurs des chefs d'industrie. Même lorsque de grands trusts faisant la loi au pays entier suppriment de fait la concurrence dans de vastes domaines de la production et du commerce, la vieille doctrine de l'Etat, si conforme aux intérêts des rois de l'Acier, de la Houille, du Cochon salé ou des Transports maritimes, reste généralement intangible : c'est le cas aux Etats-Unis.

Ce rappel des faits que chacun devrait connaître s'impose à nous, pour mieux définir l'Etat ouvrier et paysan, tel que le réalise l'Union des Soviets, avec la nationalisation du sol, du sous-sol, des transports, de la grande industrie, du commerce extérieur. L'Etat soviétique gouverne la vie économique. Il agit chaque jour directement sur les facteurs essentiels de la vie économique. Dans les limites mêmes où il admet l'initiative capitaliste, il la contrôle et la régularise, exerçant sur elle une double tutelle : par la loi et par l'action que nous appellerons *directe* sur le marché, le crédit, la production. La prévision des crises est un des traits les plus caractéristiques de la politique de l'Etat soviétique. On s'efforce d'enrayer les crises dès les premiers symptômes ; il n'est pas déraisonnable de

prévoir, à un certain degré de développement social, leur élimination complète.

Où l'Etat capitaliste se contente par principe de combattre les effets ultimes de causes sociales auxquelles il s'interdit de toucher, l'Etat soviétique agit sur ces causes. L'indigence, la prostitution, l'état précaire de la santé publique, la dénatalité, la criminalité, la dégénérescence de populations, la dénatalité ne sont que les effets de profondes causes économiques². Après chaque crise économique, la criminalité augmente ; il ne peut en être autrement. Et les tribunaux capitalistes de redoubler de sévérité. Aux troubles provoqués par le fonctionnement normal de l'économie capitaliste — anarchique, irrationnelle, régie par les égoïsmes individuels et par l'égoïsme collectif des classes possédantes — la bourgeoisie ne connaît d'autre remède que la répression³. L'Etat soviétique s'attaquant aux causes du mal a évidemment beaucoup moins besoin de la répression. Plus il se développera, plus son action économique sera efficace, concertée, prévoyante, moins la répression lui sera nécessaire, jusqu'au jour où l'intelligente gestion de production supprimera, par la prospérité, les maladies sociales telles que la criminalité — dont la coercition s'efforce de circonscrire la contagion... On volera beaucoup moins quand nul n'aura plus faim ; on ne volera plus guère quand l'aisance pour tous sera réalisée.

Dès aujourd'hui — et nous sommes loin du but ! — notre conviction est que, contrairement aux apparences, l'Etat soviétique use infiniment moins de la répression que tout autre. Qu'on y songe : dans la situation économique actuelle de la Russie, un gouvernement bourgeois ne serait-il pas tenu de gouverner par la force infiniment plus que les Soviets ? Le paysan est souvent mécontent. Il trouve l'impôt trop élevé, les articles industriels trop

2. La dénatalité inquiète passablement les chefs de la bourgeoisie française. Les commissions instituées pour en étudier les causes sont arrivées à conclure, ce qui est éminemment juste, que ce phénomène caractérise un état de petits rentiers. Dès lors, que peut le législateur ? Il ne lui reste qu'à adresser au petit rentier égoïste qui ne veut qu'un enfant des admonestations platoniques.

3. Nous avons déjà fait allusion ailleurs aux journées de juin 1848. Il faut déplorer l'oubli dans lequel cette page édifiante et glorieuse de l'histoire du prolétariat français est tombée. La bourgeoisie de la II^e République traversait une crise dont l'extension du chômage était la conséquence. Au problème du chômage elle ne trouva qu'une solution : la provocation au soulèvement, puis la répression. Paul-Louis donne, dans *l'Histoire du socialisme français*, un tableau concis de ces événements.

chers. Son mécontentement se traduit quelquefois par des actes qu'il faut bien qualifier de contre-révolutionnaires. L'ensemble des paysans a pourtant donné aux Soviets la victoire militaire — l'Armée Rouge était surtout composée de ruraux — et leur continue son appui. Un gouvernement capitaliste restituant les terres aux propriétaires fonciers aurait à contenir — et ne pourrait la contenir que par une répression incessante et impitoyable — la colère de cent millions de ruraux. C'est précisément pourquoi tous les régimes blancs soudoyés par la finance étrangère sont tombés.

Dans son dénuement actuel, après des années de guerre impérialiste, de guerre civile, de blocus et de famine, cernée par des Etats capitalistes, objet de blocus financier, d'intrigues diplomatiques, de préparatifs belliqueux, l'Union soviétique, demeurée un camp retranché, assiégé par l'ennemi, aux prises en outre avec les contradictions internes inhérentes à une période de transition aussi difficile, a encore grandement besoin de la répression. Ce serait se leurrer à l'excès que de croire close l'ère des tentatives contre-révolutionnaires. Mais quelles que soient les difficultés actuelles de la révolution russe et ses façons d'y réagir, les caractères essentiels de l'Etat soviétique n'en sont pas modifiés — ni par conséquent le rôle qu'y joue la répression.

VII. LA CONTRAINTE ÉCONOMIQUE : PAR LA FAIM.

On perd trop souvent de vue cette autre vérité que la société soviétique, dans sa huitième année d'existence, ne peut être équitablement comparée à la société bourgeoise, qui bénéficie d'une tradition d'autorité de plusieurs siècles et de plus d'un siècle d'expériences politiques. Longtemps avant 1789, le tiers état était, contrairement à l'affirmation véhémement de Sieyès, une force respectée dans l'Etat. Les cinquante premières années de développement économique de la bourgeoisie n'en ont pas moins été des années d'atroce dictature de classe. Les falsificateurs de l'histoire officielle vouent sciemment à l'oubli la vérité sur la première moitié du XIX^e siècle. Le capitalisme moderne marchant à l'opulence a passé sur le corps de plu-

sieurs générations de travailleurs qui vécurent dans des taudis, trimèrent de l'aube à la nuit tombée, ne connurent aucune liberté démocratique, livrèrent à l'usine dévoratrice jusqu'aux muscles débiles des gosses de huit ans... Sur les os, la chair, le sang, la sueur de ces générations sacrifiées s'est bâtie toute la civilisation moderne. La science bourgeoise les ignore. Force nous est de nouveau de renvoyer le lecteur au *Capital* de Karl Marx. Il y trouvera au chapitre XXIII des pages terribles sur l'Angleterre de 1846 à 1866. Nous ne résistons pas à la tentation d'en citer quelques lignes. Un médecin, chargé d'une enquête officielle, constate que, « même chez les ouvriers de la ville, le travail qui leur assure à peine de quoi ne pas mourir de faim est prolongé d'ordinaire au-delà de toute mesure... On n'a guère le droit de dire que le travail nourrit son homme ». Un autre enquêteur constate qu'il y a « à Londres vingt grands quartiers peuplés chacun d'environ 10 000 individus ; leur misère dépasse tout ce qui se peut voir ailleurs en Angleterre ». — « Newcastle, dit le Dr. Hunter, offre l'exemple d'une des plus belles races de nos compatriotes tombée dans une dégénérescence presque sauvage par suite de circonstances purement extérieures, l'habitation et la rue. » Le *Standard*, journal conservateur anglais, écrit, le 5 avril 1866, à propos des sans-travail de Londres : « Rappelons-nous ce que cette population souffre. Elle meurt de faim. Ils sont 40 000. Et cela à notre époque, dans un quartier de cette merveilleuse métropole, tout à côté de la plus énorme accumulation de richesses que le monde ait jamais vue. » — « En 1846, la famine fit mourir en Irlande plus d'un million d'individus... Elle ne porta pas la moindre atteinte à la richesse du pays. » (K. MARX.)

Pour transformer en guinées sonnantes et trébuchantes, à l'effigie de la reine Victoria, le sang et la sueur de ce peuple de misérables ; pour que les inutiles condamnés par le développement du machinisme et les crises à mourir de misère, consentissent à mourir sans révolte comme des bêtes à l'attache, quelle contrainte formidable ne fallait-il pas ? Mais nous apercevons avec netteté l'un des principaux moyens de la contrainte capitaliste : la faim. Ce fut un demi-siècle qu'on pourrait appeler de terreur économique. L'ouvrier forçat menacé de chômage, menacé de mourir de faim, travailla dans la chiourme industrielle, travailla comme une brute pour ne mourir de faim qu'à la

longue : en quinze ans. (Nous n'avons pas de données sur la durée moyenne de la vie des salariés à cette époque : nous le déplorons : ces chiffres-là résumeraient tout.) Il en est encore ainsi de nos jours : à la contrainte économique — par la faim — de beaucoup la plus importante, la seule efficace en définitive, la répression ne fait qu'ajouter le complément réclamé par la défense de l' « ordre » capitaliste contre certaines catégories particulièrement inquiétantes de victimes (les malfaiteurs) et contre les révolutionnaires.

VIII. LA DÉCIMATION. ERREURS ET ABUS. CONTRÔLE.

Répétons-le : la terreur est terrible. Dans la guerre civile il y va, pour tout combattant — et cette guerre ignore à peu près les neutres —, de la vie. Instruite à l'école des réactionnaires, la classe ouvrière, sur laquelle les complots suspendent une menace d'assassinat, doit elle-même frapper ses ennemis à mort. La prison n'intimide personne ; l'émeute défonce trop facilement les portes verrouillées que la corruption ou l'ingéniosité des conspirateurs savent aussi ouvrir.

Une autre nécessité contribue à étendre, au paroxysme de la lutte, les ravages de la terreur. Depuis les armées antiques, la décimation est le moyen classique de maintenir les troupes dans l'obéissance. On la pratiqua pendant la Grande Guerre, notamment au front français après les mutineries d'avril 1917. Ce ne devrait pas être oublié. Elle consiste à passer par les armes un homme sur dix, sans souci de l'innocence ou de la culpabilité individuelle. A ce propos, une observation d'ordre historique. En 1871, les communards furent plus que décimés par les Versaillais. Nous avons déjà cité l'estimation moyenne du nombre des fusillés de Galliffet : 20 000 ; or, la Commune avait eu 160 000 combattants. La redoutable logique de la guerre des classes, la bourgeoisie française, la plus éclairée du monde — celle de Taine et de Renan ! —, nous l'enseigne jusque par ces chiffres. Une classe ne s'avoue pas vaincue, une classe n'est pas vaincue, tant qu'un pourcentage assez élevé de pertes ne lui est pas infligé. Supposons — la Russie connu dans les années héroïques de la révolution bien de ces situations — une cité de 100 000 âmes divisée

en 70 000 prolétaires (nous simplifions : prolétaires et éléments voisins du prolétariat) et 30 000 personnes appartenant à la bourgeoisie et aux classes moyennes, habituées à se considérer comme formant la classe légitimement dirigeante, instruite, point dépourvue de moyens matériels. N'est-il pas évident, surtout si la lutte est circonscrite à la cité, que la résistance plus ou moins organisée de cette force de contre-révolution ne sera pas brisée tant qu'elle n'aura pas subi des pertes assez impressionnantes ? Et n'est-il pas moins dangereux pour la révolution de frapper trop fort que de ne pas frapper assez fort ?

La bourgeoisie a prodigué aux exploités de sanglants avertissements. Voici qu'ils se retournent contre elle. L'histoire l'en avertit : plus elle aura infligé aux classes laborieuses de souffrances et de misères, plus âprement elle leur résistera le jour du règlement de comptes et plus cher elle le payera.

Comme le Tribunal révolutionnaire de la Révolution française, mais avec une procédure en général un peu moins sommaire, la *Tchéka* de la révolution russe jugeait sans appel, implacablement, des ennemis de classe ; comme le Tribunal révolutionnaire elle jugeait moins sur des inculpations et des charges précises que d'après les origines sociales, l'attitude politique, la mentalité, la capacité de nuire de l'ennemi. Il s'agissait beaucoup plus de frapper une classe à travers des hommes que de peser des actes bien définis. La justice de classe ne s'arrête à l'examen de cas *individuels* que dans les périodes de calme.

Les erreurs, les abus, les excès nous paraissent surtout funestes vis-à-vis de milieux sociaux que le prolétariat doit chercher à se rallier : paysannerie moyenne, couches inférieures des classes moyennes, intellectuels sans fortune ; et aussi à l'égard des dissidents de la révolution, révolutionnaires sincères auxquels des idéologies fort éloignées de l'intelligence des réalités de la révolution font adopter des attitudes objectivement contre-révolutionnaires. Je me souviens de ces anarchistes qui, lorsque la flotte rouge défendait péniblement Cronstadt et Petrograd (1920) contre une escadre anglaise, continuaient imperturbablement à bord de quelques bateaux leur bonne vieille propagande antimilitariste ! Je pense aussi aux socialistes révolutionnaires de gauche qui, en 1918, s'évertuaient à jeter la République des Soviets, dépourvue d'armée et de ressources d'aucune sorte, dans une nouvelle guerre contre

l'impérialisme allemand encore vigoureux. Entre ces « révolutionnaires » égarés et les hommes de l'ancien régime, la répression révolutionnaire s'efforça et devra toujours s'efforcer de distinguer ; y parvenir n'est pas toujours possible.

Dans toute bataille sociale, un certain pourcentage d'excès, d'abus, d'erreurs ne saurait être évité. Le devoir du parti et de tout révolutionnaire est de travailler à le restreindre. Son importance ne dépend en définitive que des facteurs suivants :

1° La proportion des forces en présence et le degré d'acharnement de la lutte ;

2° Le degré d'organisation de l'action ; celui de l'efficacité du contrôle du parti du prolétariat sur l'action ;

3° Le degré de culture des masses prolétariennes et paysannes.

Une certaine cruauté résulte des circonstances matérielles de la lutte : encombrées, les prisons d'une révolution prolétarienne ne supportent pas, sous le rapport de l'hygiène, la comparaison avec les « bonnes prisons » de la bourgeoisie... en temps normal. Dans les cités assiégées où règnent la famine et le typhus, on en meurt, à la prison, un peu plus que dehors. Qu'y faire ? — Quand la geôle est bondée de prolétaires et de paysans, cette question oiseuse ne tarabuste guère les philanthropes. Au temps où les communards prisonniers au camp de Satory couchaient à ciel ouvert sur la dure et dans la boue, grelottant d'affreuses nuits, sous des pluies battantes — avec défense de se lever, ordre aux sentinelles de tirer sur quiconque se lève —, un grand philosophe, Taine, écrivait : « Ces misérables se sont mis hors de l'humanité... »

Au lendemain de la prise du pouvoir, le prolétariat, sollicité par des tâches sans nombre, résout d'abord les plus importantes : ravitaillement, organisation urbaine, défense extérieure et intérieure, inventaire des biens expropriés, saisie des richesses. Ses meilleures forces, il les leur consacre. Il ne reste à la répression révolutionnaire — et c'est une cause d'erreurs et d'abus — qu'un personnel de seconde zone sous des chefs à prendre absolument parmi les hommes les plus fermes et les plus purs (ce que fit la dictature du prolétariat en Russie — Djerjinsky — et en Hongrie — Otto Corvin). Les besognes de la défense intérieure d'une révolution sont souvent des plus délicates, des plus difficiles, des plus douloureuses et parfois des

plus effroyables. Quelques-uns des révolutionnaires les meilleurs — hautes consciences, esprits scrupuleux et caractères indéfectibles — doivent s'y consacrer.

Par leur entremise s'exerce le contrôle du parti. Ce contrôle politique et moral, incessant dans ce domaine ainsi que dans tous les autres, manifeste à la fois l'intervention de l'élite la plus consciente de la classe ouvrière et celle, à peine moins directe, des masses populaires sous le contrôle effectif desquelles le parti est placé dans tous les actes de sa vie. Il garantit l'esprit de classe de la répression. A lui de réduire les possibilités d'erreurs et d'abus proportionnellement aux forces que l'avant-garde du prolétariat peut jeter dans ce secteur.

IX. RÉPRESSION ET PROVOCATION.

Nous nous sommes, au cours de notre étude de l'*Okhrana*, longuement arrêtés sur la provocation. Celle-ci n'est pas un élément nécessaire de la technique de toute police. La tâche d'une police est de surveiller, de connaître, de prévenir : non de provoquer, de cultiver et de susciter. Dans les Etats bourgeois, la provocation policière, à peu près inconnue aux époques de vigueur, acquiert une importance grandissante au fur et à mesure que le régime décline, se débilite, glisse vers l'abîme. L'actualité suffit à nous en convaincre. Pratiquement insignifiante en ce moment dans le mouvement ouvrier de France, de Belgique, d'Angleterre, pays de relative prospérité capitaliste, la provocation n'a pas eu en Allemagne, au lendemain de la crise révolutionnaire de fin 1923, une importance moindre de celle qui fut la sienne en Russie, après la révolution vaincue de 1905. Le procès de Leipzig, dit de la « tchéka » allemande, au cours duquel on vit la police berlinoise monter, chez l'un des défenseurs, le socialiste Kurt Rosenfeld, un cambriolage nocturne (avril-mars 1925), révèle, à la Sûreté générale du Reich, des coulisses très semblables à celles de l'ancienne *Okhrana*. Dans un autre pays, où la réaction se mesure depuis bientôt deux ans avec une révolution populaire — la Bulgarie — même phénomène, mais plus accentué encore. En Pologne, la provocation est devenue l'arme par excellence de la réaction contre le mouvement ouvrier. Bornons là ces exemples.

La provocation policière est surtout l'arme — ou le mal — des régimes en décomposition. Consciente de son impuissance de prévenir et d'empêcher, leur police suscite des initiatives qu'elle réprime ensuite. La provocation est aussi un fait spontané, élémentaire, résultant de la démoralisation d'une police aux abois, débordée par les événements, qui ne peut s'acquitter d'une tâche infiniment au-dessus de ses forces et veut néanmoins justifier l'attente et la dépense de ses maîtres.

X. QUAND LA RÉPRESSION EST-ELLE EFFICACE ?

L'*Okhrana* n'a pas su empêcher la chute de l'autocratie. Mais la *Tchéka* a fortement contribué à empêcher le renversement du pouvoir des Soviét.

L'autocratie russe est en effet tombée plutôt qu'elle n'a été renversée. Une secousse a suffi. Ce vieil édifice vermoulu, dont l'immense majorité des populations souhaitait la destruction, s'est écroulé. Le développement économique de la Russie nécessitait la révolution. Qu'y pouvait la Sûreté générale ? Lui appartenait-il de remédier aux conflits d'intérêts qui campaient face à face, mortellement ennemis, prêts à tout pour sortir d'une situation sans autre issue que la guerre des classes, la bourgeoisie industrielle et financière, la grande propriété, la noblesse, les intellectuels, les déclassés, le prolétariat, les masses paysannes ? Son action ne pouvait procurer à l'ancien régime, et encore à la condition de concorder avec d'habiles mesures de politique générale, qu'un sursis limité. Ce cordon de gendarmes et d'agents provocateurs travaillant, aveugles, à enrayer la ruée des vagues contre la vieille falaise crevassée, branlante, prête à les ensevelir sous son écroulement, quelle dérision !

La *Tchéka* n'a pas d'aussi absurdes fonctions. Dans un pays divisé en *blancs* et *rouges*, où les rouges sont forcément la majorité, elle cherche l'ennemi, le désarme, le frappe. Elle n'est qu'une arme aux mains de la majorité contre la minorité, une arme parmi beaucoup d'autres, accessoire après tout, et qui n'acquiert de grosse importance qu'en raison du danger pour la révolution d'être touchée, par la balle de l'ennemi, à la tête. On raconte

qu'au lendemain de la prise du pouvoir, Lénine passa une nuit blanche à rédiger le décret sur l'expropriation des terres. « Pourvu, disait-il, que nous ayons le temps de le promulguer. Qu'on essaie après de nous arracher ça ! » L'expropriation des domaines seigneuriaux procurait instantanément aux bolcheviks l'appui de cent millions de paysans.

La répression est efficace lorsqu'elle complète l'effet d'efficaces mesures de politique générale. Avant la révolution d'Octobre, lorsque le cabinet Kérensky refusait de satisfaire les revendications des paysans, l'arrestation des agitateurs révolutionnaires ne faisait qu'augmenter dans les villages le trouble et l'exaspération. Après le déplacement de forces sociales opéré dans les campagnes par l'expropriation des domaines, l'intérêt des ruraux les portant désormais à défendre le pouvoir des Soviét, l'arrestation des agitateurs socialistes révolutionnaires ou monarchistes désireux les uns d'exploiter dans les campagnes leur popularité passée, les autres de spéculer sur l'esprit religieux, supprimait une cause de troubles.

La répression est une arme efficace entre les mains d'une classe énergique, consciente de ce qu'elle veut, servant les intérêts du plus grand nombre. Aux mains d'une aristocratie dégénérée, dont les privilèges constituent un obstacle au développement économique de la société, elle est historiquement inefficace. Ne nous le dissimulons d'ailleurs pas : à une bourgeoisie forte elle peut, dans les périodes décisives, rendre à peu près les mêmes services qu'au prolétariat pendant la guerre civile.

La répression est efficace quand elle agit *dans le sens* du développement historique ; elle est *en fin de compte* impuissante quand elle va à l'encontre du développement historique.

XI. CONSCIENCE DU PÉRIL ET CONSCIENCE DU BUT.

En vingt circonstances, au plus fort de la guerre civile comme avant la prise du pouvoir, Lénine s'attacha à rétablir l'enseignement de Marx sur la disparition de l'Etat et l'abolition finale de la contrainte dans la société communiste. Une des raisons qu'il invoque en préconisant la substitution du mot *communiste* au mot *social-démocrate*

dans l'appellation du parti bolchevik est que « le terme social-démocrate est scientifiquement inexact. La démocratie est une des formes de l'Etat. Or, marxistes, nous sommes contre tout Etat »⁴. Nous nous souvenons aussi d'un article qu'il écrivit, en des temps cruels, à l'occasion du 1^{er} mai (1920, croyons-nous). La poigne de fer du parti prolétarien maintenait encore le communisme de guerre. La terre rouge n'était qu'assoupie. Par-delà ce présent héroïque et terrible, les hommes de la révolution gardaient les yeux calmement fixés sur le but. Fermé à tout utopisme, dédaigneux des rêves, mais inébranlablement attaché à la poursuite des fins essentielles de la révolution, Lénine, chef incontesté du premier Etat prolétarien, Lénine, animateur d'une dictature, évoquait l'avenir où le travail et la répartition de ses produits seront régis par la règle « de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins ».

La suprême différence entre l'Etat capitaliste et l'Etat prolétarien, la voici : l'Etat des travailleurs travaille à sa propre disparition. La suprême différence entre la contrainte-répression exercée par la dictature du prolétariat, c'est que cette dernière constitue une arme nécessaire de la classe qui travaille à l'abolition de toutes les contraintes.

Il ne faut jamais l'oublier. Cette conscience des buts les plus hauts est aussi une force.

On pouvait, à la fin du siècle dernier, cultiver le grand rêve d'une transformation sociale idyllique. De généreux esprits s'y adonnèrent, dédaignant ou déformant la science de Marx. La révolution sociale, ils la rêvèrent comme l'expropriation à peu près indolore d'une infime minorité de ploutocrates. Et pourquoi le prolétariat magnanime, brisant les vieux glaives et les fusils modernes, n'accorderait-il pas une indemnité à ses exploitateurs de la veille déposés ? Les derniers riches s'éteindraient paisiblement, oisifs, entourés d'un mépris railleur. L'expropriation des trésors accumulés par le capitalisme, jointe à la réorganisation rationnelle de la production, procurerait sur l'heure à la société entière l'aisance et la sécurité. Toutes les idéologies ouvrières d'avant-guerre sont plus ou moins pénétrées de ces idées fausses. Le mythe radical du progrès les domine. Les impérialismes cependant mettaient au point leurs artilleries. Dans la II^e Internationale, une poignée de

marxistes révolutionnaires discernaient seuls les grandes lignes du développement historique. En France, sur la question de la violence prolétarienne, quelques syndicalistes révolutionnaires voyaient clair...

Or, le capitalisme, auparavant inique et cruel sans doute mais créateur de richesses, est devenu, en cette apogée de son histoire qui commence le 2 août 1914, le destructeur de sa propre civilisation, l'exterminateur de ses peuples... Prodigieusement développée en un siècle de découvertes et de labeur acharné, la technique scientifique, aux mains des grands bourgeois, chefs de banques et de trusts, s'est retournée contre l'homme. Tout ce qui servait à produire, étendre le pouvoir humain sur la nature, enrichir la vie, a servi à détruire et tuer avec une puissance soudainement accrue. Il suffit d'une matinée de bombardement pour détruire une cité, œuvre de siècles de culture. Il suffit d'une balle de 6 millimètres pour arrêter net le fonctionnement du cerveau le mieux organisé. Nous ne pouvons pas ignorer qu'une nouvelle conflagration impérialiste pourrait blesser à mort la civilisation européenne déjà bien touchée. Il est raisonnable de prévoir, en présence des progrès de « l'art militaire », le dépeuplement de pays entiers par l'aviation munie de l'arme chimique dont la Société des Nations — qu'on n'accusera pas de démagogie révolutionnaire ! — a dénoncé en 1924, dans un document officiel, les dangers sans nom. La chair et les os des millions de morts de 1914-1918 n'ont pas encore achevé de se résorber sous les monuments patriotiques que cette menace se suspend sur l'humanité. Il faut, en regardant en face les dures réalités de la révolution, se souvenir de ces choses. Les sacrifices imposés par la guerre civile, l'implacable nécessité de la terreur, les rigueurs de la répression révolutionnaire, l'inéluçabilité d'erreurs douloureuses apparaissent alors réduits à leurs justes proportions. Ce sont celles de maux infimes comparés à d'immenses calamités. Si ce n'était superflu, le seul ossuaire de Verdun les justifierait amplement.

« La Révolution ou la Mort ». Ce mot d'un combattant de Verdun⁵ reste d'une vérité profonde. Aux prochaines heures noires de l'histoire, tel sera le dilemme. Le moment sera venu pour la classe ouvrière d'accomplir cette dure mais salutaire, mais salvatrice besogne : la révolution.

4. Voir VICTOR SERGE, *Lénine, 1917*, Librairie du Travail, 1925.

5. Raymond Lefebvre.

La conception policière de l'histoire
et ses dangers

I. Contexte

L'histoire de la police française est marquée par une double évolution : celle de la police elle-même et celle de la société qu'elle sert. Cette dernière a connu, au cours des siècles, des transformations profondes, passant d'une institution essentiellement militaire à une institution civile, puis à une institution sociale. Ces transformations ont été le résultat de l'évolution des idées politiques et sociales, de l'évolution des besoins de la société et de l'évolution des moyens de la police.

La police a toujours été une institution de transition, une institution qui sert de lien entre le pouvoir et le peuple, entre l'État et la société. Elle a toujours été une institution de médiation, une institution qui sert de pont entre le monde des idées et le monde des faits, entre le monde des principes et le monde des pratiques.

La police a toujours été une institution de service, une institution qui sert le peuple et le pays. Elle a toujours été une institution de responsabilité, une institution qui est responsable devant le peuple et devant le pays.

La police a toujours été une institution de service, une institution qui sert le peuple et le pays. Elle a toujours été une institution de responsabilité, une institution qui est responsable devant le peuple et devant le pays. Elle a toujours été une institution de médiation, une institution qui sert de pont entre le monde des idées et le monde des faits, entre le monde des principes et le monde des pratiques. Elle a toujours été une institution de transition, une institution qui sert de lien entre le pouvoir et le peuple, entre l'État et la société. Ces transformations ont été le résultat de l'évolution des idées politiques et sociales, de l'évolution des besoins de la société et de l'évolution des moyens de la police.

L'éditeur a cru bon d'ajouter, au texte de Victor Serge datant de 1931, un document plus récent rédigé en 1969 par la Ligue Communiste à l'usage de ses militants, qui lui semble constituer une « mise à jour » pratique de quelques problèmes concernant la répression soulevée par Victor Serge.

I. COMPRENDRE LA SITUATION ACTUELLE.

L'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante mais dans une bonne mesure, elle domine également cette classe : donc la bourgeoisie aussi pensait que dans les pays capitalistes avancés, la révolution était impossible. Si danger il y avait, elle le voyait plutôt du côté du P. C. et la police — traditionnelle en diable — conservait ses analyses du passé. Mais malgré toute cette confiance en la stabilité du système, mai et juin 68 nous ont montré quel arsenal répressif cette bourgeoisie tenait à sa disposition : mieux vaut prévenir que guérir !

Nul doute que la montée révolutionnaire de mai et juin 68 a révélé deux choses à la bourgeoisie :

1) La révolution socialiste est un danger actuel, contrairement à ce que tous ses « théoriciens » nous ont raconté depuis des dizaines d'années et qu'ils finissaient eux-mêmes par croire.

2) Le danger vient dans une grande mesure des groupes à la gauche du P. C. (et ce d'autant plus qu'ils ont des liens internationaux).

Ce qu'il faut comprendre c'est que désormais des moyens beaucoup plus considérables sont mis en œuvre pour éviter la répétition de mai-juin. Ne pas comprendre cela, c'est ne pas comprendre ce qu'ont été les journées de mai 68 : une menace réelle pour la survie même du Capital. Sous-estimer la répression, c'est donc en dernière analyse ne pas comprendre la signification politique de « la répétition générale de mai 68 ». Bien sûr le rapport des forces actuel ne permet pas la répression sur une grande échelle. On ne voit rien de spectaculaire. Mais on doit être intimement persuadé que la police n'épargne aujourd'hui aucun effort pour accumuler le maximum de renseignements, condition indispensable pour assurer, demain, une répression efficace.

Evidemment la police opère en terrain qu'il lui est difficile de comprendre : les différences entre un maoïste et un trotskyste lui apparaissent aussi subtiles qu'entre différentes sectes bouddhistes. Professionnellement, tous ces gaillards lui apparaissent soit comme des rouges, des bougnoules, des viets, ou des juifs (flic à passé colonial, peu gradé), soit comme des anarchistes gradé parisien). De plus, elle dispose d'un personnel de culture et d'intelligence souvent médiocres, incapable de comprendre la logique politique d'une organisation (encore qu'ils aient quelques spécialistes chargés précisément de ces problèmes). *Aussi ces messieurs opèrent-ils lourdement sur la base de faits matériels bruts.* Le rendement est évidemment très faible : il est malheureusement multiplié par 100 quand travaillent avec eux d'ex-révolutionnaires...

Il ne faut pas mépriser la police !

Parce que, sur le front de la culture (cf. œuvres complètes de M. Marcellin), la police paraît particulièrement désarmée, une tendance dangereuse se développe (surtout dans les milieux intellectuels) qui consiste à mépriser la police parce qu'elle est bête. Soit. Mais au service de cette bêtise (relative) se trouve un appareil extraordinaire, disposant de milliers de militants contre-révolutionnaires professionnels, travaillant peut-être sans imagination, mais méthodiquement, sans déviations petites-bourgeoises, et accumulant à la longue une masse de renseignements. Bien sûr, chacun, pris isolément, n'a que peu de signification, mais leur somme a pour ces messieurs valeur de certitude.

Remarque :

Il ne s'agit pas ici de développer les aspects juridiques de ce type d'activité de la police. Sans cesse elle viole sa propre légalité (sinon évidemment une telle brochure n'aurait aucun sens) ; donc, toute remarque du genre « ils » n'ont pas le droit d'écouter le téléphone, de lire le courrier, etc. n'est d'aucune implication pratique immédiate. Idem pour ce qui est ou n'est pas « preuve judiciaire ». Ce qui compte ce n'est ni ce que les militants aimeraient que les flics pensent, ni la vérité, mais ce que les flics croient (ex. : ces messieurs de la police pensent qu'un individu appréhendé une fois sur les lieux d'une manifestation, peut être « innocent », mais deux fois, c'est la certitude qu'on a affaire à un « gauchiste »).

Bien sûr, on doit, mais dans un deuxième temps, utiliser politiquement les irrégularités des enquêtes de la police et expliquer qu'on a affaire à une justice de classe : la Constitution garantit par exemple le secret de la correspondance et ceci sert aux capitalistes à conserver leurs secrets bancaires, commerciaux et industriels, voire même à étouffer leurs scandales personnels, mais en ce qui concerne les militants révolutionnaires évidemment la « loi » est autrement interprétée. Il en est de même pour les conditions d'arrestation, et de perquisition, etc.

Le 14 novembre 1969, la police, pour opérer sa rafle préventive a utilisé une procédure exorbitante, du point de vue juridique. Le savoir le 14 à 7 heures du matin n'est que de peu de secours.

II. QUELQUES PROCÉDÉS DE POLICE.

Pour accumuler ses informations, la police ne peut utiliser que nos propres faiblesses, et notamment le fait que si, chez nous les informations politiques circulent difficilement, les informations techniques se répandent très vite.

MORALITE : Ne parle, y compris dans l'organisation de questions organisationnelles, qu'aux camarades directement concernés.

THEOREME : Moins on en sait, moins on peut en dire, et mieux ça vaut pour tout le monde.

Il ne s'agit pas d'un théorème abstrait : à chaque fois le « on » porte un nom. Même s'il s'agit d'un (e) camarade avec qui tu es très lié (e).

Pour collecter des renseignements, la police dispose :

a) *d'indicateurs.* Il y en a deux types : d'une part il s'agit d'inspecteurs jeunes ayant troqué pour l'occasion la gabardine et la moustache pour le pull à col roulé et le cheveu long et qu'on envoie traîner dans les bistros du Quartier latin et dans les lieux de manifestations éventuelles (où à l'occasion ils peuvent jouer le rôle de provocateurs).

MORALITE : Ne raconte pas ta vie n'importe où et n'obéis qu'à des consignes venant de camarades responsables.

D'autre part, « ils » tentent d'infiltrer à l'intérieur même des organisations révolutionnaires quelques fonctionnaires à eux (c'est en principe plus facile à faire chez les « anars » que chez nous). En ce qui concerne les nouvelles adhésions il ne s'agit pas de faire de flicomanie, mais de comprendre qu'en dernière analyse la garantie est politique : il est très difficile pour un flic, surtout s'il est jeune, de se comporter en militant révolutionnaire et ce, dans tous les aspects de sa vie sociale.

MORALITE : Toute adhésion nouvelle doit être suivie par un ou deux membres de la cellule qui vont voir le camarade chez lui, à la sortie de son travail et suivent son comportement politique (formation théorique, lectures, activité politique, syndicale, etc.) toutes démarches qui par ailleurs sont indispensables indispensamment des problèmes de répression.

En aucun cas, il ne s'agit pour nous de nous transformer en contre-police, car sur ce terrain nous sommes battus, mais d'exploiter notre « supériorité » politique qui nous

permet de comprendre la logique du comportement d'un militant (ceci étant, on peut parfaitement être fou sans être flic, mais pour une organisation révolutionnaire ce n'est guère mieux).

Mais l'indicateur le plus dangereux est celui qui est recruté par la police quand il est déjà membre de l'organisation et si possible membre responsable. Il ne s'agit, bien sûr, jamais de camarades brusquement gagnés aux beautés de l'idéologie bourgeoise (ce qui est difficile à l'époque actuelle de décadence de l'impérialisme), tout à fait exceptionnellement de camarades qu'on a pu corrompre (fric ou place), mais presque toujours de camarades tenus par un chantage. Les origines peuvent être les plus diverses (mœurs, alcoolisme, drogue, délits de droit commun, renseignements « anodins » fournis par bêtise dans l'espoir de s'en tirer à bon marché, confidences faites à papa et à maman, etc.).

MORALITE : Les (et si possible la) vies politique et privée des militants (es) ne doivent laisser aucune prise à une telle possibilité. Si une bêtise est faite, il faut le dire aux directions responsables (mieux vaut passer pour un imbécile que de risquer de devenir une ordure). Idem chaque fois qu'on est convoqué par ces MM. de la police.

b) *Les écoutes téléphoniques.* — D'abord un mythe à tuer : si ton téléphone est écouté tu n'as aucun moyen de le savoir (ni dé clic, ni « petit bruit » ni dérangements fréquents liés à l'insuffisance scandaleuse de la France en téléphone, ni l'affaiblissement de la tension aux bornes).

Sauf en période très chaude et pour quelques personnalités seulement, la police n'a pas les moyens de se livrer à l'écoute directe (manque de personnel — pourtant bien trop nombreux — et surtout de personnel qualifié). Par contre, elle enregistre et le numéro de téléphone appelé et la conversation. Des kilomètres de bandes magnétiques peuvent s'entasser dans les archives. L'intérêt est évident : que ces messieurs pour une raison ou pour une autre s'intéressent à la vie privée d'un militant disposant d'un téléphone, en deux jours de travail assidu fourni par des officiers de police de qualité médiocre on reconstitue la liste de ses camarades, de ses amis et de ses amies, ses

responsabilités politiques et ses lieux de rendez-vous favoris, sans oublier ses surnoms habituels.

MORALITE : Elle est évidente. Toute conversation doit être aussi naturelle que possible (par exemple pour éviter toute confusion, il faut connaître le prénom exact de la personne chez qui on téléphone). Le principe est très simple. Comme tout citoyen honnête, ce que nous disons au téléphone, nous pourrions le répéter sans rougir à ces MM. (dans le cas où ils l'ignoraient).

Remarque :

Il n'est pas vrai qu'il soit toujours anodin de téléphoner d'un téléphone à un autre sous prétexte qu'ils sont tous les deux « fliqués ». D'abord on n'en est jamais sûr (il y a leur logique et la nôtre). Ensuite et surtout deux téléphones peuvent être « fliqués » indépendamment et nous n'avons aucune raison de fournir une connexion de plus à ces messieurs leur permettant d'ajouter un trait à leur organigramme.

c) La surveillance du courrier

Actuellement, elle paraît moins intense ici que dans les démocraties populaires (nécessité de la mise « au parfum » toujours délicate d'une série de postiers) ; mais peut toujours se pratiquer.

MORALITE : Les paroles (quand elles ne sont pas téléphoniques) passent, les écrits restent, comme dit le proverbe.

L'expérience prouve d'ailleurs que ce sont presque toujours les lettres qui traînent encore dans les tiroirs ou dans les poches qui peuvent apporter des informations à la police.

d) Les perquisitions

Actuellement elles semblent devenir à la mode. Tu n'es pas responsable seulement pour toi de ce qu'il y a chez toi. Tu es responsable vis-à-vis de l'organisation.

A bas l'individualisme petit-bourgeois qui n'a rien à voir avec le courage !

Défais-toi de la manie du collectionneur !

Ne collectionne jamais les noms et adresses de tes camarades ni chez toi ni dans tes poches !

Veille à ce que tous les camarades en fassent autant !

e) Divers

Dans les romans policiers, on parle beaucoup de micros cachés dans les coins judicieux (lieux de réunions) et de filature. Dans certains cas exceptionnels, la police y a effectivement recours.

Une remarque à propos des filatures : il est beaucoup plus simple de suivre un (e) proche parent (e) ou petit (e) ami (e) qui a de bonnes chances de rencontrer le type intéressant que de suivre directement. La police le sait, nous aussi maintenant.

CONCLUSION : Pour accumuler ses informations, la police ne peut disposer que des renseignements que nous lui donnons. Nous n'avons aucune raison de l'aider. En dernière instance, la lutte contre la pénétration policière passe par l'élévation du niveau politique des militants bien plus que par la flicomanie.

III. LA RÉPRESSION.

Elle peut revêtir toutes sortes de formes, de celles que nous connaissons actuellement à celles que nos camarades grecs, argentins, ou espagnols connaissent. Ne pas oublier que l'état de la répression peut se modifier dans des délais très rapides. Nous vivons à une époque révolutionnaire et, dès que la bourgeoisie sent son ordre social menacé, elle n'hésite pas à fouler aux pieds sa propre légalité (coup d'Etat). Nous ne devons pas être pris à l'improviste.

Si la répression ne peut pas détruire les groupes révolutionnaires, elle les paralyse dans une certaine mesure. Ceci est de toute façon inévitable et ceux qui veulent continuer à travailler comme s'il n'y avait pas de répression (parce que c'est plus simple, parce que ça va plus vite, etc.) risquent à court terme de ne plus pouvoir travailler

du tout. Toute la question est de savoir *quel type de limitation et de contrainte nous acceptons consciemment.*

— Réunions peu nombreuses et peu fréquentes¹, seulement avec les camarades indispensables, seulement quand cela est absolument nécessaire.

— Limitation de la démocratie interne (cooptations).

— Renonciation à certaines formes d'activité publique, etc.

Impossible de développer plus longuement : cela dépend évidemment des situations concrètes.

Disons simplement quelques mots en ce qui concerne la conduite à tenir en cas d'arrestation.

Là encore, beaucoup de choses dépendent des conditions mêmes de l'arrestation, de ce qui est patent et de ce qui ne l'est pas : *ne pas confondre ce qui se passe dans ton crâne et dans celui de ce merveilleux intellectuel collectif qu'est la police.* Dans tous les cas faire fonctionner ses méninges.

Remarque : il est plus facile de le faire avant qu'après, c'est-à-dire qu'il vaut mieux éviter d'improviser au poste de police.

— 1) En ce qui concerne les conditions d'arrestation et de perquisition, elles sont soumises à certaines règles. Interdites entre le coucher et le lever légal du soleil, nécessité de mandats *ad hoc*. Toutes ces garanties sautent en cas de flagrant délit. Ce sont évidemment ces messieurs qui décident si tel est le cas. Mais de toute façon, *ne se faire aucune illusion* en la protection que nous donnent les lois à ce niveau. Les flics ne sont pas des juristes bourgeois, ils comprennent à leur façon que le droit codifie un certain rapport de forces. Ceci ne signifie pas que nous n'ayons pas à exploiter les entorses qu'ils font à la foi qu'ils sont censés défendre.

— 2) En ce qui concerne les arrestations dans la rue, dans bien des cas, il ne s'agit que d'une erreur judiciaire : par exemple, vous vous trouvez sur les lieux d'une manifestation « gauchiste », ou bien, tard dans la nuit, vous fumez une cigarette en méditant à un carrefour à 100 mètres de « gauchistes » collant des affiches. Inutile dans ce

1. Si possible téléphoner, d'un téléphone public, avant d'y monter.

cas d'aller au poste. Il faut protester énergiquement auprès du brigadier de votre innocence si elle est patente.

— 3). *Au poste de police* : l'essentiel, et il n'y a à cela aucune exception : **NE PAS MENTIR - NE PAS COOPERER.**

Bien sûr, ceci est bien connu de tous les militants mais n'a été que rarement appliqué sérieusement.

Donnons un exemple : imaginons — ça existe — un pays où les garanties démocratiques soient fortement entravées. Imaginons toujours que dans ce pays les distributions de tracts (ou autre chose) soient interdites. Tu es arrêté au cours de ton lâcher de tracts (ou autre activité).

Tu donnes ton nom, adresse, profession, âge et lieu de naissance. Et après cela, *c'est terminé.* Comprendre pourquoi et comprendre comment est indispensable.

— Nier que tu lançais des tracts (par exemple) est évidemment absurde : tu ne convaincras pas les flics qui t'ont arrêté la main dans le sac. Cette position tu ne pourras pas la maintenir longtemps, au bout d'un certain temps tu « avoueras ». Les flics auront marqué un point. De plus, te plaçant sur la position « il y a erreur judiciaire ! je n'y suis pour rien, je ne fais pas de politique moi », etc., toi-même tu perds assez vite ton propre tonus, tu deviens obligé, pour rester fidèle à ton propre personnage, de coopérer (ou de faire semblant) avec la police. *Ce point ne doit absolument pas être négligé*, sous prétexte qu'il est psychologique. Il est impossible de conserver son moral, surtout si la détention se prolonge (et qu'on ignore quand ça finira²).

Une attitude non insolente, mais courageuse, permet par ailleurs d'éviter pas mal de tracas de détail. Enfin, bien sûr, par une attitude « coopérante », tu interdis tout soutien politique venant de l'extérieur.

— Reconnaître que tu distribuais des tracts et raconter en plus des salades n'avance à rien. Par exemple, à la question : qui vous a remis ces tracts ? Ne pas donner l'impression qu'on ne demande pas mieux que de répondre mais que malheureusement on ne connaît pas son nom et inventer une histoire « policière » de grand brun rencontré par hasard à une gare, etc. C'est du type « mensonge + coopération ». Se contenter de dire que ces tracts vous ont

2. Inutile de le demander aux flics qui, généralement, l'ignorent. C'est une preuve de faiblesse.

été remis par un ami, que vous les distribuez parce que vous êtes d'accord avec. Qu'il s'agit d'une action parfaitement normale (ou légale suivant la situation), etc. Que vous constatez que vous étant livré à une action parfaitement normale (ou légale), la police vous cherche des poux dans la tête, qu'alors vous ne donnerez aucun renseignement à la police susceptible de l'aider à arrêter un de vos amis : la délation, surtout dans les conditions actuelles, ne fait pas partie de votre façon de vivre, etc.

Donnons un autre exemple sur les dangers de cette dialectique « coopération-mensonge ». Ces messieurs te présentent une série de photos, à fin d'identification. Tu acceptes pour prouver ta bonne foi, mais bien décidé à mentir. Que peuvent faire les flics, futés — il y en a — qui comprennent ta réaction ? On te présente les premières photos. Tu ne connais pas les types. Ravi tu le dis. Les flics s'en doutaient : c'étaient celles d'inspecteurs en civil ! Puis, brusquement tu connais. Automatiquement, tu marques un temps d'hésitation (qui risque de ne pas échapper), tu hésites, c'est peut-être « naturel » que tu connais... mais dans le doute, gentiment, tu dis non ! Bien. Photo suivante, c'est toi en train de discuter avec le type. Tu es « coincé ». Quelle que soit ton attitude après les flics ont marqué un point. Tu es un menteur. Le plus correct est *dès le début* de refuser de jouer à ce petit jeu, même si on te présente la photo de ta mère ! *Ni oui, ni non, tu ne coopères pas* (voir explication précédente).

En principe, ta « philosophie générale » est la suivante tant au niveau de l'enquête de police qu'à celui de l'instruction judiciaire :

— Sur le plan « pénal », inutile de prendre sur ton dos des responsabilités, que tu n'as pas : tu pouvais, par exemple, parfaitement ignorer le contenu de tel ou tel paquet trouvé chez toi. Maintenant que la police t'a informé, bien, tu sais.

— Sur le plan politique, tu assumes tes responsabilités.

De façon générale, tu restes poli (inutile d'être poursuivi pour injure à...) mais ferme.

Mentir sur des faits matériels devant des flics qui sont des professionnels de cette question est extraordinairement difficile.

Techniquement (pour la défense) ceci n'est pratiquement d'aucune aide. Politiquement et psychologiquement c'est presque toujours négatif.

IV. CONCLUSION.

Tant que tu es dans les mains de la police (actuellement en France, ceci ne peut durer que 24 heures, éventuellement 48 heures, et s'il s'agit de la Cour de Sûreté, 10 jours), après avoir décliné ton identité, tu ajoutes : « Je n'ai rien à déclarer. » Tu ne signeras rien. Il faut comprendre pourquoi : ta déposition, dès qu'elle est un peu longue, est fort mal transcrite par l'inspecteur qui la tape et ce, non seulement parce qu'il est de mauvaise foi, mais aussi parce qu'il la comprend mal. Il est à peu près impossible d'obtenir exactement ce qu'on a dit et ce n'est même pas toujours souhaitable ! Ultérieurement donc, une mauvaise déposition peut être utilisée contre toi. Eventuellement, tu peux signer une déposition très *courte*, en la relisant soigneusement.

Tu maintiens *sans mentir* parce que c'est vrai, que tu n'as rien fait de mal. Si la police estime que si, c'est son affaire ; alors, réclamer l'inculpation. Et seulement, alors, après avoir vu ton avocat, tu acceptes de répondre devant ton juge d'instruction. *Refuser de répondre à un interrogatoire de policier n'est jamais un délit.*

Après la garde à vue où tu n'as pratiquement aucun droit mais où inversement tu peux, en toute légalité, pratiquement ne rien dire, deux possibilités s'ouvrent :

a) tu es libéré et c'est la fin, provisoire, de tes ennuis ;

b) le juge d'instruction, sur la foi du rapport de la police, estime qu'il y a matière à inculper.

Tu es alors convoqué devant ce fonctionnaire qui te notifie ton inculpation. Tu as alors le droit, avant toute poursuite de l'instruction, de t'entretenir seul à seul avec ton avocat, qui pourra assister à tous les interrogatoires suivants.

Toute affaire cessante, tu l'exiges !

Tu es là-dessus intraitable (y compris grève de la faim).

Tu es libre du choix de tes avocats. Tu dois connaître dès maintenant³ — on ne sait jamais — les noms et adresses d'avocats (voir avec les directions de ville). C'est

3. Tu dois également avoir sur toi un minimum d'argent, non seulement pour éviter d'être inculpé pour « vagabondage », mais encore pour pouvoir fumer, boire et te nourrir, « cantiner » pendant la garde à vue.

toi qui dois lui écrire : à cause de la déontologie, il est pratiquement impossible de le faire à ta place.

C'est ensuite que ta demande de mise en liberté provisoire est réclamée. En principe la « règle » veut qu'elle soit accordée sauf si le juge estime soit :

- que tu vas te soustraire à la justice ;
- que tu profiteras de ta liberté pour brouiller les pistes.

En fait, pour nous, militants révolutionnaires, c'est évidemment une question politique.

Conclusion : Quand tu es dans les mains de la police ou de la « justice », l'essentiel n'est pas de connaître telle ou telle ficelle mais de te conduire de telle sorte qu'à l'extérieur, tes camarades puissent te soutenir. Ce qui compte ce n'est pas tant le rapport des forces que tu peux créer entre toi et les flics mais le rapport des forces global.

N'oublie pas que les flics recouperont ton interrogatoire avec celui d'autres camarades.

Ce travail vicieux est voué à l'échec si tu n'as ni « coopéré » ni « menti » : les silences ne sont jamais contradictoires.

Ne donne jamais l'impression de mentir, c'est inutile, et pour cela, ne mens pas.

Ne donne jamais l'impression de coopérer, c'est dangereux, et pour cela ne coopère pas.

Théoriquement, nous ne sommes pas des sociaux-démocrates : nous comprenons que l'établissement d'un nouvel ordre social ne passe pas seulement par la lutte économique, mais aussi par la lutte contre l'Etat bourgeois.

Pratiquement, nous devons en tirer les conséquences, étudier les mécanismes répressifs de cet Etat et nous préparer un minimum techniquement.

Mais nous ne sommes pas non plus des anarchistes. Nous ne ramenons pas la lutte de classes à la lutte contre les « flics ».

Il n'y a pas de formation « sécurité » indépendante de la formation politique. Il n'y a pas chez nous de conception policière (à rebours) de l'histoire.

Table

Introduction	5
1. L'OKHRANA RUSSE	9
I. Le policier. Sa présentation spéciale	9
II. La surveillance extérieure. Filatures	10
III. Les arcanes de la provocation	12
IV. Une instruction sur le recrutement et le service des agents provocateurs	13
V. Une monographie de la provocation à Moscou (1912)	16
VI. Dossiers d'agents provocateurs	17
VII. Un revenant. Une page d'histoire	21
VIII. Malinovsky	24
IX. Mentalité du provocateur. La provoca- tion et le Parti communiste	26
X. La provocation, arme à deux tranchants	28
XI. Les mouchards russes à l'étranger. M. Raymond Recouly	31
XII. Cabinets noirs et police internationale ..	32
XIII. Les cryptogrammes. Encore le cabinet noir	35
XIV. Synthèse des renseignements. Méthodes des graphiques	37
XV. Anthropométrie. Signalements. Et liquida- tion... ..	39
XVI. Etude scientifique du mouvement révolu- tionnaire	40
XVII. La protection de la personne du tsar	42
XVIII. Ce que coûte une exécution	42
XIX. Conclusion. Pourquoi la révolution de- meure invisible	44

2. LE PROBLÈME DE L'ILLÉGALITÉ	57
I. N'être pas dupe	57
II. Expérience d'après-guerre : ne pas se laisser surprendre	59
III. Les limites de l'action révolutionnaire légale	61
IV. Polices privées	62
V. Conclusions	63
3. SIMPLES CONSEILS AU MILITANT	65
I. La filature	66
II. La correspondance et les notes	67
III. La conduite générale	68
IV. Entre camarades	68
V. En cas d'arrestation	69
VI. Devant les policiers et les juges	71
VII. L'ingéniosité	72
VIII. Une suprême recommandation	72
4. LE PROBLÈME DE LA RÉPRESSION RÉVOLUTIONNAIRE	73
I. Mitrailleuse, machine à écrire, ou... ? ..	73
II. L'expérience de deux révolutions	75
III. La terreur a duré des siècles	79
IV. De Gallifet à Mussolini	81
V. Loi bourgeoise et loi prolétarienne	83
VI. Les deux systèmes. — Combattre les effets ou remonter aux causes ?	85
VII. La contrainte économique : par la faim	88
VIII. La décimation. Erreurs et abus. Contrôle	90
IX. Répression et provocation	93
X. Quand la répression est-elle efficace ? ..	94
XI. Conscience du péril et conscience du but	95
ANNEXE - 1970 : LA CONCEPTION POLICIÈRE DE L'HIS- TOIRE ET SES DANGERS	101
I. Comprendre la situation	101
II. Quelques procédés de police	103
III. La répression	107
IV. Conclusion	111

CHEZ LE MEME EDITEUR

(Extraits du catalogue)

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

dirigée par Georges Haupt

1. Nicolas Boukharine et Eugène Préobrajensky, *A. B. C. du communisme* (préface de Pierre Broué). (Epuisé. Réédité dans la « petite collection Maspero ».)
2. Rosa Luxemburg, *Grève de masses, parti et syndicats*. (Epuisé. Réédité dans une traduction nouvelle, dans la « petite collection Maspero » in Rosa Luxemburg, *Œuvres I.*)
3. Rosa Luxemburg, *La Révolution russe* (préface de Robert Paris). (Epuisé. Réédité dans une traduction nouvelle, dans la « petite collection Maspero » in Rosa Luxemburg, *Œuvres II.*)
4. *Les bolchéviks et la Révolution d'Octobre*. Procès-verbaux du Comité Central du parti bolchévique, août 1917 - février 1918 (présentation de Giuseppe Boffa).
5. Paul Lafargue, *Le droit à la paresse* (préface de J.-M. Brohm). (Epuisé. Réédité avec une présentation nouvelle de Maurice Dommanget, dans la « petite collection Maspero ».)
6. Georges Haupt, *Le Congrès manqué : l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*.
7. *Staline contre Trotsky, 1924-1926*. La révolution permanente et le socialisme en un seul pays (présentation et choix de textes de Giuliano Procacci).
3. Paul Frölich, *Rosa Luxemburg, sa vie, son œuvre*. (Epuisé.)

9. Georges Fischer, *Le parti travailliste et la décolonisation de l'Inde*.
10. Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers* (traduction et présentation d'Yvon Bourdet).
11. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital* (présentation d'Irène Petit, traduction par Marcel Ollivier et Irène Petit).
(Épuisé. Réédité dans la « petite collection Maspero ».)
12. Archives Monatte, *Syndicalisme révolutionnaire et communisme* (présentation de Colette Chambelland et Jean Maitron).
13. Georges Haupt et J.-Jacques Marie, *Les bolchéviks par eux-mêmes*.
14. Samuel Bernstein, *Auguste Blanqui*.
15. Karel Kosik, *La dialectique du concret*.
16. Maurice Dommangeat, *Sur Babeuf et la conspiration des Egaux*.
17. Michael Lowy, *La théorie de la révolution chez le jeune Marx*.

RÉÉDITIONS EN FAC SIMILÉ

- Manifestes, Thèses et résolutions des 4 premiers congrès de la III^e Internationale* (1931).
- Karl Kautsky, *La question agraire* (1900).
- Lénine, Zinoviev, *Contre le courant*, 2 vol. (1925).
- A. Neuberger, *L'insurrection armée* (préface nouvelle de R. Wollenberg) (1931).
- André Marty, *La révolte de la mer Noire*, 2 vol. (1925).
- Les trente et une séances officielles de la Commune de Paris* (1871).

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN OCTOBRE 1970
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
CORBIÈRE ET JUGAIN A ALENÇON (ORNE)

PREMIER TIRAGE : 10 000 EXEMPLAIRES
DÉPÔT LÉGAL : 4^e TRIMESTRE 1970
N^o D'ÉDITEUR : 384

